


TAYLOR INSTITUTION
DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

HENRI HEINE

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

HENRI HEINE

Nouvelle édition, ornée d'un portrait gravé sur acier

Format grand in-18

REISEBILDER, tableaux de voyage, précédés d'une étude sur Henri Heine, par *Théophile Gautier*.	2 vol.
CORRESPONDANCE INÉDITE, avec une introduction et des notes.	2 —
DE LA FRANCE.	1 —
DE L'ALLEMAGNE.	2 —
LUTÈCE.	1 —
POÈMES ET LÉGENDES.	1 —
DRAMES ET FANTAISIES.	1 —
DE TOUT UN PEU.	1 —
DE L'ANGLETERRE.	1 —
SATIRES ET PORTRAITS.	1 —
ALLEMANDS ET FRANÇAIS.	1 —

PARIS. — IMP. P. MOUILLOT, 13-15, QUAI VOLTAIRE. —

ALLEMANDS

ET

FRANÇAIS

PAR

HENRI HEINE

TROISIÈME ÉDITION



PARIS
CALMANN LÉVY ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1882

AVERTISSEMENT

Nous avons rassemblé dans ce volume une série de fragments dont les plus anciens remontent à 1830, tandis que les plus récents furent écrits par Henri Heine en 1854, c'est-à-dire peu de temps avant sa mort. De ce nombre est le morceau très-important qui a pour titre : *La pension de Heine ; sa prétendue naturalisation en France*. C'est — avec celui qui termine le livre *De l'Allemagne*, et qui a pour titre : *Aveux de l'auteur*, — le fragment auto-

biographique de Heine le plus considérable qui ait été publié jusqu'ici. Ces deux morceaux sont, en quelque sorte, deux chapitres détachés de ses *Mémoires*. — Les *testaments* du poëte, qui terminent le volume, donnent aussi sur sa personne, ses relations de famille et d'amitié, des renseignements pleins d'intérêt. Les deux premières de ces pièces ont été publiées récemment en Allemagne par M. Max. Heine; nous avons été assez heureux pour pouvoir les compléter par une pièce postérieure en date, et aussi plus importante, qu'a bien voulu nous communiquer madame Jaubert, veuve de l'exécuteur testamentaire d'Henri Heine. Ces précieux documents achèvent de donner au volume que nous publions aujourd'hui un intérêt personnel et biographique qui sera apprécié de tous les lecteurs de Heine.

Parmi les fragments relatifs à l'Allemagne, nous signalons surtout ceux qui ont pour titre : *De la noblesse allemande*, et *Kahldorf*, curieux témoignages de l'état social de l'Allemagne, immédiatement avant la révolution de juillet 1830. — *Le Miroir des Souabes*, se rattache à une période fort agitée de la vie du poëte, celle de ses débats avec Menzel et les poëtes de Stuttgart, en même temps que des poursuites dont il fut l'objet de la part de la Diète germanique.

Les *Lettres de Normandie*, et la série de bulletins envoyés de Paris à la *Gazette d'Augsbourg*, pendant les *journées de juin* 1832, et écrits en quelque sorte au milieu de la fumée et du bruit de la bataille, donnent sur les premières années du règne de Louis-Philippe, — à Paris et dans la province, — des infor-

mations dont l'intérêt historique n'a pas vieilli.

Sous la rubrique *Varia*, nous donnons des fragments recueillis çà et là, et dont la plupart se rattachent au volume intitulé *Lutèce*. Ces morceaux, empruntés à la correspondance de Heine dans la *Gazette d'Augsbourg*, ont presque tous rapport à la France, et s'étendent de 1837 à 1843. Nous y avons joint deux chapitres des *Reisebilder* non publiés jusqu'à ce jour, ainsi que d'autres fragments également inédits en France : *Mirabeau et la Révolution*, *Réforme des prisons*, *Salon de* 1831, etc.

LES ÉDITEURS.

ALLEMANDS
ET FRANÇAIS

DE LA NOBLESSE ALLEMANDE

Dans mon livre *De la France,* j'ai supprimé un passage qui avait trait à la noblesse allemande [1]; mais plus je réfléchis aux événements récents, plus ce sujet me paraît important, et plus je m'assure dans la résolution de le traiter bientôt à fond. Véritablement, il ne s'agit pas ici de sentiments particuliers; je crois avoir prouvé, dans les derniers temps, que mes attaques ne s'adressent qu'aux principes, et non immédiatement à la personne de mes adversaires. Aussi, les enragés Allemands m'ont-ils

1. Voir *De la France*, p. 193 (Paris, Michel Lévy frères).

décrié comme un allié secret de l'aristocratie, et, si l'insurrection des 5 et 6 juin n'eût pas échoué, il leur eût été facile de m'infliger la mort à laquelle ils m'avaient voué. Je leur avais pardonné cette bêtise de grand cœur, et il ne m'est échappé qu'un seul mot à ce sujet dans un bulletin du 7 juin... L'esprit de parti est un animal aussi aveugle que furieux.

C'est une déplorable chose que la noblesse allemande. Toutes les constitutions, y compris la meilleure, ne peuvent nous être d'aucune utilité, tant que cette noblesse ne sera pas arrachée jusqu'à la dernière racine. Les pauvres princes eux-mêmes sont dans le plus grand embarras, leurs meilleures intentions sont infructueuses, ils sont forcés de violer leurs serments les plus sacrés, forcés d'agir contre la cause des peuples. En un mot, ils ne peuvent observer fidèlement les constitutions qu'ils ont jurées, tant qu'ils ne seront pas délivrés de ces constitutions plus anciennes, que la noblesse, quand elle perdit son indépendance armée, sut gagner par sa doucereuse adresse de la courtisanerie; constitutions non écrites, dont les droits, d'habitude, ont des bases plus profondément assurées que les constitu-

tions les mieux imprimées sur papier brouillard; constitutions dont tout hobereau sait le code par cœur, et dont le maintien est confié à la garde spéciale de tout vieux chat de cour; constitutions dont le roi même le plus absolu ne peut violer le moindre article... Je parle de l'étiquette.

Par l'étiquette, les rois sont tout à fait au pouvoir de la noblesse; ils ne sont plus libres, plus comptables, et l'infidélité dont quelques-uns ont fait preuve à l'occasion des dernières ordonnances de la Diète, doit, si l'on juge avec justice, être attribuée, non à leur volonté propre, mais à leur situation. Il n'est pas de constitution qui puisse assurer les droits du peuple, tant que les princes demeureront garrottés dans les étiquettes de la noblesse, qui, lorsque ses intérêts de caste sont en jeu, oublie toutes ses inimitiés particulières pour se confédérer. Que peut un homme seul, le prince, contre ce corps exercé aux intrigues, qui connaît les faiblesses des souverains, et, parmi ses membres, compte les plus proches parents du prince; qui doit, à l'exclusion de tous autres, entourer sa personne, de telle sorte que le prince ne peut renvoyer d'auprès de lui, même lorsqu'il les hait, ses gentilshommes; qu'il

doit supporter leur aimable aspect, se laisser habiller, laver et lécher les mains par eux, manger, boire et converser avec eux... ; car ils sont tous présentés, privilégiés par leur rang héréditaire pour les charges de cour, et toutes les dames de la cour se révolteraient, et dégoûteraient le pauvre prince de sa propre maison, s'il agissait d'après l'impulsion de son cœur, et non d'après les règles de l'étiquette. C'est ainsi que Guillaume, roi d'Angleterre, bon et excellent prince, a été misérablement contraint, par les picoteries de son entourage, de manquer à sa parole, de sacrifier son nom honorable, et de perdre pour toujours l'estime et la confiance de son peuple. C'est ainsi que l'un des plus nobles princes qui aient jamais occupé un trône, Louis de Bavière, si chaleureusement dévoué, il y a trois ans encore, à la cause du peuple ; qui résistait avec tant de fermeté à toutes les tentatives d'asservissement de sa noblesse, et supportait si héroïquement son insolence frondeuse et ses calomnies, maintenant, las et épuisé, tombe dans leurs traîtres bras et se devient infidèle ! Pauvre prince, autrefois si fier, si amoureux de gloire, combien ton âme doit-elle être brisée d'avoir renoncé, pour te délivrer de la con-

tradiction de sujets opiniâtres, à l'indépendance de ton pouvoir suprême, d'être devenu toi-même un humble vassal, vassal de tes ennemis naturels, vassal de tes beaux-frères !

Je le répète, aucune constitution écrite ne peut nous être utile, tant que l'institution de la noblesse n'aura pas été détruite de fond en comble. On n'a rien fait encore si l'on n'arrive, par des lois discutées, votées, sanctionnées et promulguées, à annuler les priviléges de la noblesse : cela s'est fait en maints endroits, et cependant là même les intérêts de la noblesse continuent à prévaloir. Nous devons étouffer les abus dans l'organisation de la maison des princes, introduire pour la cour un nouvel ordre de domesticité, briser l'étiquette, et, pour être libres nous-mêmes, commencer l'œuvre par la délivrance des princes, par l'émancipation des rois. Il faut chasser les vieux dragons de la source du pouvoir. Cela fait, veillez bien à ce qu'ils ne s'y glissent pas pendant la nuit pour empoisonner la source. Jadis, nous appartenions aux rois ; aujourd'hui, ce sont les rois qui nous appartiennent. C'est pourquoi nous devons aussi faire leur éducation, et ne plus les abandonner à ces hauts et nobles gouverneurs de

cour qui les élèvent pour les vues de leur caste, et les mutilent de corps et d'âme. Rien n'est plus dangereux pour les peuples que ce cercle de gentillâtres autour des princes héréditaires. Que le meilleur citoyen soit gouverneur de princes, et cela par le choix du peuple; que quiconque est de mauvaise réputation, ou entaché le moins du monde, soit légalement éloigné de la présence du futur souverain. Si néanmoins il se faufile près de lui avec cette importunité éhontée, qui, en pareil cas, est propre à notre noblesse allemande, qu'il soit épousseté sur la place publique selon les rhythmes les plus harmonieux, et qu'on lui imprime avec un fer rouge le mètre sur l'omoplate : s'il prétendait qu'il a voulu approcher le jeune prince pour se faire tenir comme homme d'esprit [1], et qu'il eût un gros ventre comme sir John, qu'on le mette dans une maison de correction, mais du côté des femmes.

Cependant, il y a aussi des corbeaux blancs.

1. Un écrivain gentilhomme dédiant, il y a quelques années, un livre au prince royal de Prusse (plus tard Frédéric-Guillaume IV), réputé pour ses bons mots, commence en disant qu'il prend la liberté de dédier ce livre à Son Altesse pour essayer de se faire aussi une réputation d'homme d'esprit.

Je traiterai, comme je l'ai déjà annoncé dans la préface des Lettres de Kahldorf au comte Moltke, ce sujet plus en détail. J'aurai surtout une statistique fort curieuse de ce corps diplomatique, auquel sont confiés les intérêts des peuples. J'y joindrai des tableaux, des listes de toutes les qualités et vertus dudit corps dans les différentes capitales. On y reconnaîtra, par exemple, comme dans l'une de ces villes, que chaque troisième membre de la noble société est ou un joueur, ou un valet de louage sans patrie, ou un escroc, ou le *ruffiano* de sa propre épouse, ou l'époux de son jockey, ou un espion de tout le monde, ou tout au moins un noble vaurien. Pour compléter cette statistique, j'ai fait une étude très-profonde des sources, et cela, aux tables du roi Pharaon et d'autres rois de l'Orient, dans les soirées des plus belles déesses de la danse et du chant, dans les temples de la gourmandise et de la galanterie, enfin dans les maisons les plus distinguées de l'Europe.

Je dois, au sujet du comte Moltke, ajouter ici que ce personnage était à Paris en 1831, et qu'il voulut m'engager dans une guerre de plume sur la noblesse, pour prouver au public que j'avais mal

compris ou volontairement défiguré ses principes. J'eus scrupule à cette époque de discuter publiquement, avec ma manière ordinaire, un thème qui répondait si terriblement aux passions du jour. Je communiquai alors mes inquiétudes au comte, qui eut assez d'esprit pour ne rien écrire contre moi. Comme je l'avais attaqué le premier, je n'aurais pu ignorer sa réponse, et une réplique eût dû s'ensuivre de mon côté. Ces prudents égards du comte méritent les éloges sans réserve que je me plais à lui payer ici, et d'autant plus volontiers que j'ai trouvé en lui personnellement un homme d'esprit, et, ce qui veut dire bien davantage, un homme bien pensant, qui méritait de ne pas être traité, dans la préface des Lettres de Kahldorf, comme un noble ordinaire. J'ai lu depuis son ouvrage sur la liberté de l'industrie, dans lequel, ainsi que dans beaucoup d'autres questions, il rend hommage aux principes les plus libéraux.

Il y a quelque chose d'étrange en ces nobles! Les meilleurs ne peuvent se détacher de leurs intérêts de naissance. Ils peuvent, dans la plupart des cas, penser libéralement, peut-être avec un libéralisme plus indépendant que celui des roturiers, peut-être

aimer la liberté plus que ne font ceux-ci, et faire des sacrifices pour elle... Mais l'égalité civile, ils ne veulent pas la comprendre. Au fond, il n'est aucun homme qui soit complétement libéral : l'humanité seule peut l'être, parce que l'un possède cette portion de libéralisme qui manque à l'autre, et que tous les hommes réunis se complétent de la façon la plus efficace. Le comte Moltke pense certainement que le commerce des esclaves a quelque chose d'illégal et d'infâme, et il vote sans aucun doute pour l'abolition de ce trafic. Mynheer Vandernull, au contraire, marchand d'esclaves que j'ai connu sous les Bomchen à Rotterdam, est tout à fait convaincu que la traite est fort naturelle et fort convenable, mais que le privilége de la naissance, le droit héréditaire, la noblesse, sont quelque chose d'injuste et d'absurde que tout État honnête doit complétement abolir.

Que je n'aie pas voulu, en juillet 1831, engager une guerre de plume contre le comte Moltke, champion de la noblesse, c'est ce que tout homme raisonnable saura apprécier, s'il considère la nature de l'orage qui grondait à ce moment en Allemagne.

Les passions se déchaînaient plus furieuses que jamais, et il s'agissait de tenir tête alors aussi hardiment au jacobinisme qu'autrefois à l'absolutisme. Immuable dans mes principes, les intrigues du jacobinisme n'ont pu réussir, à Paris, à m'entraîner dans ce sombre tourbillon où l'imprudence allemande rivalisait avec la légèreté française. Je n'ai pris aucune part à l'association allemande d'ici, sinon en donnant quelques francs dans une collecte pour le soutien de la presse indépendante. Longtemps avant les journées de juin, j'avais notifié de la manière la plus précise aux chefs de cette association que je m'abtenais de toute relation ultérieure. Je ne puis donc que hausser avec pitié les épaules quand j'apprends que le parti jésuite et aristocrate en Allemagne s'est donné, à cette même époque, toutes les peines du monde pour me faire passer pour un des enragés du moment, et me faire partager la désagréable solidarité de leurs excès !

Ce fut un temps bien bizarre. J'étais fort embarrassé par mes meilleurs amis et fort inquiet pour mes ennemis les plus acharnés. Oui, chers ennemis ! vous ignorez combien d'angoisses vous m'avez coûté. Il était déjà question de pendre en Allema-

gne tous les hobereaux traîtres, tous les prêtres diffamateurs et autres misérables. Comment pouvais-je le souffrir? S'il ne se fût agi que de vous châtier un peu, de vous faire passer sur la place du Château à Berlin, ou sur le Schranenmarckt à Munich, par les verges d'un rhythme benin, de coudre sur votre tonsure une cocarde tricolore, ou de vous faire quelque autre niche pareille, j'y aurais consenti de grand cœur; mais qu'on voulût vous tuer tout net, je ne l'aurais pas supporté. Votre mort eût été pour moi la plus grande perte. Il m'eût fallu me faire de nouveaux ennemis, peut-être parmi les hon nêtes gens, ce qui dessert beaucoup un écrivain auprès du public. Rien n'est précieux comme de n'avoir pour ennemis que de véritables mauvais drôles. Le Seigneur m'en a accordé une quantité innombrable de cette espèce, et je me réjouis fort qu'ils soient actuellement en sûreté. Oui, chers ennemis! chantons un *Te Metternich laudamus!* Vous avez couru le plus grand risque d'être pendus, et je vous aurais alors perdus pour toujours! Aujourd'hui, tout est redevenu tranquille, tout est assoupi ou bien assuré; on a lâché l'acte de la Diète et renfermé les patriotes; nous avons devant nous un

long temps de repos doux et certain. Maintenant, nous pouvons sans trouble goûter de nouveau les charmes de nos relations antérieures : je vous fouetterai comme auparavant, et, comme auparavant, vous me calomnierez. Comme je suis joyeux de vous voir encore impendus! Votre vie m'est plus chère que jamais. Je ne puis, à votre aspect, me défendre d'un certain attendrissement. Je vous en prie, ménagez votre santé; prenez garde d'avaler votre propre poison, mentez plutôt et diffamez plus encore que vous n'aviez coutume de faire, s'il est possible : cela soulage votre cœur pieux. Ne marchez pas ainsi courbés et la tête baissée, cela nuit à la poitrine. Allez quelquefois au théâtre quand on donne une tragédie de Raupach, cela vous égayera. Tâchez de varier vos plaisirs, rendez même parfois visite à quelque jolie fille; mais gardez-vous de la fille du cordier!

Vous voltigez maintenant de nouveau au bout d'un long fil; mais qui sait si, un beau matin, vous ne serez pas attachés à une corde trop courte?

LETTRES

ÉCRITES DE NORMANDIE

Le Havre, 1er août 1832.

La question de savoir si Louis-Philippe est faible ou fort semble réellement de celles dont la solution intéresse autant les peuples que les rois. Aussi m'a-t-elle constamment occupé pendant mon excursion dans le nord de la France. Toutefois, pour ce qui concerne l'opinion publique, j'ai entendu tant de choses contradictoires, que je ne saurais dire sur cette question rien de plus définitif que ceux qui vont s'inspirer aux Tuileries ou, pour mieux dire, à Saint-Cloud Les Français du Nord, et par conséquent les rusés Normands, ne sont pas aussi dispo-

sés à s'expliquer sans réserve que les gens du pays d'oc. Ou bien peut-être est-ce déjà un signe de mécontentement que ce silence sérieux dans lequel se renferment beaucoup de citoyens du pays d'oil, préoccupés uniquement des intérêts nationaux, et du moment qu'on les interroge sur ces derniers. La jeunesse seule, enthousiaste pour les intérêts des idées, s'exprime sans détour sur l'avènement, qu'elle croit inévitable, de la république; et les carlistes, qui mettent au-dessus de tout des intérêts de personnes, insinuent, de toutes les manières possibles, leur haine pour les gouvernants actuels, qu'ils dépeignent sous les couleurs les plus exagérées, et dont ils prédisent la chute, presque au jour et à la minute, comme chose tout à fait certaine. Les carlistes sont assez nombreux dans cette contrée. Ceci s'explique par l'intérêt particulier, l'attachement pour quelques-uns des membres de la dynastie déchue, qui avaient l'habitude de passer l'été dans cette contrée, et ont su s'y faire aimer; ainsi surtout la duchesse de Berry. Ses aventures sont l'objet habituel des conversations, et les prêtres de l'Église catholique inventent par-dessus le marché les plus dévotes légendes pour la plus

grande gloire de la madone politique, et du fruit béni de son sein. Autrefois, les prêtres n'étaient nullement aussi satisfaits du zèle ecclésiastique de la duchesse, et c'est précisément parce qu'elle excita parfois leur mécontentement qu'elle s'acquit la faveur du peuple. « Cette jolie petite femme n'est point du tout aussi bigotte que les autres, disait-on alors ; voyez avec quelle coquetterie moderne elle suit en se promenant la procession, avec quelle indifférence elle porte son livre de prières, et comme elle s'amuse à tenir son cierge penché pour que la cire découle sur la queue de satin de sa belle-sœur d'Angoulême, la dévote chagrine ! » Ces temps sont passés, les roses de la gaieté ont pâli sur les joues de la pauvre Caroline, elle est devenue pieuse comme les autres, et porte son cierge aussi dévotement que les prêtres le veulent, et, avec ce cierge, elle allume la guerre civile dans la belle France, comme le veulent les prêtres.

Je dois faire remarquer que l'influence des ecclésiastiques catholiques dans cette province est plus grande qu'on ne le croit à Paris. Dans les convois funèbres, on les voit ici revêtus de leur costume d'église, avec croix et bannières, parcourir les rues en

chantant mélancoliquement, spectacle bien fait pour étonner quand on vient de la capitale, où tout cela est sévèrement défendu par la police, ou plutôt par le peuple. Pendant tout le temps de mon séjour à Paris, je n'ai jamais vu dans la rue un ecclésiastique en costume officiel; je n'ai jamais vu l'Église représentée, ni par ses ministres ni par ses symboles, dans aucun des milliers de cortéges de deuil qui ont passé devant moi pendant la période du choléra. Toutefois, beaucoup de gens prétendent que la religion se ranime silencieusement à Paris. Cela est vrai, au moins pour l'Église catholique française de l'abbé Châtel, qui grandit chaque jour; la salle de la rue de Clichy est devenue trop étroite pour la masse des fidèles, et, depuis quelque temps, l'abbé tient son service dans le grand bâtiment du boulevard Bonne-Nouvelle où M. Martin exhibait autrefois les animaux de sa ménagerie, et où l'on voit maintenant cette inscription en grandes lettres : *Église catholique et apostolique.*

Ceux des Français du Nord qui ne veulent entendre parler ni de la république ni de l'enfant du miracle, mais qui désirent seulement la prospérité de la France, ne sont pas précisément de très-chauds

partisans de Louis-Philippe, et ne chantent pas les louanges de sa franchise et de sa droiture (au contraire, ils regrettent « qu'il ne soit pas *franc* »), — mais ils sont tout à fait persuadés qu'il est l'homme nécessaire ; qu'il faut le soutenir, parce que la tranquillité publique l'exige ; que la répression de l'émeute est salutaire au commerce, et qu'on doit éviter toute révolution nouvelle, et même la guerre, si l'on ne veut pas le voir complétement arrêté. Ils ne craignent la guerre que pour le commerce, qui est déjà dans un très-fâcheux état. Ils ne craignent pas la guerre pour la guerre, car ils sont Français, et par conséquent avides de gloire et belliqueux par nature, et, d'ailleurs, par-dessus le marché, leurs corps sont plus grands et plus solidement charpentés que ceux des Français du Midi, et ils l'emportent peut-être sur ceux-ci par la fermeté et une opiniâtre persévérance. Serait-ce là un résultat du mélange avec la race germanique? Ils ressemblent à leurs grands et puissants chevaux, aussi propres à courir impétueusement qu'à porter de lourds fardeaux et à surmonter toutes les difficultés de la température et des chemins. Ces hommes ne craignent ni Autrichiens, ni Russes, ni Baskirs. Ils ne

sont ni partisans ni adversaires de Louis-Philippe. Du moment que la guerre éclatera, ils suivront le drapeau tricolore, quel que soit le porte-drapeau[1].

Je crois que, si la guerre était déclarée, toutes les divisions intestines des Français seraient promptement étouffées de manière ou d'autre, par conciliation ou par force, et que la France deviendrait alors une puissance forte et unie qui pourrait tenir tête au reste du monde. A ce moment, la force ou la faiblesse de Louis-Philippe ne serait plus un objet de controverse. Il faudrait alors qu'il fût fort, ou bien il ne serait plus rien du tout. Cette question n'a donc de valeur qu'à l'égard du maintien de la paix, et ce n'est que sous ce rapport qu'elle importe aux puissances étrangères. On m'a répondu dans plusieurs endroits de ce pays : « Le parti du roi est très-nombreux, mais il n'est pas fort. » Je crois que ces mots donnent beaucoup à penser. D'abord ils annoncent malheureusement que le gouvernement même est soumis à un parti et à tous les intérêts de parti. Le roi n'est plus le pouvoir élevé et suprême qui plane avec calme du haut de son trône au-des-

1. La fin de cette lettre se retrouve comme fragment dans le volume *De la France*, page 226.

sus de la lutte des partis, et sait les maintenir dans un salutaire équilibre : non, lui-même est descendu dans l'arène. Odilon Barrot, Mauguin, Carrel, Garnier-Pagès, Cavaignac, ne trouvent peut-être entre eux et lui d'autre différence que celle d'un pouvoir fortuit et momentané. C'est la suite déplorable de cette volonté qu'a eue le roi de se réserver la présidence du conseil. Aujourd'hui, Louis-Philippe ne peut changer le système de gouvernement qu'il a adopté sans tomber aussitôt en contradiction avec son parti et avec lui-même. D'où il est advenu que la presse l'a traité comme le chef suprême d'un parti, qu'elle reporte directement sur lui tout le blâme provoqué par toutes les fautes du gouvernement, qu'elle considère comme à lui toute parole ministérielle, et dans le roi-citoyen ne voit que le ministre-roi. Quand les images des dieux descendent de leurs piédestaux élevés, le saint respect dont nous les entourions disparaît, et nous les jugeons d'après leurs dires et gestes, comme s'ils étaient nos égaux.

Quant à l'assertion en elle-même que le parti du roi, tout nombreux qu'il est, n'est pas fort, elle ne dit certainement rien de nouveau, puisque c'est là

une vérité connue depuis longtemps; mais il est remarquable que le peuple ait fait aussi de son côté cette découverte et qu'il ne compte pas cette fois les têtes, comme il le fait ordinairement, mais les mains, et qu'il distingue entre celles qui applaudissent et celles qui saisissent le glaive. Le peuple a observé effectivement son monde et sait fort bien que le parti du roi se compose des trois classes suivantes : les commerçants et les propriétaires, qui craignent pour leurs boutiques et pour leurs biens; les gens fatigués de la lutte et qui soupirent surtout après le repos, et les timides, qui redoutent le règne de la Terreur. Ce parti royal, chargé de propriété, appréhendant le moindre trouble dans le confortable de sa vie, cette majorité est en présence d'une minorité que son bagage embarrasse peu, inquiète et remuante au dernier degré, et qui, dans la marche fougueuse et effrénée de ses idées, ne voit dans la terreur qu'un allié.

En dépit du grand nombre des têtes, en dépit du triomphe du 6 juin, le peuple doute de la force du juste-milieu. Et c'est toujours de fâcheux augure quand un gouvernement ne paraît pas fort aux yeux du peuple. Il excite alors le premier venu à es-

sayer sa force contre lui ; une impulsion mystérieusement démoniaque pousse les hommes à l'ébranler. C'est là le secret des révolutions.

Dieppe, 20 août [1].

On ne peut se figurer l'impression produite dans les classes inférieures du peuple français par la mort du jeune Napoléon. Le bulletin que *le Temps* publiait depuis six semaines sur la lente agonie du jeune prince, et qui était réimprimé et vendu dans les rues de Paris pour un sou, avait commencé à exciter dans tous les carrefours la plus profonde tristesse. J'ai même vu de jeunes républicains pleurer; mais les vieux ne paraissaient pas fort touchés, et j'entendis avec étonnement l'un de ceux-ci dire durement : « Ne pleurez pas, c'était le fils de l'homme qui a fait mitrailler le peuple au 13 vendémiaire. » Il est étrange que, lorsque le malheur frappe quelqu'un, nous nous rappelons involontairement quelque ancien préjudice qu'il nous a causé et auquel nous n'avions peut-être pas pensé depuis un temps infini. — Dans les campagnes, c'est sans

1. La première partie de cette lettre se trouve également dans le livre *De la France*, p. 229.

restriction aucune qu'on vénère l'empereur. Là, le portrait de *l'homme* est suspendu dans chaque chaumière, et peut-être, comme le remarque *la Quotidienne*, au même mur où l'on eût placé celui du fils de la maison, s'il n'avait été sacrifié par cet homme sur l'un de ses mille champs de bataille. Le dépit arrache quelquefois à *la Quotidienne* les remarques les plus naïvement consciencieuses, ce dont *la Gazette,* plus jésuitiquement fine, se dépite à son tour : c'est la principale différence politique qui existe entre ces deux feuilles.

J'ai parcouru la plus grande partie des côtes septentrionales de la France au moment où s'y répandit la nouvelle de la mort du jeune Napoléon. En quelque endroit que j'arrivasse, je trouvais le deuil le plus profond de ce triste événement. La douleur de ces gens était pure et sincère, et n'avait pas sa source dans les souvenirs chéris d'un passé si glorieux. C'était surtout les belles Normandes qu'on entendait déplorer longuement la mort prématurée du jeune fils du héros.

Oui, dans toutes les chaumières est suspendu le portrait de l'empereur. Je l'ai trouvé partout couronné d'immortelles comme nos images du Sauveur

pendant la semaine sainte. Beaucoup d'anciens soldats portaient un crêpe. Une vieille jambe de bois me tendit douloureusement la main en me disant : « A présent, tout est fini ! »

Oh! sans doute, pour ces bonapartistes qui croyaient à la résurrection charnelle de l'impérialisme guerrier, tout est fini. Pour eux, Napoléon n'est plus qu'un nom, comme Alexandre de Macédoine ou Charlemagne. Mais les bonapartistes qui croient à une résurrection par la transmission de l'esprit napoléonien, ont maintenant devant eux un avenir brillant. Non, leur bonapartisme est pur de tout mélange de matière animale; c'est l'idée d'un monarchisme à la plus haute puissance, employé au profit du peuple, et quiconque aura cette force et l'emploiera ainsi, sera appelé par eux Napoléon II. De même que César donna son nom à l'autorité même, ainsi le nom de Napoléon désignera désormais un nouveau pouvoir de César, auquel a droit celui-là qui possède la capacité la plus grande et la meilleure volonté.

Sous certain rapport, Napoléon était un empereur saint-simonien. Arrivé qu'il était, par sa supériorité intellectuelle, à la suprême puissance, il

n'avançait que le règne des capacités et avait pour but le bien-être physique et moral de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Il régnait moins au profit du tiers état, de la classe moyenne, du juste-milieu, que dans l'intérêt des hommes dont la richesse tout entière est dans le cœur et dans les bras : son armée était une hiérarchie dont les gradins d'honneur n'étaient occupés que par le mérite personnel et par la capacité. Le moindre fils de paysan y pouvait, aussi bien que le gentilhomme de la race la plus antique, obtenir les dignités les plus élevées, et gagner de l'or et des étoiles d'honneur. C'est pourquoi l'image de l'empereur est suspendue dans la cabane de tous les paysans, au même mur, je le répète, où serait attaché le portrait du fils de la maison, si celui-ci ne fût tombé sur un champ de bataille avant d'être passé général ou duc, ou même roi, comme maint autre pauvre garçon que son talent et son courage pouvaient appeler à une pareille destinée, quand l'empereur régnait encore. Il en est peut-être beaucoup qui, dans l'image de celui-ci, ne rendent de culte qu'à l'espoir évanoui de leur propre grandeur.

J'ai trouvé le plus souvent dans les chaumières

de paysan l'empereur représenté au moment où il visite les pestiférés de Jaffa, puis sur son lit de mort à Sainte-Hélène. Ces deux images ont une ressemblance frappante avec les représentations les plus saintes de la religion chrétienne. Dans l'une, Napoléon apparaît comme un sauveur qui guérit les pestiférés par l'attouchement; dans l'autre, il meurt aussi de la mort de l'expiation.

Pour nous, qui sommes préoccupés par une autre symbolique, nous ne voyons dans le martyre de Napoléon à Sainte-Hélène aucune expiation dans le sens indiqué. L'empereur y porta la peine de son erreur la plus fatale, de l'infidélité dont il se rendit coupable envers la Révolution, sa mère. L'histoire avait montré depuis longtemps que l'union entre le fils de la Révolution et la fille du passé, ne pouvait tourner à bien; et maintenant, nous voyons que le fils unique de ce mariage funeste n'avait aucun principe de vie, et qu'il est mort déplorablement.

Quant à l'héritage du défunt, les avis sont fort partagés. Les amis de Louis-Philippe pensent que les bonapartistes, désormais orphelins, vont se rattacher à eux. Je doute pourtant que les hommes de guerre et de gloire passent si promptement au paci-

fique juste-milieu. Les carlistes croient que les bonapartistes vont maintenant plier le genou devant leur Henri V, le prétendant unique : je ne sais vraiment ce que je dois le plus admirer chez ces hommes, de leur folie ou de leur présomption. Les républicains sembleraient encore plus que tous les autres en état d'attirer à eux les bonapartistes; mais, s'il a été jadis facile de faire, des sans-culottes les plus mal peignés, les impérialistes les plus brillamment huppés, il peut être aujourd'hui difficile d'opérer la métamorphose contraire.

On regrette que les saintes reliques, l'épée de l'empereur, le manteau de Marengo, le chapeau historique, etc., qui, conformément au testament de Sainte-Hélène, ont été remis au jeune Reichstadt; ne reviennent pas à la France. Chaque parti en France pourrait bien utiliser un morceau de cette succession. Vraiment, si j'en pouvais disposer, je les répartirais ainsi : aux républicains, l'épée de l'empereur, parce que ceux-ci sont encore les seuls qui sauraient la mettre à profit. Je donnerais à messieurs du juste-milieu le manteau de Marengo; car, dans le fait, un semblable manteau leur viendrait bien à propos pour couvrir leur humble nudité.

Pour les carlistes, je réserverais le tricorne impérial, quoiqu'il n'aille, à la vérité, pas très-bien à de pareilles têtes; mais il pourra leur être d'un bon secours quand les coups pleuvront de nouveau sur leurs chefs; oui, j'ajouterais même à ce don celui des bottes de l'empereur, qui leur faciliterait les enjambées de sept lieues quand il leur faudra bientôt déguerpir. Quant au bâton qu'avait l'empereur le jour de la bataille d'Iéna, je doute qu'il se trouve dans la défroque du duc de Reichstadt, et je crois que les Français l'ont encore entre les mains.

Après la mort du jeune Napoléon, c'est des pérégrinations de la duchesse de Berry que j'ai le plus entendu parler dans ces provinces. Les aventures de cette femme sont si poétiquement racontées, qu'on les croirait imaginées, dans une heure de capricieux loisir, par les petits-neveux des conteurs de fabliaux. Les noces de Compiègne ont fourni aussi ample matière aux conversations; je pourrais donner toute une collection de mauvais bons mots que j'entends débiter à ce sujet dans un château carliste. Ainsi, un des orateurs de ces fêtes doit avoir remarqué que la pucelle d'Orléans avait été faite prisonnière à Compiègne, et qu'il était juste

qu'à Compiègne une nouvelle duchesse d'Orléans reçût aussi des chaînes. — Bien que tous les journaux français racontent avec grand fracas que l'affluence des étrangers est très-grande ici, et, en général, que la vie des bains à Dieppe soit très-brillante cette année, j'ai trouvé sur place tout le contraire. Il n'y a peut-être pas ici cinquante baigneurs proprement dits, tout est triste et assombri, et les bains qui étaient parvenus à un si haut degré de prospérité, grâce aux séjours qu'y faisait tous les étés la duchesse de Berry, semblent ruinés pour toujours. Beaucoup de gens à Dieppe sont tombés par là dans la misère la plus profonde, et envisagent la chute des Bourbons comme la cause de leurs malheurs; on comprend donc qu'il y ait ici beaucoup de carlistes enragés. Toutefois, on calomnierait Dieppe en soutenant que plus d'un quart de ses habitants sont des partisans de la précédente dynastie. Nulle part les gardes nationaux ne montrent plus de patriotisme qu'ici; au premier coup de tambour, on les voit se rassembler pour l'exercice, et tous portent l'uniforme complet, ce qui témoigne d'un zèle tout particulier. La fête de Napoléon a été célébrée ces jours-ci avec un enthousiasme frappant.

En général, Louis-Philippe n'est ici ni aimé ni détesté. On envisage sa conservation comme nécessaire au bonheur de la France; quant à son gouvernement, il n'excite pas précisément de l'enthousiasme. Les Français sont généralement si bien informés par la presse libre de l'état réel des choses, ils sont si éclairés en politique, qu'ils prennent les petits maux en patience pour n'en pas risquer de plus grands. Quant au caractère personnel du roi, on trouve peu de chose à y redire : on le tient pour un homme digne de respect.

Rouen, le 17 septembre.

J'écris ces lignes dans l'ancienne résidence des ducs de Normandie, dans l'antique cité où tant de vieux documents de pierre nous rappellent l'histoire de ce peuple si renommé jadis par ses expéditions intrépides et son héroïsme aventureux, si renommé aujourd'hui par son esprit processif et son habileté au gain. Là, dans ce château, séjournait Robert le Diable, que Meyerbeer a mis en musique; sur cette place du Marché, on brûla la Pucelle, la généreuse fille qu'ont chantée Schiller et Voltaire; dans cette

cathédrale repose le cœur de Richard, le roi vaillant que l'on a nommé lui-même Cœur-de-Lion; c'est de ce sol que sont sortis les vainqueurs de Hastings, les fils de Tancrède, et tant d'autres fleurs de la chevalerie normande; — mais tous ces gens-là ne nous importent guère aujourd'hui, et nous nous occupons beaucoup plutôt ici de cette question : Le système pacifique de Louis-Philippe a-t-il pris racine dans le sol belliqueux de la Normandie? La nouvelle royauté citoyenne s'est-elle fait un lit bon ou mauvais dans le vieux berceau héroïque de l'aristocratie anglaise et italienne, dans le pays des Normands? Je crois pouvoir répondre aujourd'hui très-brièvement à cette question. Les grands propriétaires, surtout dans la noblesse, sont carlistes; les industriels et agriculteurs à leur aise sont philippistes, et la foule du peuple hait et méprise les Bourbons, mais aime, au moins le petit nombre, les souvenirs gigantesques de la République, et le grand nombre l'héroïsme brillant de l'Empire. Les carlistes, comme tout parti vaincu, sont plus actifs que les philippistes, qui se sentent assurés du présent, et l'on peut dire à leur éloge qu'ils font de grands sacrifices, surtout des sacrifices d'argent.

Les carlistes, qui ne mettent jamais en doute leur futur triomphe, et sont persuadés que l'avenir leur rendra au centuple tous les sacrifices du présent, donnent jusqu'à leur dernier sou, quand ils pensent servir ainsi leurs intérêts de parti ; il est dans le caractère de cette classe de moins estimer son propre bien que d'aspirer à celui des autres (*sui profusus, alieni appetens*). L'avidité et la dissipation sont sœurs. Le roturier, qui n'a pas coutume d'acquérir ses biens terrestres par le service de cour, la faveur des maîtresses, de douces paroles et un jeu léger, tient plus ferme à ce qu'il a acquis.

Toutefois, les bons citoyens de la Normandie se sont aperçus que les journaux, par lesquels les carlistes cherchent à agir sur l'opinion publique, étaient fort dangereux pour la sûreté de l'État et leurs propriétés, et ils pensent qu'il faut déjouer ces menées par le même moyen, par la presse. C'est dans ce but qu'on a fondé récemment *l'Estafette du Havre*, un débonnaire journal de juste-milieu qui coûte beaucoup d'argent aux honorables négociants du Havre, et auquel travaillent aussi plusieurs Parisiens, particulièrement M. de Salvandy, un petit esprit, souple et mince, dans un long corps, roide

et sec (il a été loué par Goethe). Jusqu'ici, ce journal est la seule contre-mine qu'on ait opposée aux carlistes en Normandie; ceux-ci, en échange, sont infatigables, et fondent partout leurs journaux, leurs forteresses de mensonges, contre lesquelles l'esprit de liberté doit user peu à peu ses forces, en attendant que la délivrance vienne de l'Est: Ces feuilles sont plus ou moins rédigées dans l'esprit de *la Gazette de France* et de *la Quotidienne*; ces deux dernières sont, d'ailleurs, très-activement répandues parmi le peuple. L'une et l'autre sont écrites d'une manière singulièrement attrayante et spirituelle, mais avec cela profondément méchantes, perfides, remplies d'enseignements utiles, de malignes gaietés sur les fautes du gouvernement, et leurs nobles colporteurs, qui les distribuent souvent gratis, et donnent peut-être parfois à leurs lecteurs de l'argent par-dessus le marché, trouvent naturellement un plus grand débit que les feuilles débonnaires du juste-milieu. Je ne saurais assez recommander ces deux journaux, car, à un point de vue supérieur, je ne les crois nullement dangereux pour la cause de la vérité; ils lui sont plutôt utiles, parce qu'ils aiguillonnent et provoquent à de nouveaux efforts

les combattants parfois fatigués de la lutte. Ces deux journaux sont les vrais représentants de cette sorte de gens qui, lorsque leur cause succombe, se vengent sur les personnes; c'est là un procédé aussi vieux que le monde; nous leur mettons le pied sur la tête, et ils nous percent le talon. Seulement, je dois dire, à l'éloge de *la Quotidienne*, que, si elle est une vipère, tout aussi bien que *la Gazette*, elle cache cependant moins sa méchanceté, que sa rancune héréditaire se trahit à chacune de ses paroles, qu'elle est une espèce de serpent à sonnettes qui avertit lui-même les gens de son approche. *La Gazette*, malheureusement, n'a pas de semblables sonnettes. Parfois elle parle contre ses propres principes, afin d'en procurer indirectement le triomphe; *la Quotidienne*, dans son ardeur, sacrifie plutôt la victoire que de se renier ainsi elle-même de sang-froid. *La Gazette* a le calme du jésuitisme qui ne se laisse point troubler par la fureur de ses opinions, chose d'autant plus facile que le jésuitisme n'a pas proprement d'opinions, mais est seulement un métier. Dans *la Quotidienne*, au contraire, ce sont d'orgueilleux gentillâtres et des moines furibonds qui complotent et font rage, mal déguisés sous le cos-

tume de la loyauté chevaleresque et de l'amour chrétien. Ce dernier caractère est aussi celui du journal carliste qui paraît ici, à Rouen, sous le titre de *Gazette de la Normandie*. Il y a là des lamentations doucereuses sur la disparition du bon vieux temps avec ses figures chevaleresques, ses croisades, ses tournois, ses hérauts d'armes, ses loyaux bourgeois, ses pieuses nonnes, ses tendres damoiselles, ses troubadours, et autres sentimentalités, qui vous font étrangement souvenir des romans féodaux d'un célèbre poëte allemand dans la tête duquel poussaient plus de fleurs que de pensées, mais dont le cœur était plein d'amour, — tandis qu'au contraire, chez le rédacteur de la *Gazette de la Normandie*, la tête est pleine d'obscurantisme grossier, et le cœur de poison et de bile. Ce rédacteur est un certain vicomte W., un long blondin grisonnant d'environ soixante ans. Je l'ai vu à Dieppe, où il avait été invité à un concile carliste, et où il fut très-fêté par toute la noble clique. Bavard comme ils sont, un petit carliste m'a pourtant soufflé à l'oreille : « C'est un fameux compère ; il n'est proprement pas de noblesse française; son père, Irlandais de naissance, était au service de France au moment où éclata la

Révolution, et, quand il émigra et voulut prévenir la confiscation de ses biens, il les vendit pour la forme à son fils; mais, lorsque plus tard le vieillard rentra en France, et redemanda ses biens à son fils, celui-ci nia la vente simulée, prétendant qu'elle avait eu lieu de bonne foi, et il garda ainsi la fortune de son père et de sa pauvre sœur; celle-ci devint dame d'honneur de Madame (la duchesse de Berry), et l'enthousiasme de son frère pour Madame a sa source aussi bien dans la vanité que dans l'égoïsme, car... » J'en savais assez.

Il est difficile de se faire une idée de la suite et de la conséquence perfide avec lesquelles le gouvernement actuel est miné par les carlistes. Ceux-ci réussiront-ils? Le temps nous l'apprendra. De même qu'aucun homme n'est trop mauvais pour eux, quand ils peuvent l'employer à leur but, — aucun moyen n'est trop mauvais non plus. En dehors des journaux canoniques dont j'ai parlé plus haut, les carlistes agissent encore par la transmission orale de toutes les calomnies possibles, par la tradition. La propagande noire cherche à détruire de fond en comble la bonne renommée des gouvernants actuels, et surtout du roi. Les mensonges

forgés dans cette intention sont parfois aussi abominables qu'absurdes. « Calomnions, calomnions, il en restera toujours quelque chose, » était déjà la devise de leurs maîtres.

Dans une société carliste à Dieppe, un jeune prêtre me dit : « Vous devriez, dans votre correspondance avec vos compatriotes, aider un peu à la vérité, pour que, lorsque la guerre éclatera, si par hasard Louis-Philippe est encore à cette époque à la tête du gouvernement français, les Allemands le haïssent plus vigoureusement, et le combattent avec d'autant plus d'enthousiasme. » Et, comme je lui demandais si nous pouvions être sûrs de la victoire, il m'assura presque avec un sourire de pitié, que « les Allemands étaient le plus brave peuple du monde, et qu'on ne leur opposerait qu'un semblant de résistance; que le Nord, ainsi que le Midi, était tout dévoué à la dynastie légitime; que Henri V et Madame étaient généralement adorés comme un petit sauveur et comme la mère immaculée; que c'était la religion du peuple, et que cette ferveur légitime éclaterait bientôt publiquement en Normandie... » Pendant que l'homme de Dieu parlait ainsi, un vacarme effroyable s'éleva tout à coup

devant la maison où nous nous trouvions. Les tambours roulèrent, les trompettes retentirent, *la Marseillaise* éclata si fort, que les vitres des fenêtres en tremblèrent, et l'on entendit en même temps crier à pleine voix : *Vive Louis-Philippe! A bas les carlistes! Les carlistes à la lanterne!* Cela se passait à une heure du matin, et toute la société eut grand'peur. J'eus peur aussi, car je me souvenais du proverbe allemand : « Pris avec Jean, pendu avec Jean! » Mais ce n'était qu'une facétie de la garde nationale de Dieppe. Ces braves gens avaient appris que Louis-Philippe était arrivé au château d'Eu, et ils avaient pris sur-le-champ la résolution de s'y rendre en troupe pour saluer le roi; mais, en partant, ils avaient voulu causer une frayeur aux pauvres carlistes, et ils avaient fait dans ce but un tintamarre épouvantable devant leurs maisons en chantant comme des fous l'hymne marseillais, ce *Dies iræ, dies illa* de la nouvelle Église qui annonce aux carlistes leur jugement dernier.

M'étant rendu moi-même à Eu, je puis rapporter, comme témoin oculaire, que ce n'était pas un enthousiasme de commande, celui avec lequel les gardes nationaux y fêtèrent le roi. Il les passa

3

en revue, se montra enchanté de la joie sincère qu'ils firent éclater à son aspect, et je dois avouer que, dans ce temps de scission et de défiance, cette image d'union était fort édifiante. C'étaient des citoyens libres et armés qui regardaient sans timidité leur roi en face, lui témoignaient leur respect les armes à la main, et, quelquefois, par une virile poignée de main, l'assuraient de leur fidélité et de leur obéissance. Louis-Philippe, cela va sans dire, leur donna la main à tous... Les carlistes se moquent encore beaucoup de ces poignées de main, et j'avoue que la haine leur donne quelquefois de l'esprit quand ils persiflent cette « messéante popularité des poignées de main. » C'est ainsi que, dans la société dont j'ai parlé, j'ai vu représenter en petit comité une farce où l'on fait voir de la manière la plus bouffonne comment Fip Ier, roi des épiciers, donne à son fils Grand-Poulot des leçons de science politique, et lui apprend paternellement « qu'il ne doit pas se laisser entraîner par les théoriciens, à voir la royauté citoyenne dans la souveraineté du peuple, et moins encore dans le maintien de la Charte ; qu'il ne doit prêter l'oreille au bavardage, ni de la droite, ni de la gauche ; qu'il ne s'agit pas

de faire que la France soit libre à l'intérieur et respectée à l'étranger, encore moins que le trône soit barricadé d'institutions républicaines ou soutenu par des pairs héréditaires; que les paroles octroyées ni les faits héroïques n'ont aucune importance; que la royauté citoyenne et toute la science du gouvernement consistent à serrer la main au premier va-nu-pieds. » Ensuite de quoi, il lui enseigne les différentes manières de serrer aux gens la main, dans toutes les positions, à pied, à cheval, en voiture, quand on galope dans les rangs, quand on voit le défilé, etc. Grand-Poulot a beaucoup de dispositions, et répète parfaitement ces tours d'adresse de gouvernement. Il dit même qu'il veut perfectionner encore l'invention de la royauté citoyenne, et, chaque fois qu'il serrera la main à un bourgeois, ajouter un *Comment cela va-t-il, mon vieux lapin?* ou, ce qui est synonyme : *Comment vous va, citoyen?* « Oui, c'est synonyme, » reprend alors le roi avec un grand sang-froid; et mes carlistes de rire aux éclats. Grand-Poulot veut s'exercer ensuite aux poignées de main, d'abord avec une grisette, puis avec le baron Louis; mais il fait tout cela trop lourdement, et casse les doigts aux gens. Le tout était

assaisonné de railleries et de calomnies sur ces hommes célèbres que nous honorions jadis, avant la révolution de Juillet, comme les lumières du libéralisme, et que, depuis, nous avons tant pris de plaisir à dénigrer comme serviles. Quoique je ne sois pas, d'ailleurs, très-porté pour le juste-milieu, je sentis s'émouvoir dans mon sein une certaine piété pour ces objets de mon culte antérieur, mon penchant pour eux se réveilla quand je les vis bafoués par ces hommes qui ne les valent pas. Oui, comme celui qui est descendu sous la nappe d'eau d'une source obscure, peut apercevoir en plein midi les étoiles du ciel, ainsi après être tombé dans la société de l'obscurantisme carliste, j'ai pu revoir, clair et pur, le mérite des hommes du juste-milieu; j'éprouvais de nouveau mon ci-devant respect pour le ci-devant duc d'Orléans, pour les doctrinaires, pour un Guizot, un Thiers, un Dupin, un Royer-Collard, et pour d'autres étoiles dont l'éclat s'est perdu dans la clarté flamboyante du soleil de Juillet.

Il est quelquefois utile de rabaisser ainsi son point de vue. Nous y pouvons apprendre à juger les hommes d'une manière plus impartiale, même quand

nous haïssons la cause dont ils sont les représentants; nous apprenons à distinguer de leur système les hommes du juste-milieu. Ce système est mauvais, à notre avis; mais les personnes méritent toujours notre estime, et surtout l'homme dont la position est la plus difficile en Europe, et qui ne voit aujourd'hui que dans le ministère du 13 mars la possibilité de son existence; ce sentiment de conservation est le même dans toute l'humanité. Si nous nous aventurons au milieu de carlistes, et que nous entendions ceux-ci accuser cet homme, il grandit alors dans notre estime, alors que nous remarquons que ce qu'ils blâment dans Louis-Philippe est justement ce que nous voyons avec le plus de plaisir en lui, et qu'ils goûtent le plus volontiers celles de ses qualités qui nous déplaisent. S'il a aux yeux des carlistes le mérite d'être un Bourbon, ce mérite nous paraît une *levis nota*. Mais il serait injuste de ne pas faire pour lui et pour sa famille une honorable distinction d'avec la branche aînée des Bourbons. La maison d'Orléans s'est rattachée d'une manière si complète au peuple français, qu'elle a été régénérée en même temps que lui, et qu'elle est sortie comme ce peuple de ce terrible

bain de la Révolution, purifiée, amendée, assainie et bourgeoisée, pendant que les Bourbons, qui n'ont pas pris part à ce rajeunissement, appartiennent encore tout entiers à cette génération décrépite et maladive que Crébillon, Laclos et Louvet ont si bien peinte dans tout l'éclat de leurs péchés, dans la fleur de leur corruption. La France rajeunie ne pouvait plus désormais appartenir à cette dynastie, à ces revenants du passé; ce faux semblant de vie devenait chaque jour plus insupportable; la conversion après la mort offrait un aspect repoussant; la putréfaction parfumée blessait tous les nez honnêtes, et, par une belle aurore de juillet, quand le coq chanta, ces spectres durent s'évanouir de nouveau. Les enfants de Louis-Philippe sont, au contraire, sains et pleins de vie, ce sont les fils florissants de la jeune France, chastes d'esprit, frais de jeunesse, et de mœurs pures et bourgeoises. Cette bourgeoisie, qui déplaît tant aux carlistes en Louis-Philippe, est justement ce qui le relève dans notre estime. Je ne puis, en dépit de la meilleure volonté, me dépouiller assez de l'esprit de parti pour bien juger jusqu'à quel point il a pris la royauté bourgeoise au sérieux. Le grand jury de

l'histoire décidera s'il a été de bonne foi. Dans ce cas, les poignées de main ne seraient nullement ridicules, et le mâle serrement de la main deviendrait peut-être un symbole de la nouvelle royauté bourgeoise, comme la génuflexion servile du vassal fut autrefois un symbole de souveraineté féodale. Louis-Philippe, s'il conserve et transmet à ses enfants le trône et des sentiments honorables, peut laisser un grand nom dans l'histoire, non-seulement comme chef d'une nouvelle dynastie, mais aussi comme le fondateur d'une nouvelle royauté, la royauté bourgeoise, qui changera la face du monde... Mais c'est là la grande question!

LA PENSION DE HEINE

ET

SA PRÉTENDUE NATURALISATION EN FRANCE

Paris, le 6 mai 1843.

On gaspille avec légèreté un temps précieux. Je dis un temps précieux, et j'entends par là les années de paix qui nous sont garanties par le gouvernement de Louis-Philippe. C'est au fil de sa vie qu'est suspendu le repos de la France, et Louis-Philippe est vieux, et les ciseaux de la Parque sont impitoyables. Au lieu d'utiliser ce temps, et de débrouiller l'écheveau des embarras intérieurs et extérieurs, on cherche à aggraver encore les complications et les difficultés. Rien que comédie fardée et intri-

gues de coulisses. Ces petites manœuvres pourraient réellement conduire la France au bord de l'abîme. Les girouettes se fient à leur talent connu de versatilité; elles ne redoutent pas les plus rudes orages, parce qu'elles ont toujours su tourner à tout souffle de l'air. Oui, le vent ne peut vous briser, car vous êtes encore plus mobiles que lui. Mais vous oubliez qu'en dépit de votre versatilité aérienne, vous dégringolez piteusement de vos sommets lorsque croule la tour sur la pointe de laquelle vous êtes! Il vous faudra tomber avec la France, et cette tour est minée et dans le Nord habitent de très-perfides faiseurs d'ouragans. Pour le moment, les Schamanes de la Néva ne sont pas tombés dans l'extase par laquelle ils évoquent les tempêtes; mais ici tout dépend pourtant du caprice, oui, de l'absolu caprice d'une pensée arbitraire et souveraine. Je l'ai dit, avec la vie de Louis-Philippe s'évanouit toute garantie de repos; ce magicien suprême tient les tempêtes liées par sa patiente prudence. Celui qui veut dormir tranquille fera bien de recommander chaque soir, dans sa prière, le roi de France à tous les anges gardiens de la vie.

Guizot tiendra longtemps encore, ce qui est cer-

tainement à désirer, puisqu'une crise ministérielle est toujours liée à des fatalités imprévues. Un changement de ministère, chez ces Français avides de changement, est peut-être un équivalent du changement périodique de dynastie. Mais ces bouleversements dans le personnel des plus hauts fonctionnaires de l'État, n'en sont pas moins un malheur pour un pays qui, plus que tout autre, à besoin de stabilité. Par suite de leur situation précaire, les ministres ne peuvent former aucun vaste plan, et c'est le besoin de se conserver qui absorbe toutes leurs forces. Le pire malheur pour eux n'est pas leur dépendance de la volonté royale, qui d'ordinaire est judicieuse et bienfaisante, c'est leur dépendance des soi-disant conservateurs, ces janissaires constitutionnels dont le bon plaisir fait et défait ici les ministres. L'un de ceux-ci tombe-t-il dans leur disgrâce, alors ils se rassemblent dans leurs *ortas* parlementaires, et renversent leur marmite. Le mécontentement de ces gens-là a pour cause ordinaire de veritables intérêts de pot-au-feu; ce sont eux qui gouvernent réellement la France, puisqu'aucun ministre ne peut rien leur refuser, ni emploi ni avancement, ni un consulat pour le fils

aîné de leur beau-frère, ni un bureau de tabac pour la veuve de leur portier. Il est inexact, en général, de parler du « gouvernement de la bourgeoisie, » il ne faudrait parler que du gouvernement des députés conservateurs; ce sont eux qui exploitent la France actuelle dans leur intérêt privé, comme autrefois la noblesse de naissance. Celle-ci, d'ailleurs, ne se distingue point du parti conservateur, et nous rencontrons beaucoup de vieux noms parmi les maîtres parlementaires du jour. Le nom de *conservateur* n'est pas non plus une désignation exacte, car tous ceux que nous nommons ainsi n'ont point à cœur la conservation de l'état de choses actuel, et beaucoup ne demanderaient pas mieux que de provoquer une petite secousse, tout comme il y a dans l'opposition beaucoup d'hommes qui, pour rien au monde, ne voudraient *renverser* ce qui existe, et ont surtout une peur mortelle de la guerre. La plupart de ces hommes d'opposition veulent seulement porter leur parti au pouvoir afin d'exploiter celui-ci, comme les conservateurs, dans leur intérêt particulier. Des deux côtés, les principes ne sont que des mots d'ordre sans valeur; il ne s'agit au fond que de savoir quel parti aura les avantages matériels du

pouvoir. A ce point de vue, nous avons ici la même lutte que celle qui se poursuit, depuis deux siècles, de l'autre côté du canal, sous le nom de whigs et de tories.

La forme constitutionnelle du gouvernement anglais a été, comme on sait, le modèle sur lequel s'est formé le système parlementaire de la France actuelle; les doctrinaires surtout ónt cherché, jusqu'à la pédanterie, à singer l'Angleterre, et il ne serait pas invraisemblable que la trop grande condescendance avec laquelle le ministère souffre ces usurpations des conservateurs et se laisse exploiter par eux, ne fût en définitive le résultat d'une solidité d'érudition qui est la meilleure preuve de l'exactitude et de l'étendue de ses laborieuses études. Le 29 octobre — c'est-à-dire M. le professeur que l'opposition désigne par cette date — connaît mieux que personne les rouages de la machine politique anglaise; et, s'il croit que, de ce côté du canal, une semblable machine ne peut fonctionner autrement que par les moyens immoraux dans l'emploi desquels Walpole était un maître, et où Robert Peel n'est nullement un apprenti, on peut déplorer cette manière de voir, mais non pas la réfuter suffisamment

par l'histoire et l'érudition. Nous devons dire que la machine elle-même ne vaut rien; mais, si nous n'avons pas ce courage, nous ne sommes point en droit de soumettre le machiniste à une critique trop rude. Et à quoi bon, en définitive, cette critique? A quoi sert de censurer à Augsbourg les péchés qui se commettent au bord de la Seine? L'opposition d'un étranger dans des journaux étrangers, quand il s'agit des vices de l'administration intérieure de la France, serait une rodomontade aussi inconvenante que folle. Ce n'est pas de l'administration intérieure, c'est des actes politiques qui peuvent avoir quelque influence sur notre propre pays, qu'un correspondant doit s'occuper. Aussi je ne tenterai pas plus de mettre en question que de justifier la vénalité ou le système de corruption, au sujet desquels mes collègues remplissent tant de colonnes des journaux allemands. Que nous importe celui qui, en France, obtient, de gré ou de force, les meilleurs emplois, les plus grasses sinécures, les ordres les plus fastueux? Pourquoi nous inquiéter si c'est un chenapan de la droite, ou un chenapan de la gauche, qui engloutit la tripaille d'or du budget? Nous n'avons qu'à prendre garde de ne pas

nous laisser acheter nous-mêmes, dans notre patrie respective, par nos tories ou nos whigs indigènes, au moyen de quelque petit emploi, de quelque titre, de quelque bout de ruban, quand il s'agit de parler ou de voter pour les intérêts du peuple allemand! Pourquoi jeter les hauts cris sur le fétu que nous découvrons dans les yeux français, si nous nous taisons ou n'osons parler qu'à demi-voix au sujet de la poutre qui est dans les yeux bleus de nos gouvernants allemands? Qui pourrait, d'ailleurs, juger en Allemagne si le Français qui a reçu du ministère une faveur ou une place, la méritait ou non? La chasse aux emplois, si Guizot tombe, ne cessera pas sous un ministère Thiers ou Barrot. Et si même les républicains arrivaient au pouvoir, la corruption se montrerait davantage sous le costume de l'hypocrisie, tandis qu'aujourd'hui elle se fait voir à nu avec une naïveté presque cynique. Un parti servira toujours les grands plats à ses partisans. Assurément, l'heure où « le vice sera pris de vomissements, et où la vertu se mettra à table, » nous offrira un spectacle fait pour donner un terrible frisson. Après leur long carême, avec quelle avidité de loup les faméliques de la vertu ne se jetteraient-

ils pas sur les bons morceaux! Que de Catons, en cette occurrence, se gâteraient l'estomac! Malheur aux traîtres qui se sont rassasiés, et même ont mangé des perdrix aux truffes et bu du vin de Champagne, pendant notre période actuelle de dépravation, de vénalité, et de corruption guizotine!

Je ne veux pas examiner la nature de cette soi-disant corruption, ni les griefs des intérêts lésés. Si, pour sa propre conservation, le grand puritain est réellement forcé de recourir au système de corruption anglican, c'est assurément très-regrettable; une vestale, à la tête d'une maison de tolérance, ne serait pas dans une position plus fausse. Peut-être M. Guizot se laisse-t-il corrompre lui-même par la pensée que, de sa propre conservation à lui, dépend celle de tout l'état social de la France actuelle? Cet effondrement lui apparaît comme le commencement de toutes les épouvantes. Guizot est l'homme du progrès réglé, et il voit les conquêtes de la Révolution, ces conquêtes achetées au prix de tant de sang, plus compromises aujourd'hui que jamais par le sombre ouragan qui s'avance sur le monde. Il voudrait gagner du temps pour mettre à l'abri les gerbes de la moisson. Dans le fait, notre pre-

mier besoin est la prolongation de cette période de paix, où les récoltes mûres peuvent être engrangées. La semence des principes libéraux n'a produit encore qu'une tige verdâtre et *abstraite*, il faut qu'elle puisse mûrir et devenir une réalité *concrète* et grenue. La liberté qui, jusqu'ici, est seulement devenue homme çà et là, doit passer dans les masses mêmes, dans les couches les plus profondes de la société, et devenir peuple. Cette transsubstantiation de la liberté en peuple, cette mystérieuse transformation qui, comme toute naissance, comme tout fruit, a besoin surtout de temps et de repos, n'est assurément pas moins importante que cette promulgation de principes dont se sont occupés nos devanciers. La parole devient chair, et la chair saigne. Nous avons un moindre travail, mais de plus grandes souffrances que nos pères, qui ont cru que tout était terminé lorsqu'ils eurent proclamé les saintes lois de la liberté et de l'égalité, sanctionnées plus tard sur cent champs de bataille. Hélas ! c'est encore aujourd'hui la funeste erreur de tant de révolutionnaires, qui se figurent que l'affaire essentielle est toujours qu'un lambeau de liberté de plus ou de moins ait été arraché au manteau de

pourpre de la puissance régnante ; pourvu que l'ordonnance qui promulgue un des principes fondamentaux de la démocratie soit imprimée noir sur blanc au *Moniteur*, les voilà satisfaits. Je me rappelle que, faisant visite il y a douze ans au vieux la Fayette, il me remit, quand je le quittai, un papier dans la main, et, ce faisant, il avait tout à fait la mine d'un docteur miraculeux qui nous donne un élixir universel. C'était la Déclaration des droits de l'homme, que le vieux avait rapportée soixante ans auparavant d'Amérique, et qu'il considérait toujours comme la panacée qui peut guérir radicalement le monde entier. Non, ce n'est pas avec une simple recette, si indispensable qu'elle soit, qu'on vient en aide au malade; — il y faut encore toutes les mixtures de l'apothicaire, les soins de la garde-malade, il y faut le repos — et le temps.

EXPLICATION RÉTROSPECTIVE

Août 1854.

Lorsque, dans le morceau ci-dessus, peut-être trop en spectateur indifférent, mais du moins en bonne conscience, sans aucune affectation hypocrite de vertu morose, je parlais de la soi-disant corruption de Guizot, il ne me vint pas vraiment à la pensée que, moi-même, cinq ans plus tard, je serais accusé d'y avoir pris part! Le moment était bien choisi, la calomnie avait beau jeu dans la période de bouillonnement et de tempête qui commença en février 1848, lorsque toutes les passions politiques, tout à coup débridées, commencèrent leur folle danse de Saint-Guy. Partout régnait un aveuglement tel, qu'il n'existe que chez les sorcières du Blocksberg, ou dans les jours de terreur du jacobinisme le plus brutal. Il y avait, pour la seconde fois, d'innombrables clubs où les lèvres les plus sales crachaient sur les réputations les plus pures; les murs de toutes les maisons étaient souillés de diffamations, de dénonciations, d'appels à l'émeute, de menaces, d'invectives en vers et en prose, toute

une littérature crasseuse de meurtre et d'incendie. Blanqui lui-même, le terrorisme incarné et le plus brave homme sous le soleil, fut accusé alors de la délation la plus grossière, et d'un accord secret avec la police. — Pas un honnête homme ne se défendait plus. Celui qui avait un manteau, s'en couvrait la face. Dans la première révolution, le nom de Pitt dut servir à flétrir les meilleurs patriotes comme des traîtres vendus; — Danton, Robespierre, Marat lui-même, furent dénoncés comme soudoyés par Pitt. Le Pitt de la révolution de février s'appela Guizot, et le nom de Guizot dut couvrir les accusations les plus ridicules. Excitait-on l'envie d'un de ces héros du jour, qui étaient faibles d'esprit, mais avaient séjourné longtemps à Sainte-Pélagie, ou même au Mont-Saint-Michel, on pouvait être sûr d'être bientôt accusé dans son club comme un suppôt de Guizot, un mercenaire vénal du système de corruption de Guizot. Il n'y avait pas alors de guillotine pour couper les têtes, mais on avait inventé une guizotine avec laquelle on amputait l'honneur. Le nom de l'écrivain de ces pages n'échappa point aux outrages de ces temps de folie, et un correspondant de la *Gazette d'Augsbourg* n'a

pas rougi de parler, dans un article anonyme, des stipulations indignes par lesquelles il aurait vendu, pour une somme considérable, sa plume au ministère Guizot.

Je m'abstiens de tout éclaircissement sur la personne de ce formidable accusateur, dont la rude vertu s'était si violemment emportée au sujet de la corruption régnante; je ne veux pas arracher à ce vaillant chevalier la visière qui couvre son anonyme, et je remarque seulement que ce n'était point un Allemand, mais un Italien, qui, élevé dans les écoles des jésuites, est resté fidèle à son éducation, et occupe à cette heure un petit emploi dans les bureaux de l'ambassade autrichienne à Paris. Je suis tolérant, je laisse chacun faire son métier; nous ne pouvons pas tous être des honnêtes gens, il faut dans ce monde des oiseaux de tout plumage, et, si je me permets un blâme, c'est seulement pour le raffinement de déloyauté avec lequel mon Brutus ultramontain en appelle à l'autorité d'une publication française qui, vouée au service des passions du jour, n'était pas nette d'altérations et de fausses interprétations de toute sorte, mais qui, relativement à moi, ne se rendit pas coupable d'un mot qui pût

justifier l'inculpation ci-dessus. Je dirai plus tard comment il se fit que la *Gazette d'Augsbourg*, d'ordinaire si circonspecte, ait pu être victime d'une mystification semblable. Je me borne, pour le moment, à renvoyer au supplément extraordinaire de cette même *Gazette d'Augsbourg*, du 23 mai 1848 [1],

1. Voici l'*Explication* publiée par la *Gazette d'Augsbourg* :

« La *Revue rétrospective* réjouit, depuis quelque temps, le monde républicain par la publication de papiers tirés des archives du dernier gouvernement; elle a publié, entre autres, les comptes du ministère des affaires extérieures, sous le gouvernement Guizot. Le fait que le nom du soussigné s'y trouvait porté avec des sommes considérables donnait libre jeu à des inculpations de la plus odieuse espèce, et un rapprochement perfide, publié par la *Revue rétrospective*, servit à un correspondant de la *Gazette d'Augsbourg* à mettre en relief une accusation qui ne consistait ni plus ni moins qu'en ceci, c'est que le ministère Guizot, moyennant une somme déterminée, avait acheté ma plume. La rédaction de la *Gazette d'Augsbourg* fit suivre cette correspondance d'une note où elle exprime l'opinion que je puis avoir reçu ce secours non pour ce que j'ai écrit, « mais pour ce que je n'ai pas écrit. » La rédaction de la *Gazette d'Augsbourg*, qui, depuis vingt ans, non pas tant par ce qu'elle a imprimé de moi que bien plutôt par ce qu'elle n'a pas imprimé, a eu suffisamment d'occasions de se convaincre que je ne suis pas un écrivain servile qui se fait payer son silence, ladite rédaction aurait bien pu m'épargner cette *levis nota*. Ce n'est pas à l'article du correspondant, mais à la note de la rédaction, que je consacre ces lignes, où je veux m'expliquer aussi nettement que possible sur mes relations avec le ministère Guizot. Des intérêts supérieurs m'en font un devoir, non pas les petits intérêts de ma sécurité personnelle, non pas même l'honneur.

où je me suis publiquement et franchement expliqué sur cette belle insinuation, sans laisser prise à la moindre équivoque. Je refoulai tout sentiment honteux de vanité, et je déposai, en pleine *Gazette d'Augsbourg*, la confession que, moi aussi, à la fin, j'avais été visité par la terrible maladie de l'exil, la pauvreté, et que j'avais dû, moi aussi, avoir re-

Mon honneur n'est pas dans la main d'un correspondant de journal; ce n'est pas la première gazette venue qui est son tribunal; je ne puis être jugé que devant les assises de l'histoire de la littérature. Je ne permettrai pas non plus que la générosité soit interprétée comme de la couardise, et converte d'injures. Non, les subsides que j'ai reçus du ministère Guizot n'étaient pas un tribut; c'était seulement un secours, c'était — je nomme la chose par son nom — la grande aumône que le peuple français accordait à tant de milliers d'étrangers que leur zèle pour la cause de la Révolution avait plus ou moins glorieusement compromis dans leur patrie, et qui étaient venus chercher un asile au foyer hospitalier de la France. Je réclamai ces secours d'argent peu après qu'eurent paru les regrettables décrets de la Confédération, par lesquels on voulut me ruiner financièrement, comme le coryphée d'une soi-disant Jeune Allemagne, en mettant d'avance l'interdit non pas seulement sur mes écrits existants, mais encore sur tout ce qui pourrait sortir plus tard de ma plume, et en me dépouillant ainsi, sans droit et sans jugement, de ma fortune et de mes ressources. Si le payement des secours réclamés fut attribué à la caisse du ministère des affaires étrangères, et particulièrement au fonds des pensions, c'est d'abord que les autres caisses, dans ce moment, avaient de trop fortes charges. Peut-être aussi le gouvernement français ne voulut-il pas soutenir ostensiblement un homme qui avait toujours

cours à cette « grande aumône que le peuple français distribuait à tant de milliers d'étrangers que leur zèle pour la cause de la Révolution avait plus ou moins glorieusement compromis dans leur patrie, et qui avaient cherché un asile au foyer hospitalier de la France. »

Ce sont là mes propres paroles dans l'*Explication* susdite; je nommai la chose par son nom le plus

été une épine dans l'œil des ambassades allemandes, et dont l'éloignement avait été réclamé dans mainte occasion. Beaucoup de gens savent combien mes amis du royaume de Prusse ont importuné de réclamations semblables le gouvernement français. Mais M. Guizot refusa obstinément de m'éloigner, et me paya ma pension chaque mois, régulièrement, sans interruption. Jamais il ne réclama de moi pour cela le plus petit service. Lorsque, peu après qu'il eut pris le portefeuille des affaires étrangères, j'allai lui présenter mes devoirs, et le remercier de ce que, malgré ma couleur radicale, il m'avait fait savoir que ma pension me serait continuée, il répondit avec une bonté mélancolique : « Je ne suis pas homme à refuser un morceau de pain » à un poëte allemand qui vit dans l'exil. » M. Guizot me dit ces paroles en novembre 1846, et ce fut la première et dernière fois de ma vie que j'eus l'honneur de lui parler. J'ai fourni à la rédaction de la *Revue rétrospective* les preuves qui établissent la vérité de ces éclaircissements, et, au moyen des sources authentiques qui lui sont ouvertes, elle pourra, comme cela sied à la loyauté française, se prononcer sur la nature et l'origine de la pension en question.

« Paris, le 15 mai 1848.

« Henri Heine. »

mélancolique. Bien qu'il m'eût été facile de dire que les ressources d'argent qui m'avaient été assurées comme une « pension annuelle de secours, » pouvaient être envisagées comme une sorte d'hommage à ma réputation littéraire, ainsi qu'on me le notifia avec la plus délicate courtoisie, je n'en mis pas moins cette pension purement et simplement au compte de la générosité nationale, de la fraternité politique qui se montra ici aussi belle qu'a pu le faire jamais la charité évangélique. Il y avait, parmi mes collègues d'exil, de hautains compagnons qui donnaient à tout secours le nom de subvention; d'orgueilleux chevaliers mendiants qui haïssaient toute obligation, et appelaient ces secours un prêt qu'ils rembourseraient plus tard à la France avec les intérêts; mais, moi, je m'humiliai devant la nécessité, et j'appelai la chose par son vrai nom. Dans ladite *Explication*, j'avais ajouté ceci : « Je réclamai ces secours d'argent peu après qu'eurent paru les regrettables décrets de la Confédération, par lesquels on chercha à me ruiner financièrement, comme le coryphée d'une soi-disant Jeune Allemagne, en mettant d'avance l'interdit non pas seulement sur mes écrits existants, mais encore sur tout

ce qui pourrait sortir plus tard de ma plume, et en me dépouillant ainsi, sans droit et sans jugement, de ma fortune et de mes ressources. »

Oui, « sans droit et sans jugement! » je crois pouvoir, avec toute raison, désigner de la sorte un procédé inouï dans les annales de l'arbitraire violent et absurde. Un décret du gouvernement de mon pays proscrivit non pas seulement les écrits que j'avais publiés jusqu'alors, mais mes écrits futurs, tous ceux que je pourrais produire à l'avenir; mon cerveau fut confisqué, et cet interdit devait couper les vivres à mon pauvre estomac innocent. En même temps, mon nom devait être ainsi complétement extirpé de la mémoire des hommes, et tous les censeurs de mon pays reçurent l'ordre strict de rayer, aussi bien dans les journaux que dans les livres et brochures, tout passage où il serait question de moi, dans un sens favorable ou non. Myopes insensés! de semblables décrets et ordonnances étaient impuissants contre un auteur dont les intérêts intellectuels sont sortis victorieux de toutes les persécutions, bien que ses finances aient été ruinées de fond en comble, si bien qu'aujourd'hui encore je sens le contre-coup de ces misérables perfidies.

La vie à Paris est si coûteuse, surtout quand on y est marié et qu'on n'a pas d'enfants! Ces derniers, ces chères petites poupées, font passer le temps à un époux et même à une femme, et alors ils n'ont pas besoin de chercher des distractions hors de la maison, c'est-à-dire là où elles sont si chères. Et puis je n'ai jamais appris l'art de repaître des affamés avec de simples paroles, d'autant plus que la nature m'a donné un extérieur si fort à son aise, que personne n'aurait cru à mon indigence. Les besogneux qui, jusqu'alors, avaient largement bénéficié de mes secours, riaient en m'entendant leur dire qu'à l'avenir je devais moi-même mourir de faim. N'étais-je pas apparenté à tous les millionnaires possibles? Le généralissime de tous les millionnaires ne m'avait-il pas nommé son ami? Je ne pus jamais faire comprendre à mes clients que ce grand millionnairissime m'appelait précisément son ami parce que je ne lui demandais pas d'argent; lui en eussé-je demandé, l'amitié aurait pris fin tout de suite! Les temps de David et de Jonathan, d'Oreste et de Pylade, sont passés. Mes pauvres imbéciles de nécessiteux croyaient qu'il était si facile d'obtenir quelque chose des riches! Ils n'avaient pas vu

comme moi quelles terribles serrures et barres de fer défendent leurs coffres-forts. Ce n'est qu'aux pauvres qu'on peut en tout cas emprunter quelque chose, car d'abord leurs coffres ne sont pas de fer, et puis ils veulent paraître plus riches qu'ils ne sont.

Oui, l'une de mes mésaventures particulières, c'est que personne n'a jamais voulu croire à mes propres embarras d'argent. Le premier paragraphe de la *magna charta* qu'Apollon, s'il en faut croire Cervantes, octroya aux poëtes, stipule bien que, « si un poëte assure qu'il n'a point d'argent, il faut le croire sur parole, et ne pas lui intimer le serment; » — hélas! j'en appelais vainement à ce privilége de mon état de poëte. Il arriva donc que la calomnie eut beau jeu quand elle ne voulut pas attribuer aux nécessités les plus naturelles les motifs qui m'engageaient à accepter la pension dont il s'agit. Je me rappelle qu'alors plusieurs de mes compatriotes, — et, parmi eux, le plus décidé et le plus spirituel, le docteur Max, — vinrent auprès de moi pour m'exprimer leur indignation au sujet de l'article calomnieux de la *Gazette d'Augsbourg*, me conseillant de n'y pas répondre un mot, puisque d'eux-

mêmes ils avaient écrit déjà dans les journaux allemands que je n'avais certainement accepté cette pension qu'afin de pouvoir soutenir plus activement des coreligionnaires politiques plus pauvres que moi. C'est ce que me dirent encore, aussi bien l'ancien rédacteur de la *Nouvelle Gazette du Rhin* que les amis qui formaient son état-major; mais je les remerciai de leur intérêt affectueux, et j'affirmai à ces amis qu'ils s'étaient trompés; que, d'ordinaire, je pouvais fort bien employer cette pension pour moi-même, et que je ne répondrais point indirectement par le moyen de mes amis au perfide anonyme de la *Gazette d'Augsbourg,* mais directement et sous ma propre signature.

A cette occasion, je dirai aussi que la rédaction de la *Revue rétrospective*, à laquelle en appelait le correspondant de la *Gazette d'Augsbourg*, voulait témoigner combien une citation semblable l'avait indignée, et publier une réfutation en forme qui, d'ailleurs, eût été tout à fait superflue, puisqu'un seul coup d'œil jeté sur la publication française, montrait de reste qu'elle était innocente de cet outrage fait à mon nom; mais l'existence de ce recueil, qui paraissait en livraisons irrégulières, ne fut qu'é-

phémère, et elle se trouva engloutie par le tourbillon insensé de ces temps, avant d'avoir pu, comme elle le projetait, se défendre de toute intention perfide à mon égard. Le rédacteur en chef de cette Revue était le libraire Paulin, un brave et hónnête homme qui, depuis vingt ans, s'est toujours montré plein d'intérêt et serviable pour moi; des intérêts d'affaires et des amis communs nous avaient permis de nous apprécier et de nous estimer réciproquement. Paulin était l'associé de mon ami Dubochet, il aime comme un frère mon illustre ami Mignet, et il divinise Thiers, qui, entre nous soit dit, patronnait secrètement la *Revue rétrospective*; tout au moins elle fut fondée et dirigée par des personnes de sa coterie, et il ne pouvait assurément pas venir à l'esprit de ces personnes-là de flétrir la réputation d'un homme que leur patron honorait d'une amitié particulière.

En tout cas, la rédaction de la *Gazette d'Augsbourg* ne connaissait point le recueil français, lorsqu'elle publia le bel article de son correspondant. En effet, le coup d'œil le plus rapide lui eût découvert alors l'astuce raffinée de ce personnage, qui me rendait solidaire de personnes certainement aussi éloignées

et différentes de moi qu'un fromage de Chester l'est de la lune. Pour montrer comment le ministère Guizot pratiquait son système de corruption, en distribuant non pas seulement des emplois, mais aussi des sommes d'argent, la revue française avait reproduit, par recettes et dépenses, le budget du ministère à la tête duquel était M. Guizot. On trouvait là, en effet, des sommes énormes portées chaque année pour des dépenses inconnues, et la revue accusatrice avait menacé de publier, dans les numéros suivants, les noms des personnes dans les poches desquelles avaient coulé ces trésors. La mort subite du recueil ne permit pas d'exécuter cette menace, ce qui nous fit beaucoup de peine, puisque chacun alors eût pu voir que nous n'avions jamais eu de part à ces munificences secrètes qui émanaient directement du ministre ou de son secrétaire, et constituaient des gratifications pour des services déterminés. Ces *bons du ministère*, qui sont de véritables fonds secrets, doivent être parfaitement distingués des pensions dont le ministère trouve son budget déjà grevé au profit de certaines personnes auxquelles ont été accordées, comme secours, des sommes payées annuellement. Ce fut

de la part de la *Rèvue rétrospective* une action très-peu généreuse, j'allais dire très-peu française, après avoir indiqué en bloc les différents appointements et dépenses des ambassades, d'imprimer encore les noms des personnes qui recevaient des pensions de secours, et ceci est d'autant plus à blâmer qu'il ne se rencontrait pas seulement parmi elles des hommes du plus haut rang tombés dans le besoin, mais encore de grandes dames qui cachaient volontiers leur grandeur déchue sous quelques oripeaux de toilette, et virent alors avec chagrin leur élégante misère dévoilée. Guidé par un tact plus délicat, un Allemand ne suivra point cet exemple peu aimable des Français, et nous passons sous silence la nomenclature des illustres et nobles dames que nous avons trouvées inscrites sur la liste des pensions du département Guizot. Parmi les hommes portés sur la même liste, avec des allocations de secours annuels, nous avons vu des exilés de toutes les parties du monde, réfugiés de Grèce et de Saint-Domingue, d'Arménie et de Bulgarie, d'Espagne et de Pologne, des noms retentissants de barons, comtes, princes, généraux et ex-ministres, des prêtres même; bref, toute une aristocratie de la pauvreté,

tandis que, sur les listes de la caisse des autres départements, paradaient de pauvres diables moins brillants. Un poëte allemand n'avait vraiment pas à rougir de son entourage, et il se trouvait en compagnie de célébrités du talent et du malheur, dont le sort est émouvant. Tout à côté de mon nom, je trouve sur cette liste, dans la même rubrique et la même catégorie, celui d'un homme qui fut maître un jour d'un empire plus grand que la monarchie d'Assuérus, lequel fut pourtant roi depuis Haude jusqu'à Kush, de l'Inde jusqu'au pays des Mores, roi de cent vingt-sept pays; — c'était Godoï, le prince de la Paix, le favori souverain de Ferdinand VII, et de son épouse, qui s'était éprise de son nez; — jamais je n'ai vu un nez de pourpre d'un plus vaste contour, plus grand-ducal, et il a dû certainement plus en coûter au pauvre Godoï de le remplir de tabac à priser que ne le permettait sa pension française annuelle. Un autre nom que j'aperçus à côté du mien, et qui me pénétra d'attendrissement et de respect, fut celui de mon ami et compagnon de destinée, non moins illustre que malheureux, Augustin Thierry, le plus grand historien de notre temps. Mais, au lieu de placer mon

nom près de noms aussi respectables, le loyal correspondant de la *Gazette d'Augsbourg*, à force d'éplucher ces listes, sur lesquelles se trouvaient aussi, il est vrai, des agents diplomatiques pensionnés, parvint à découvrir deux noms de compatriotes allemands appartenant à des personnes qui peuvent valoir mieux que leur réputation, mais dont le rapprochement devait certainement nuire à la mienne[1]. L'un de ces compatriotes est un savant de Goettingue, conseiller de légation, qui avait été de tout temps le bouc émissaire du parti libéral, et possédait le talent, grâce à l'air mystérieusement diplomatique qu'il affichait, de se faire passer pour ce qu'il y a de pire. Doué d'une foule de connaissances et d'une incroyable ardeur au travail, il avait été pour bien des cabinets un instrument très-utile; c'est ainsi qu'il fut occupé plus tard dans la chan-

1. Voyez la *Correspondance de Paris* du nº 119 de la *Gazette d'Ausgbourg* (28 avril 1848). Avec Henri Heine, dont la pension mensuelle ne se montait qu'à quatre cents francs, trois autres noms allemands étaient encore indiqués: Schmider (?), le baron de Klindworth, et le docteur Weil, ce dernier, comme rédacteur de la *Gazette de Stuttgart*, avec un traitement annuel de dix-huit mille francs.

(*Le Traducteur.*)

cellerie de M. Guizot, qui lui confia différentes missions, et ces services justifient ses honoraires, d'ailleurs fort modestes. L'autre compatriote, auquel l'honnête correspondant de corruption accola mon nom, avait aussi peu de rapport avec moi que le premier; c'était un Souabe qui avait vécu jusque-là à Stuttgart comme un philistin sans tache, mais apparut alors dans un jour fatalement équivoque, lorsqu'on apprit qu'il se trouvait inscrit au budget de M. Guizot, avec une pension presque aussi considérable que le revenu annuel que tirait de la même caisse le colonel Gustafson, ex-roi de Suède; oui, cette pension était trois ou quatre fois aussi forte que les pensions, portées au même budget, du baron d'Eckstein et de M. Capefigue, lesquels, soit dit en passant, sont, de temps immémorial, correspondants l'un et l'autre de la *Gazette d'Augsbourg*. Dans le fait, le Souabe ne pouvait justifier, par aucun mérite notoire, une pension d'une aussi fabuleuse importance; il ne vivait pas, comme réfugié, à Paris, mais à Stuttgart, en pacifique sujet du roi de Wurtemberg; ce n'était point un grand poëte, ni un des flambeaux de la science, ni un astronome, ni un illustre homme d'État, ni un héros de l'art; en

somme, ce n'était pas un héros, au contraire, il était très-peu belliqueux, et, un jour qu'il avait insulté la *Gazette d'Augsbourg*, et que celle-ci arriva à bride abattue à Stuttgart, pour l'appeler en duel au pistolet, le bon Souabe ne voulut point répandre le sang fraternel (car la rédaction de la *Gazette d'Augsbourg* est Souabe de naissance), et il refusa le duel au pistolet pour toute sorte de raisons, et encore pour une raison sanitaire, c'est qu'il ne pouvait pas supporter les balles de plomb, et que son ventre n'était accoutumé qu'à des boulettes de schalet, et à des andouillettes souabes.

Les Corses, les Indiens de l'Amérique du Nord, et les Souabes ne pardonnent jamais; l'élève des jésuites comptait sur cette vendetta souabe lorsqu'il envoya son article corrompu à la *Gazette d'Augsbourg*, et celle-ci ne manqua pas d'imprimer tout chaud l'article du correspondant de Paris qui livrait la bonne renommée du compatriote souabe à l'épreuve des balles, à toutes les hypothèses et conjectures les plus fâcheuses et les plus déshonorantes. La rédaction de la *Gazette d'Augsbourg*, en acceptant cet article, pouvait afficher au grand jour son impartialité, d'une manière d'autant plus éclatante,

qu'un correspondant de ses amis n'y était pas moins gravement compromis. Je ne sais si elle a pensé qu'en reproduisant ces inculpations outrageantes, mais insoutenables, elle me rendait service, puisqu'une occasion m'était ainsi offerte de répondre, par une explication catégorique, à ces insinuations perfides; — bref, la rédaction de la *Gazette d'Augsbourg* imprima ledit article de corruption, mais elle l'accompagna pourtant d'une note où elle faisait remarquer, à propos de ma pension, que, « dans aucun cas, je ne pouvais l'avoir reçue pour ce que j'avais écrit, mais seulement pour ce que je n'avais pas écrit. »

Hélas! cette note bien intentionnée, mais fort malheureuse dans sa rédaction par trop spirituelle, cette note qui devait sauvegarder mon honneur, était un véritable pavé, ainsi que les journalistes français, dans leur langue de coterie, appellent une défense maladroite, une de ces défenses qui tuent en croyant bien faire, comme le fit l'ours de la fable quand il voulut chasser une grosse mouche à ver du front de son ami, et, du caillou qu'il lui lança, lui fracassa en même temps la tête.

Le pavé d'Augsbourg devait me blesser d'une ma-

nière plus sensible que la correspondance de la misérable mouche à ver, et, dans l'*Explication* que je fis imprimer alors, ainsi que je l'ai rappelé, dans la *Gazette d'Augsbourg*, je m'exprimais en ces termes : « La rédaction de la *Gazette d'Augsbourg* fait suivre cette correspondance d'une note où elle remarque que je puis avoir reçu ce secours non pas pour ce que j'ai écrit, mais pour *ce que je n'ai pas écrit.* La rédaction de la *Gazette d'Augsbourg*, qui, depuis vingt ans, non pas tant par les choses qu'elle a imprimées de moi que bien plutôt par celles qu'elle n'a pas imprimées, a eu suffisamment d'occasions de se convaincre que je ne suis pas un écrivain servile qui se fait payer son silence, la rédaction susdite aurait bien pu m'épargner cette *levis nota.* »

Le temps, le lieu et les circonstances ne me permettaient pas alors de plus amples détails ; aujourd'hui que les ménagements sont superflus, on me permettra de démontrer, d'une manière plus explicite encore, que je n'ai été acheté par le ministère Guizot, ni pour ce que j'ai écrit, ni pour ce que je n'ai point écrit. Pour ceux qui en ont fini avec la vie, de semblables justifications rétrospectives ont un attrait singulier et douloureux, et je m'y aban-

donne avec une indolence rêveuse. Il me semble que je procure à une personne morte depuis longtemps une pieuse satisfaction; en tout cas, les éclaircissements qui vont suivre sur la situation au temps du ministère Guizot, sont ici à leur véritable place.

Le ministère du 29 octobre 1840 n'aurait pas dû être appelé le ministère Guizot, mais bien plutôt le ministère Soult, puisque ce dernier était le président du conseil. Mais Soult n'en était que le chef titulaire, à peu près comme le roi de Hanovre porte toujours le titre de recteur de l'université Georgia-Augusta, tandis que Sa Magnificence le prorecteur, à Goettingue, exerce la réelle puissance du rectorat. En dépit de la toute-puissance officielle de Soult, il n'était jamais question de lui, si ce n'est que parfois les feuilles libérales, quand elles étaient contentes de lui, l'appelaient le vainqueur de Toulouse; mais, provoquait-il leur mécontentement, alors elles se moquaient du maréchal, prétendant fort et ferme qu'il n'avait pas gagné la bataille de Toulouse. On ne parlait que de Guizot, et celui-ci, pendant plusieurs années, fut au zénith de sa popularité dans la bourgeoisie, qu'avaient

déconcertée les velléités belliqueuses de son devancier ; il va de soi que le successeur de Thiers éveillait au delà du Rhin une sympathie plus vive encore. Nous autres Allemands, nous ne pouvions pardonner à Thiers de nous avoir réveillés, au bruit du tambour, du sommeil débonnaire où nous végétions, et nous nous frottions les yeux en criant : « Vive Guizot ! » Les savants surtout chantaient ses louanges dans des hymnes pindariques, où la prosodie antique, la quantité des syllabes, était fidèlement imitée ; et un philologue allemand, passant à Paris, m'assura que Guizot était tout aussi grand que Thiersch. Oui, aussi grand que mon cher et excellent ami Thiersch, l'auteur de la meilleure des grammaires grecques ! La presse allemande s'exaltait aussi pour Guizot, et non pas seulement les journaux apprivoisés, mais aussi les journaux sauvages, et cet enthousiasme dura fort longtemps ; je me rappelle que, peu de temps avant la chute du ministre favori des Allemands, je trouvai, dans le plus radical de leurs journaux, la *Gazette de Spire*, une apologie de Guizot, de la plume d'un de ces mangeurs de tyrans dont le tomahawk et le couteau à scalper ne connurent jamais la pitié. L'en-

thousiasme pour Guizot était particulièrement représenté dans la *Gazette d'Augsbourg* par mon collègue à l'étoile de Vénus, et mon collègue à la flèche [1]. Le premier balançait l'encensoir avec une onction sacerdotale; l'autre gardait jusque dans l'extase sa douceur et son élégance; tous les deux tinrent jusqu'à la catastrophe.

Pour ce qui me concerne, depuis que je me suis occupé sérieusement de littérature française, j'avais toujours reconnu et compris le mérite distingué de Guizot, et mes écrits témoignent de mon respect déjà ancien pour cet homme illustre. J'aimais davantage son rival Thiers, mais seulement à cause de sa personnalité, et non pas de sa direction d'esprit, d'un patriotisme si exclusif, qu'on pourrait presque nommer Thiers un vieux Allemand français, tandis que les vues cosmopolites de Guizot se rapprochaient davantage de ma propre façon de sentir. J'aimais peut-être dans le premier maint défaut dont on m'accusait moi-même, tandis que les vertus de l'autre agissaient d'une manière pres-

1. Le baron d'Eckstein et le docteur Seuffert. — Les correspondants de la *Gazette d'Augsbourg* ont l'habitude de placer en tête de leurs articles un signe distinctif et permanent.

que répulsive sur moi. Souvent il me fallait blâmer le premier, mais toujours à contre-cœur; quand le second m'arrachait des louanges, je ne les accordais à coup sûr qu'après l'examen le plus sévère. Vraiment, ce n'est qu'avec indépendance et amour de la vérité que j'ai parlé de l'homme qui faisait alors l'objet de tous les entretiens, et j'ai toujours fidèlement rapporté ce que j'entendais. Ç'a été pour moi une affaire d'honneur de reproduire dans ce livre [1], sans aucun changement, quoiqu'il en ait dû résulter bien des répétitions, les lettres où j'appréciais, avec le plus de vivacité, le caractère et les idées gouvernementales (non pas les actes administratifs) de ce grand homme d'État. Le lecteur attentif remarquera que ces appréciations ne vont pas au delà de la fin de l'année 1843; je cessai alors d'écrire des articles politiques pour la *Gazette d'Augsbourg*, et me bornai à transmettre parfois à son rédacteur, dans notre correspondance privée, quelques communications familières; de temps à autre seulement, je publiais un article sur la science et les beaux-arts.

1. Le livre dont il est ici question a été reproduit presque tout entier par Heine dans le volume français intitulé *Lutèce*.

Or, c'est ce silence, cette correspondance interrompue, dont parle la *Gazette d'Augsbourg*, que l'on explique comme si j'avais vendu la liberté de ma parole. N'était-il pas bien plus simple de reconnaître que, vers ce temps, ma foi à Guizot avait pu devenir chancelante, ou, tout au moins, que je ne le comprenais plus ? Oui, c'était le cas ; mais, en mars 1848, un semblable aveu n'était pas séant pour moi. Ni la piété ni la convenance ne me le permettaient Je dus me borner, dans l'*Explication* déjà mentionnée, à opposer à l'insinuation perfide qui attribuait mon silence à la corruption, le récit pur et simple de mes relations avec le ministère Guizot. Je répète ici ces faits. Avant le 29 octobre 1840, lorsque M. Guizot arriva au ministère, je n'avais jamais eu l'honneur de le voir. Ce ne fut qu'un mois après que je lui fis visite pour le remercier de ce que le trésorier de son département avait reçu de lui l'ordre de me payer de mois en mois, sous le nouveau ministère comme auparavant, ma pension annuelle de secours. Cette visite fut la première et la dernière que j'aie faite en ma vie à cet homme illustre. Dans l'entretien dont il m'honora, il exprima chaleureusement et avec profondeur sa

haute estime pour l'Allemagne; et cette justice rendue à mon pays, ainsi que les paroles flatteuses qu'il prononça sur mes œuvres littéraires, est la seule monnaie avec laquelle il m'ait corrompu. Jamais il ne lui arriva de me demander un service quel qu'il fût. Et, moins que toute autre chose, il ne put jamais venir à l'esprit de cet homme orgueilleux, qui avait soif d'impopularité, de réclamer de moi un misérable tribut de louange dans la presse française ou dans la *Gazette d'Augsbourg*, de moi qui, jusqu'alors, lui avais été complétement étranger, tandis que des gens à la mine infiniment plus grave et, partant, plus sûre (tels que le baron d'Eckstein et l'historiographe Capefigue, tous deux, on l'a remarqué, collaborateurs, comme moi, de la *Gazette d'Augsbourg*), étaient, depuis de longues années, en relations suivies avec M. Guizot, et auraient mérité assurément toute sa confiance. Depuis cet entretien, je n'ai plus revu M. Guizot; je n'ai jamais rencontré son secrétaire, ni quelque autre personne travaillant dans ses bureaux. Je n'appris que par hasard que M. Guizot avait été souvent et instamment sollicité, par des représentants des gouvernements d'outre-Rhin, de m'éloigner de

Paris. Plus tard, je n'ai pu songer sans rire aux grimaces qu'ont dû faire ces réclamants quand ils apprirent que le ministre auquel ils demandaient mon éloignement, me servait encore, par-dessus le marché, une pension annuelle. Sans qu'il fût besoin de me faire signe, je compris combien il désirait peu voir ce noble procédé divulgué, et des amis discrets, auxquels je ne puis rien céler, partagèrent ma joie maligne.

Cette jouissance, et la générosité de sa conduite envers moi, m'obligeaient assurément à une réelle gratitude pour M. Guizot. Mais, quand je fus ébranlé dans ma foi en sa faculté de résistance aux prétentions royales, lorsque je le vis désastreusement dominé par la volonté de Louis-Philippe, et que je compris l'effrayante erreur de cet entêtement autocratique, de ce pernicieux égoïsme, alors ce n'est plus vraiment la contrainte morale de la reconnaissance qui aurait enchaîné ma parole, et j'aurais certainement dénoncé avec une respectueuse tristesse les bévues par lesquelles un ministre trop docile, ou plutôt un roi aveuglé, conduisait la France et le monde à leur perte. Mais des obstacles physiques enchaînaient brutalement ma plume, et

ce n'est qu'aujourd'hui que je puis dévoiler la cause réelle de mon silence.

Oui, dans le cas même où j'aurais éprouvé le désir de faire paraître dans la *Gazette d'Augsbourg*, ne fût-ce qu'une syllabe, contre le funeste système de gouvernement de Louis-Philippe, une chose pareille m'eût été impossible par la raison très-simple que le prudent monarque, déjà avant le 29 octobre, avait pris ses mesures contre une aussi criminelle lubie de correspondant, contre un semblable attentat, en daignant nommer lui-même, non pas seulement chevalier, mais officier de la Légion d'honneur, le censeur allemand de la *Gazette d'Augsbourg*. Quelque grand que fût mon attachement pour le feu roi, le censeur allemand d'Augsbourg trouvait pourtant que je ne l'aimais pas assez, et il rayait toute parole malsonnante, et un grand nombre de mes articles demeurèrent complétement inédits. Mais, peu après la révolution de février, lorsque mon pauvre Louis-Philippe s'en fut allé en exil, la piété et la délicatesse ne me permirent pas de livrer un fait semblable à la publicité, même dans le cas où le censeur d'Augsbourg m'eût donné son *imprimatur*.

La censure du cœur, beaucoup plus peureuse

encore que celle de la *Gazette d'Augsbourg*, ne me permit pas alors un autre aveu du même genre. Non, si vite après la chute de Guizot, je n'osai pas publiquement convenir que je m'étais tu antérieurement par crainte. En effet, en l'an 1844, je dus m'avouer que, si M. Guizot apprenait ma correspondance, et que mes critiques lui fussent désagréables, cet homme passionné eût été bien capable de refouler ses sentiments généreux, et de mettre à l'ordre, très-sommairement, le critique incommode. En éloignant le correspondant de Paris, on aurait mis nécessairement fin à sa correspondance parisienne. Par le fait, Sa Magnificence avait en mains les faisceaux du pouvoir, il pouvait en tout temps me donner le *consilium abeundi*, et il m'aurait fallu sur-le-champ faire mon paquet. Ses bedeaux, en uniforme bleu à revers jaune-citron, m'eussent bientôt arraché à mes études de critique parisienne, et accompagné jusqu'à ces poteaux « rayés comme le zèbre, » où d'autres bedeaux, avec des livrées beaucoup plus désagréables encore, et des façons allemandes beaucoup moins polies, m'eussent accueilli pour me faire les honneurs de la patrie.

Mais, malheureux poëte! n'étais-tu pas protégé par ta naturalisation française contre un semblable arbitraire ministériel?

Hélas! pour répondre à cette question, je dois faire un aveu que peut-être la prudence m'ordonnerait de taire. Mais il y a longtemps déjà que la prudence et moi n'avons mangé à la même gamelle, — et je veux reconnaître aujourd'hui sans ménagements que je ne me suis jamais fait naturaliser en France, et que ma naturalisation, qui passait pour un fait notoire, n'était pourtant qu'une légende allemande. Je ne sais quelle tête oisive ou rusée l'a inventée. Plusieurs compatriotes prétendaient, il est vrai, avoir flairé cette naturalisation à une source authentique; ils en référèrent dans les journaux allemands, et mon silence confirma cette erreur. Mes chers adversaires littéraires et politiques dans la patrie, et ici, à Paris, beaucoup d'ennemis intimes très-influents, furent ainsi trompés, et crurent qu'un droit de citoyen français me protégeait contre toute sorte de vexations et de machinations qui atteignent si facilement ici l'étranger soumis à une juridiction exceptionnelle.

Cette bienfaisante méprise me fit échapper à

beaucoup de mauvais vouloir, comme aussi à mainte exploitation d'industriels, qui, dans des conflits d'affaires, auraient mis à profit leur position privilégiée. A la longue, la position de l'étranger non naturalisé devient, à Paris, aussi désagréable que coûteuse. On est dupé et vexé, surtout par les étrangers naturalisés, qui abusent, avec un acharnement sordide, des droits qu'ils ont acquis. Par prévoyance chagrine, je me décidai un jour à remplir les formalités qui n'engagent à rien, et vous mettent pourtant en mesure, en cas de nécessité, d'obtenir sans délai les droits de naturalité. Mais je reculai toujours, avec un secret effroi, devant l'acte définitif. Ces hésitations, cette répugnance profondément enracinée contre la naturalisation, me placèrent dans une situation fausse que je suis forcé de considérer comme la cause de tous mes embarras, de tous mes soucis, de toutes mes méprises, pendant mon séjour de vingt-trois ans à Paris. Le revenu d'une bonne place aurait suffi à défrayer ici ma coûteuse tenue de maison, et les besoins d'une existence humaine et libre, plutôt qu'agréable et facile; — mais, sans naturalisation préalable, le service de l'État m'était fermé. Mes amis faisaient

miroiter à mes yeux assez de dignités et de grasses sinécures, et il ne manquait pas d'exemples d'étrangers parvenus en France aux plus hauts degrés du pouvoir et des honneurs : j'ose le dire, j'aurais eu moins que d'autres à lutter contre la jalousie indigène, car jamais Allemand n'avait obtenu à un si haut point que moi la sympathie des Français, aussi bien dans le monde littéraire que dans la société, et les hommes les plus considérables cherchaient à entrer en relations avec moi, non pas comme protecteurs, mais comme camarades. Le prince chevaleresque placé le plus près du trône, et qui n'était pas seulement un général et un homme d'État distingué, mais lisait encore dans l'original le *Livre des Chants*, m'aurait vu des plus volontiers au service de la France, et son influence eût été assez grande pour me pousser dans cette carrière. Je n'oublie pas l'amabilité avec laquelle, un jour, dans le jardin du château d'une amie princière, le grand historien de la Révolution française et de l'Empire, qui était alors le tout-puissant président du conseil, prit mon bras, et, se promenant avec moi, me pressa longtemps et instamment de lui dire ce que désirerait mon cœur, se faisant fort

de me procurer tout. — Le son flatteur de sa voix résonne encore à mon oreille, je sens encore le parfum du grand magnolia fleuri, devant lequel nous passions, et qui, avec ses élégantes fleurs d'albâtre, s'élevait dans l'air azuré, aussi magnifique, aussi fier, qu'alors, dans les jours de son bonheur, le cœur du poëte allemand !

Oui, j'ai dit le vraî mot. Ce fut le fol orgueil du poëte allemand qui m'empêcha, même *pro forma*, de devenir Français. Ce fut une chimère idéale dont je ne pus me débarrasser. Relativement à ce que nous nommons d'ordinaire patriotisme, je fus toujours un esprit fort ; — mais je ne pouvais toutefois me défendre d'une certaine angoisse quand il s'agissait de quelque chose qui, même de loin, pouvait sembler un divorce d'avec la patrie. Même dans l'âme du plus éclairé des hommes subsiste toujours une petite racine de mandragore de la vieille superstition, qui ne se laisse pas extirper ; on n'en parle pas volontiers, mais elle n'en pousse pas moins, dans les recoins les plus mystérieux de notre âme, ses bourgeons imprudents. Le mariage que j'avais contracté avec Notre-Dame d'Allemagne notre chère Germania, la blonde gardeuse d'ours,

ne fut jamais heureux. Je me souviens bien de quelques belles nuits de clair de lune où elle me pressait tendrement sur son large sein aux vertueuses mamelles; mais ces nuits sentimentales peuvent se compter, et vers le matin survenait toujours un refroidissement chagrin, accompagné de bâillements et de gronderies sans fin. Aussi avons-nous fini par vivre séparés de corps. Mais les choses n'allèrent pas jusqu'à un divorce en forme. Je n'ai jamais pu prendre sur moi de me séparer de ma croix domestique. Toute apostasie m'est odieuse, et je n'aurais pu me séparer d'aucune chatte allemande, ni d'un chien allemand, quelque insupportable que fussent ses puces et sa fidélité. Sous ce rapport, le plus petit cochon de mon pays ne saurait se plaindre de moi. Parmi les élégants et spirituels pourceaux du Périgord qui ont découvert les truffes et s'en engraissent, je ne reniai jamais ces modestes porcs qui, chez nous, dans la forêt de Teutobourg, se gorgent, dans de simples auges de bois, des fruits du chêne paternel, comme autrefois leurs pieux ancêtres, du temps où Arminius battit Varus. Je n'ai pas non plus perdu une seule des soies de mon germanisme, une seule sonnette de

mon bonnet allemand, et j'ai toujours le droit d'y attacher la cocarde noire, rouge et or. Je puis encore dire à Massmann : « Nous autres ânes allemands ! » Si je m'étais fait naturaliser en France, Masmann pourrait me répondre : « Moi seul, je suis un âne allemand ; toi, tu ne l'es plus. » Et, là-dessus, il ferait une culbute moqueuse qui me briserait le cœur. Non, je ne me suis pas exposé à une telle avanie. La naturalisation peut convenir à d'autres que moi ; un avocat ivre, de Deux-Ponts, une tête de paille avec un front d'airain et un nez de cuivre, peut toujours, pour attraper une place de maître d'école, renoncer à une patrie qui ne sait rien de lui, et n'en saura jamais rien ; — mais semblable chose ne sied pas à un poëte qui a écrit les plus beaux *Lieder* allemands. Ce serait pour moi une pensée horrible, une pensée à devenir fou, de devoir me dire que je suis un poëte allemand, et, en même temps, un naturalisé français. Je m'apparaîtrais à moi-même comme un de ces monstres à deux têtes que l'on montre dans les boutiques des foires. En composant, cela me gênerait insupportablement de penser que l'une des deux têtes se met à scander, dans le pathos des coqs d'Inde français.

les alexandrins les plus artificiels, tandis que l'autre épanche ses sentiments dans le mètre inné, naturel et vrai de la langue allemande. Hélas! et, comme leur métrique, les vers des Français, cette caillebotte parfumée, sont insupportables pour moi! à peine puis-je digérer leurs meilleurs poëtes parfaitement inodores. — Quand je considère cette soi-disant *poésie lyrique* des Français, c'est alors seulement que je reconnais toute la splendide beauté de la poésie allemande, et, dans ces moments, je pourrais bien un peu m'en faire accroire d'avoir cueilli là mes lauriers. — Nous ne voulons pas renoncer à une seule de leurs feuilles, et le tailleur de pierre qui ornera le lieu de notre dernier sommeil, ne sera contredit par personne s'il y grave ces mots : « Ici repose un poëte allemand. »

KAHLDORF

Le coq gaulois vient de chanter pour la deuxième fois, et il fait jour aussi en Allemagne. Les ombres mystérieuses et les spectres s'enfuient dans les couvents écartés, dans les châteaux, dans les villes hanséatiques, et autres derniers repaires du moyen âge; les rayons du soleil brillent, nous nous frottons les yeux, la douce lumière nous pénètre jusqu'au fond du cœur, la vie animée et ses bruits circulent autour de nous, nous sommes étonnés, et nous nous demandons les uns aux autres : « Qu'avons-nous fait la nuit dernière? »

Eh! vraiment, nous avons rêvé, à notre manière allemande; c'est-à-dire nous avons philosophé, non

pas à la vérité sur les choses qui nous touchaient de plus près, ou qui nous conviendraient bien au moment même; mais nous philosophions sur la réalité des choses en elles-mêmes et pour elles-mêmes, sur la dernière raison des choses et autres rêves métaphysiques et transcendentaux, opération que troublait quelquefois le bruit horrible de notre voisinage occidental, bruit qui était fort incommode, car il arrivait souvent que les balles des fusils français venaient siffler au travers de nos systèmes philosophiques, et en emportaient des lambeaux tout entiers.

Il est curieux que l'action pratique de nos voisins de l'autre côté du Rhin ait pourtant une affinité particulière avec nos songes philosophiques dans notre paisible Allemagne. On n'a qu'à comparer l'histoire de la Révolution française avec l'histoire de la philosophie allemande pour croire que les Français, qui avaient tant d'occupations réelles pour lesquelles il leur fallait absolument veiller, nous auraient privés, nous autres Allemands, de dormir pendant ce temps et de rêver pour eux, et que notre philosophie allemande ne serait autre chose que le rêve de la Révolution française. C'est

ainsi que nous avons eu la rupture avec la routine et la tradition dans le domaine de la pensée, tout comme les Français dans la vie sociale ; et nos jacobins philosophiques se rassemblèrent autour de la *Critique de la raison pure*, et ne laissèrent rien debout que ce qui pouvait résister à cette critique; Kant fut notre Robespierre. Plus tard, vint Fichte avec son *moi*, Napoléon de la philosophie, suprême amour et suprême égoïsme, autocratie de la pensée, volonté souveraine, qui improvisa rapidement un empire universel, lequel disparut aussi rapidement, despotique et affreusement solitaire idéalisme. Sous son pas conséquent, gémirent les fleurs mystérieuses qu'avait épargnées la guillotine de Kant, ou qui avaient poussé depuis sans être remarquées ; les esprits de la terre opprimés se remuèrent, le sol trembla, la contre-révolution éclata, et, sous Schelling, le passé avec ses intérêts traditionnels fut reconnu de nouveau, même indemnisé; et, dans la nouvelle restauration, la philosophie de la nature, régnèrent les émigrés grisonnants qui avaient toujours intrigué contre le règne de la raison et de l'idée, le mysticisme, le piétisme, le jésuitisme, la légitimité, la teutomanie, la sentimentalité, le ro-

mantisme... jusqu'à ce, qu'enfin Hegel, le d'Orléans de la philosophie, vînt fonder ou plutôt arranger un nouveau gouvernement, un gouvernement juste-milieu, dans lequel il a sans doute peu d'importance personnelle, mais dont néanmoins il est le chef, et où il assigne aux vieux jacobins kantistes, aux bonapartistes fichtistes, aux pairs de Schelling, et à ses propres créatures, une position assurée et constitutionnelle.

Nous aurions donc heureusement clos le grand cercle de la philosophie, et il est naturel que nous passions maintenant à la politique. Observerons-nous la même méthode? Ouvrirons-nous le cours par le système du comité de salut public, ou par celui de l'ordre légal? Ces questions font palpiter tous les cœurs, et tous ceux qui ont quelque chose de cher à perdre, ne fût-ce que leur tête, se demandent avec inquiétude : « La révolution allemande sera-t-elle une révolution sèche, ou une révolution humide de sang?... »

Aristocrates et prêtres nous menacent constamment des épouvantails du temps de la Terreur. Libéraux et humanitaires nous promettent, en revanche, les belles scènes de la grande semaine, et

les fêtes pacifiques qui l'ont suivie; les deux partis se trompent, ou veulent tromper. Car, de ce que la Révolution française de 92 a été si sanglante et horrible, et celle de Juillet si humaine et si douce, on ne saurait tirer la conséquence qu'une révolution en Allemagne doive prendre précisément l'un ou l'autre caractère. Ce n'est que lorsque les mêmes conditions existent, qu'on peut attendre les mêmes résultats. Le caractère de la Révolution française fut de tout temps déterminé par l'état moral du peuple, et surtout par son développement politique. — Avant la première explosion révolutionnaire en France, il y avait sans doute en ce pays une civilisation déjà achevée, mais dans les classes supérieures seulement, et çà et là dans la classe moyenne; les classes inférieures étaient intellectuellement négligées, et un despotisme étroit leur rendait impossible toute noble aspiration. Quant à la culture politique, elle ne manquait pas seulement à ces classes inférieures, mais même aux classes privilégiées. On ne connaissait alors autre chose que les mesquines manœuvres des corporations rivales, un système d'affaiblissement réciproque, des traditions routinières, l'art des formules équivo-

ques, l'influence des maîtresses et autres misères d'État. Montesquieu n'avait donné l'éveil qu'à un petit nombre d'esprits. Partant toujours d'un point de vue historique, il n'avait acquis que peu d'influence sur la masse d'un peuple enthousiaste, accessible surtout aux pensées primordiales et neuves qui jaillissent du cœur, comme dans les écrits de Rousseau. Mais, lorsque celui-ci, le Hamlet de la France, eut pénétré l'esprit hostile et la dépravation d'âme des empoisonneurs couronnés, l'inanité brillante des courtisans, l'inepte mensonge de l'étiquette de cour et la corruption universelle, et qu'il se fût écrié douloureusement : « Le monde est sorti de ses gonds, malheur à moi qui dois le remettre en place! » lorsque Jean-Jacques Rousseau, avec une folie désespérée, à demi réelle et à demi simulée, eut élevé sa grande plainte et ses accusations; lorsque Voltaire, le Lucien du christianisme, eut ruiné à fond par son rire la fourberie des prêtres romains, et le droit divin du despotisme qui s'appuyait sur elle; lorsque la Fayette, le héros de deux mondes et de deux siècles, revint d'Amérique avec les argonautes de la liberté, rapportant l'idée d'une constitution libre, — la toison d'or; — quand Necker

eut calculé, Sieyès défini, Mirabeau parlé, et que les tonnerres de l'Assemblée constituante eurent roulé sur la monarchie épuisée et son déficit florissant, et que de nouvelles pensées économiques et politiques eurent brillé comme des éclairs soudains, — alors seulement les Français purent apprendre la grande science de la liberté, la politique, et ces premiers rudiments leur coûtèrent cher, et le meilleur de leur sang.

Mais, si les Français ont dû payer si cher leurs mois d'école, la faute en est à ce despotisme imbécile et craignant le grand jour, qui avait cherché, comme nous l'avons dit, à retenir le peuple dans la minorité, repoussé tout enseignement politique, confié aux jésuites et aux obscurantistes de la Sorbonne la censure des livres, et paralysé même la presse périodique, le plus puissant moyen de progrès pour l'intelligence populaire. Qu'on lise, dans le *Tableau de Paris* de Mercier, l'article sur la censure avant la Révolution, et l'on ne s'étonnera plus de la crasse ignorance politique des Français, grâce à laquelle, plus tard, ils furent aveuglés plutôt qu'éclairés par les idées nouvelles, plus échauffés que réchauffés, et se mirent à croire sur parole tout

pamphlétaire et tout journaliste, et purent être égarés, jusqu'aux plus grands excès, par le premier fanatique venu, qui se trompait lui-même, ou par tout intrigant à la solde de Pitt. C'est là précisément le bienfait de la liberté de la presse, qu'elle enlève au langage téméraire du démagogue tout charme de nouveauté, qu'elle neutralise une parole passionnée par une contre-parole tout aussi passionnée, et étouffe à leur naissance les bruits mensongers qui, semés par le hasard ou la malveillance, se propagent effrontément, d'une manière mortelle, dans l'obscurité, semblables à ces plantes vénéneuses qui ne prospèrent que dans de sombres forêts marécageuses, ou à l'ombre de vieux châteaux et d'églises en ruine, mais sèchent misérablement à la claire lumière du soleil. Il est vrai que cette rayonnante lumière de la liberté de la presse est aussi détestée par l'esclave qui préfère recevoir dans l'ombre les plus sérénissimes coups de pied, que par le despote qui n'aime pas voir mettre en pleine lumière son isolement et sa faiblesse. La censure est très-agréable à ces gens-là. Mais il n'en est pas moins vrai que la censure, en prêtant pour un temps son aide au despotisme, finit pourtant par le

perdre, et le despote avec lui, et que, là où fonctionne la guillotine des idées, la censure des hommes est bientôt introduite, de sorte que le même esclave qui tue les pensées, rayera plus tard, avec le même sang-froid[1], son propre maître du livre des vivants.

Hélas! ces bourreaux de l'esprit nous rendent

1. Ici se trouvait, dans le manuscrit original, le passage qui suit, raturé, souvent jusqu'à en être illisible :

« La décapitation des livres se pratique ensuite sur les hommes, et M. Sanson, quand il raya, du livre de la vie, Sa Majesté Très-Chrétienne le roi de France, ne fut que le successeur naturel du censeur de Paris. Je me suis convaincu récemment de cette vérité, lorsque les troubles qui agitent l'Europe envahirent aussi la contrée où je me trouvais accidentellement, et je pus considérer de près la sauvagerie païenne des masses populaires déchaînées. Grâce à Dieu tout se borna à des coups de pierre et à des vitres brisées... Mais je passai une fort mauvaise nuit; des visions de catastrophes révolutionnaires m'empêchaient de m'endormir, et je pensais continuellement à Louis XVI, puis à Charles Ier, et je me creusais la tête pour découvrir qui pouvait bien être le bourreau masqué qui décapita ce dernier; après m'être enfin endormi, je rêvai que je me trouvais au milieu d'une foule de peuple en furie, les yeux levés sur une grande maison qui ressemblait à Whitehall, devant les fenêtres de laquelle était dressé un échafaud noir; et sur cet échafaud une tête blanche apparaissait, et voici, lorsque le bourreau masqué voulut l'abattre, son masque se détacha, et l'on aperçut un visage bien connu... trop bien connu! »

nous-mêmes criminels, et l'écrivain qui, pendant qu'il écrit, semblable à une femme en couche, se trouve, lui aussi, dans un état d'excitation fort grave, commet souvent dans cet état un parricide de pensée, précisément à cause de cette même angoisse folle devant le couteau du censeur. Moi-même, j'étouffe dans ce moment quelques innocentes considérations à peine nées, sur la patience et la longanimité d'âme avec lesquelles mes chers compatriotes supportent, depuis déjà tant d'années, une loi qu'il a suffi à Polignac de promulguer en France pour faire éclater une révolution. Je parle des célèbres ordonnances dont la plus dangereuse établissait une sévère censure, et, à Paris, remplit de stupéfaction tous les nobles cœurs; les bourgeois les plus paisibles prirent les armes, on barricada les rues, on combattit, on donna l'assaut, les canons grondèrent, les cloches hurlèrent, les rossignols de plomb sifflèrent, la jeune couvée de l'aigle mort, l'École polytechnique, prit son vol hors du nid avec des éclairs dans les serres, de vieux pélicans de la liberté se jetèrent sur les baïonnettes, et nourrirent de leur sang l'enthousiasme des petits, la Fayette monta à cheval, la Fayette l'incomparable, que la

nature n'a pu reproduire une seconde fois, et qu'elle utilise — économe comme elle l'est! — pour deux mondes et pour deux siècles. Et, après trois jours héroïques, l'esclavage était à terre avec ses sergents rouges et ses lis blancs, et le saint drapeau tricolore, rayonnant de l'auréole de la victoire, flottait sur les tours de Notre-Dame de Paris. Là, point d'horreurs, point de massacres commis de propos délibéré, point de guillotine très-chrétienne, point de plaisanteries horribles, comme par exemple lors de ce fameux retour de Versailles, quand le cortége, portant en avant comme des étendards les têtes sanglantes de MM. Deshuttes et de Varicourt, s'arrêta à Sèvres pour les faire laver et friser élégamment par un citoyen perruquier.—Non, depuis ce temps d'affreuse mémoire, la presse française avait rendu le peuple de Paris accessible à de meilleurs sentiments et à des saillies moins sanglantes; elle avait sarclé l'ignorance des cœurs et semé l'intelligence; les fruits de cette semence furent la modération légendaire et la touchante humanité du peuple de Paris dans la grande semaine, — et, par le fait, si plus tard Polignac n'a pas perdu physiquement aussi la tête, il le doit uniquement aux

douces influences de cette même liberté de la presse qu'il voulait follement supprimer.

Ainsi l'arbre de sandal réjouit de ses délicieux parfums l'ennemi même qui a méchamment blessé son écorce.

Je crois avoir suffisamment indiqué, par ces remarques rapides, comment toute question sur le caractère que pourrait prendre en Allemagne la révolution, doit se changer en une question sur l'état de civilisation et de culture politique du peuple allemand, que cette culture dépend avant tout de la liberté de la presse, et que notre vœu le plus cher doit être que cette liberté répande bientôt la lumière à flots, avant que l'heure vienne où l'obscurité causerait plus de désastres que la passion, et où les opinions et les idées agiraient avec une puissance d'autant plus terrible sur la foule aveugle, qu'elles auraient été auparavant moins discutées.

L'*égalité civile* pourrait devenir aujourd'hui en Allemagne, comme autrefois en France, le premier mot d'ordre de la Révolution, et le patriote n'a sans doute pas de temps à perdre s'il veut contribuer à ce que le débat *sur la noblesse* soit réglé et accommodé

par une discussion paisible, avant que des disputants intraitables s'en mêlent, avec des arguments trop frappants, contre lesquels ne pourraient rien, ni les enchaînements d'idées de la police, ni les arguments les plus aigus de l'infanterie et de la cavalerie, pas même l'*ultima ratio regis* qui pourrait facilement se changer en une *ultimi ratio regis.* A ce point de vue, j'estime que la publication du présent écrit est une œuvre méritoire. Je crois que le ton de modération qui y règne, répond au but indiqué. L'auteur combat avec une patience indoue une brochure intitulée :

« *Sur la noblesse, dans son rapport avec la bourgeoisie*, par le comte M. de Moltke, chambellan de Sa Majesté le roi de Danemark, et membre du haut tribunal de Gottorff. Hambourg, 1830. »

Toutefois, ni cette brochure, ni la réponse n'épuisent le sujet, et l'une et l'autre ne traitent que la partie générale et, pour ainsi dire, dogmatique de la question. Le noble champion, du haut de son cheval de tournoi, défend hardiment l'ignoble dire du moyen âge que la procréation nobiliaire produit un sang meilleur que celui du bourgeois ; il plaide pour les priviléges de la naissance, et le droit pour

les nobles d'occuper les emplois lucratifs des cours, des ambassades et des armées, comme récompense de la peine qu'ils se sont donnée de naître, etc. — Contre lui s'avance un combattant qui brise pièce à pièce ces assertions bestiales et radoteuses, et le champ de combat est couvert des lambeaux brillants du préjugé et des débris d'armes de la vieille insolence nobiliaire. Ce chevalier bourgeois combat la visière baissée ; le titre du volume ne le désigne que sous un nom d'emprunt qui deviendra peut-être plus tard un excellent nom de guerre. Moi-même, je ne sais guère de lui autre chose, sinon que son père était fourbisseur et faisait de bonnes lames.

Je n'ai pas besoin de dire que je ne suis pas l'auteur de cet écrit, et que je ne fais ici que l'office d'éditeur. Jamais ne n'eusse pu discuter, avec une modération semblable, les prétentions et les mensonges héréditaires de la noblesse. Combien ne fus-je pas vif, un jour qu'un charmant petit comte, mon meilleur ami, en nous promenant ensemble sur la terrasse d'un château, entreprit de me démontrer la supériorité du sang noble. Pendant que nous discutions, son domestique tomba légèrement en faute, et le noble sire le frappa si violemment au

visage, qu'il fit jaillir le sang non noble du pauvre serviteur, qu'il jeta encore par-dessus le marché au bas de la terrasse. J'étais de dix ans ans plus jeune qu'aujourd'hui, et je jetai immédiatement le noble comte là où il venait de jeter son domestique; il se cassa une jambe. Quand je le revis après sa guérison (il boitait encore un peu), il se trouva qu'il n'était pas radicalement guéri de sa folie nobiliaire, et il prétendit carrément que la noblesse avait été placée comme médiatrice entre le peuple et le roi, à l'exemple de Dieu, qui, entre les hommes et lui, a mis les anges, en qualité de noblesse du ciel. « Ange gracieux, lui dis-je, fais-moi le plaisir de faire quelques pas. » Il le fit, — et la comparaison boitait.

Non moins boiteuse est une comparaison analogue du comte de Moltke lui-même. Pour donner un échantillon de sa manière, je cite ses propres paroles : « La tentative d'abolir la noblesse aurait pour résultat d'isoler l'homme, de l'élever à une hauteur incertaine à laquelle manqueraient les liens nécessaires avec la foule subordonnée, de l'entourer d'instruments de ses caprices; ce qui mettrait, comme on l'a vu si souvent en Orient, l'existence du

souverain dans une situation pleine de dangers. Burke appelle la noblesse *le chapiteau corinthien d'un État bien ordonné*, et l'esprit plein d'élévation de cet homme extraordinaire, dont toute la vie a été consacrée au service d'une liberté raisonnable, nous prouve que ce n'est pas là de sa part une simple figure de rhétorique. »

Cet exemple montre combien le noble comte est trompé par des demi-connaissances. Burke, en effet, ne mérite nullement l'éloge qu'il lui décerne; car il lui manque cette *consistency* que les Anglais estiment la première vertu de l'homme d'État. Burke ne possédait que les talents d'un rhéteur, et c'est avec ces talents qu'il a combattu, pendant la seconde moitié de sa vie, les principes libéraux auxquels il avait rendu hommage pendant la première. Voulait-il, par ce changement d'opinion, gagner la faveur des grands? Les triomphes libéraux de Sheridan, dans la chapelle de Saint-Étienne, le décidèrent-ils, de jalousie et de dépit, à embrasser la cause du passé, qui offrait un champ plus fertile pour des tirades romantiques et des figures oratoires? Était-il, en un mot, un coquin ou un fou? Je l'ignore. Mais je crois qu'il y a toujours quelque chose de suspect

quand on change de principes au profit du pouvoir régnant, et qu'on reste ensuite pour toujours une mauvaise caution. Un homme qui n'est pas dans ce cas disait un jour : « Les nobles ne sont pas les soutiens, mais les cariatides du trône. » Je crois cette comparaison plus juste que celle du chapiteau corinthien. En général, autant que possible, nous ne voulons pas entendre parler de cette dernière comparaison. Autrement, quelques capitalistes bien connus pourraient avoir la prétention capitale de s'élever à la place de la noblesse, comme le chapiteau corinthien des colonnes de l'État. Et ce serait vraiment là le coup d'œil le plus désagréable !

Mais je touche ici à un sujet qui ne doit être mis en lumière que dans un écrit postérieur, où la partie spéciale et pratique de la question pourra aussi être discutée comme elle le mérite. Le présent ouvrage, je l'ai dit déjà, ne s'occupe que de la question de principe ; il combat des prétentions juridiques, et n'a d'autre but que de montrer comment la noblesse est en contradiction avec la raison, avec notre temps et avec elle-même. Mais la partie spéciale et pratique concerne ces usurpations victorieuses, ces appropriations injustes de la noblesse par lesquelles

elle menace, et sape sourdement, de jour en jour davantage, le salut des peuples. Oui, il me semble que la noblesse elle-même ne croit plus à ses propres prétentions, et que le bruit qu'elle en fait n'est qu'une amorce pour la polémique, qu'elle serait bien aise d'occuper ainsi, afin de détourner son attention de la chose essentielle. Celle-ci ne consiste point dans l'institution de la noblesse en elle-même, dans des priviléges déterminés, dans des droits de corvée et de juridiction, dans toute sorte d'exemptions et d'immunités traditionnelles, — mais bien plutôt dans le pacte invisible de tous ceux qui peuvent prouver tant et tant d'aïeux, et qui se sont tacitement entendus pour s'emparer de toute la puissance dirigeante de l'État, en repoussant d'un commun accord les roturiers, pour occuper presque toutes les places d'officiers supérieurs et toutes celles des ambassades. De cette manière, grâce aux soldats qu'ils ont sous leurs ordres, ils peuvent tenir les peuples en respect, ou les déchaîner les uns contre les autres par les artifices de la diplomatie, quand ils voudraient secouer les chaînes de l'aristocratie ou conclure entre eux une alliance fraternelle.

Depuis le commencement de la Révolution française, la noblesse se trouve ainsi sur le pied de guerre contre les peuples, et combat au grand jour ou dans l'ombre contre le principe de la liberté et de l'égalité et contre les représentants de ce principe, les Français. L'aristocratie anglaise, la plus puissante par ses priviléges et ses propriétés, devint la porte-bannière de l'aristocratie européenne, et John Bull paya ce poste d'honneur de ses meilleures guinées, et fut victorieux jusqu'à la banqueroute. Pendant la paix qui suivit cette pitoyable victoire, ce fut l'Autriche qui porta la noble bannière et représenta les intérêts de l'aristocratie; sur chaque petit traité qui fut lâchement conclu contre le libéralisme, on voit briller le sceau trop bien connu de cire d'Espagne, et, comme leur chef infortuné, les peuples européens furent tenus ainsi sous une stricte surveillance, l'Europe tout entière devint une Sainte-Hélène dont Metternich fut l'Hudson Lowe. Mais ce n'est que sur le corps mortel de la Révolution que l'on put se venger, sur cette Révolution devenue homme, qui, bottée et éperonnée, et portant encore les traces du sang des champs de bataille, était montée au lit d'une blonde archiduchesse et avait

souillé les draps blancs des Habsbourg; ce ne fut que cette Révolution que l'on put faire mourir d'un cancer à l'estomac; l'esprit immortel de la Révolution n'est pas inhumé sous les saules pleureurs de Longwood, et, dans la grande semaine de Juillet, la Révolution ressuscita, non pas comme un individu isolé, mais comme un peuple, et, sous cette incarnation nouvelle, elle se raille du geôlier qui, dans son angoisse, laisse tomber son trousseau de clefs. Quel embarras pour la noblesse! Elle s'est sans doute un peu remise pendant une longue période de paix de ses fatigues d'autrefois, et, depuis lors, pour se fortifier, elle a pris tous les jours du lait d'ânesse, et encore de l'ânesse du pape! toutefois, les forces indispensables pour une nouvelle lutte lui manquent encore. Aujourd'hui, le *bull* anglais peut moins que tout autre faire tête à l'ennemi comme autrefois; car c'est lui qui est le plus épuisé, et, par suite de sa fièvre intermittente de crises ministérielles, il se sent faible dans tous ses membres, et une cure radicale, voire même la diète absolue, lui est ordonnée, et, par-dessus le marché, il faut qu'il se fasse amputer de son Irlande malade. L'Autriche ne se sent pas non plus en veine d'héroïsme pour jouer

contre la France le rôle d'Agamemnon de l'aristocratie; Staberlé[1] n'endosse pas volontiers son harnais de guerre, et sait fort bien que ses parapluies ne protégent pas contre une pluie de boulets; avec tout cela, les Hongrois et leurs moustaches hérissées lui font peur, et, en Italie, il faut qu'il place une sentinelle devant chaque citronnier enthousiaste, et, chez lui, qu'il engendre des archiduchesses pour en repaître au besoin le monstre de la Révolution. « Cela tue une pièce de bétail, » dit Staberlé.

Mais, en France, le soleil de la liberté flamboie toujours plus puissamment et illumine le monde de ses rayons; mais elle pénètre chaque jour plus avant, l'idée d'un roi-citoyen sans étiquette de cour, sans nobles valets, sans courtisans, sans entremetteurs, sans pourboires de diamants et autres luxes de ce genre; mais la Chambre des pairs est envisagée déjà comme un hôpital des incurables de l'ancien régime, que l'on tolère seulement par pitié, qu'on supprimera avec le temps. Étrange révolution! Dans sa détresse, l'aristocratie se tourne

1. Un type, ou masque, du vieux théâtre populaire en Autriche.

vers cet État que récemment encore elle détestait comme le pire ennemi de ses intérêts : elle se tourne vers la Russie. Le grand czar qui, naguère, était le gonfalonier des libéraux parce qu'il était surtout hostile à l'aristocratie féodale et semblait devoir prochainement la combattre, ce czar est précisément choisi par l'aristocratie pour son porte-drapeau, et il est forcé de combattre à sa tête. Car, bien que l'État russe repose sur le principe anti-féodal d'une égalité de tous les citoyens auxquels ce n'est pas la naissance, mais les services rendus à l'État qui assignent leur rang, d'autre part le czarisme absolu est incompatible avec les idées d'une liberté constitutionnelle qui peut défendre même le plus mince sujet contre l'arbitraire bienfaisant du prince; et, si l'empereur Nicolas Ier a été détesté par les libéraux à cause de ce principe de l'égalité civile; si, comme ennemi déclaré de l'Angleterre et ennemi secret de l'Autriche, il était par le fait, avec toute sa puissance, le représentant des libéraux, il est devenu pourtant, depuis la fin de Juillet, leur plus grand adversaire, maintenant que la victoire de leurs idées de liberté constitutionnelle menace son absolutisme, et c'est précisément en sa qualité

d'autocrate que l'aristocratie européenne sait l'exciter au combat contre la France libre. Le *bull*[1] anglais a déjà perdu ses cornes dans un semblable combat, et c'est maintenant le loup russe qui doit prendre sa place. La haute noblesse européenne est assez rusée pour employer à son profit et dresser comme il faut la terreur des forêts moscovites ; et le terrible hôte n'est pas peu flatté de devoir prendre en main, contre les détracteurs des princes et les contempteurs de la noblesse, la cause de la vieille royauté par la grâce de Dieu ; il prend plaisir à laisser mettre sur ses épaules le manteau de pourpre rongé de gerces, avec ses paillettes et ses vieux oripeaux byzantins, et il se fait présenter, par l'ancien empereur d'Allemagne, les vieilles culottes usées du saint empire romain, et il met sur sa tête le vieux bonnet franc couvert de diamants de *Carolus Magnus*.

Hélas ! le loup a revêtu la défroque de la vieille grand'mère, et il vous déchirera, pauvres petits chaperons rouges de la liberté !

Il me semble, en écrivant ceci, que le sang de

[1] Le mot anglais *bull* signifie *taureau*.

Varsovie rejaillit jusque sur mon papier, et je crois entendre les cris jubilants des officiers et des diplomates de Berlin. Applaudiraient-ils un peu trop tôt? Je ne sais, mais le loup de Russie nous fait peur, à moi comme à tous, et je crains que nous autres, petits chaperons rouges allemands, nous ne remplissions bientôt bêtement les grandes mains et la grande gueule de la grand'mère. Et puis il faut en outre nous tenir prêts à entrer en campagne et à nous battre contre la France. Contre la France, bon Dieu! Oui, hourra! On marche contre les Français, et les ukasuistes et les knoutologues de Berlin prétendent que nous sommes encore, comme en 1813, les sauveurs de Dieu, du roi et de la patrie; que l'on va entonner de nouveau les chants de Kœrner, auxquels Fouqué ajoutera de nouveaux couplets de bataille; que Gorres va être encore une fois acheté aux jésuites pour continuer le *Mercure du Rhin*, et que les volontaires de la sainte guerre recevront une branche de chêne pour mettre à leur bonnet; qu'on les appellera *monsieur*, et qu'ils auront plus tard libre entrée au théâtre ou tout au moins seront considérés comme des enfants, et ne payeront que moitié prix; — et, pour ces fatigues pa-

triotiques extraordinaires, on promet encore à tout le peuple, comme extra, une constitution.

La libre entrée au théâtre est une belle chose, mais une constitution ne serait pas non plus si mal. Oui, nous pourrions finir par en avoir honnêtement envie. Non pas que nous doutions de l'absolue bonté ou de l'excellent absolutisme de nos monarques; nous savons, au contraire, que ce sont de charmantes gens, et, si parfois il s'en trouve un parmi eux qui fasse déshonneur à l'État, — comme, par exemple, Sa Majesté le roi dom Miguel, — ce n'est pourtant qu'une exception, et, si ses très-hauts collègues ne mettent pas ordre, comme cela serait facile, à ses sanglants désordres, c'est uniquement afin que le contraste avec ce sire fasse ressortir plus noblement encore leur humanité, et que leurs sujets les aiment davantage. Mais une constitution a du bon, et il ne faut pas en vouloir aux peuples s'ils demandent, même aux meilleurs monarques, un petit mot par écrit pour cause de vie et de mort. Un père sage agit très-raisonnablement aussi en faisant mettre quelques barrières salutaires devant les précipices de la souveraine puissance, afin qu'il n'arrive pas un jour malheur à ses enfants quand ils

galoperont un peu trop témérairement sur le grand cheval de l'orgueil, avec un cortége de gentilshommes fanfarons. Je sais un fils de roi qui, dans un mauvais manége nobiliaire, apprend à l'avance à risquer les sauts les plus périlleux. C'est pour ces fils de roi qu'il faut élever des barrières plus hautes, et envelopper soigneusement leurs éperons d'or, et leur assigner un cheval plus doux et des compagnons bourgeoisement pacifiques. Je sais une histoire de chasse — par saint Hubert! et je sais aussi quelqu'un qui donnerait mille thalers prussiens pour qu'elle fût fausse!

Hélas! toute l'histoire de notre temps n'est qu'une histoire de chasse. C'est aujourd'hui le temps de la grande chasse aux idées libérales, et Leurs souveraines Majestés sont plus ardentes que jamais, et leurs chasseurs en uniforme tirent sur tout cœur loyal où se sont réfugiées les idées libérales, et il ne manque pas de chiens savants qui rapportent comme une bonne proie la parole saignante. Berlin nourrit le meilleur couple, et j'entends déjà la meute entière aboyer contre ce livre.

Écrit le 8 mars 1831.

LE MIROIR DES SOUABES

Selon les us et coutumes de la corporation des poëtes allemands, je devais joindre ces pages au recueil de mes poésies qui porte le titre de *Livre des Chants*, et dont une édition nouvelle a paru récemment. Mais il m'a semblé que le ton fondamental qui règne dans ce recueil, perdrait quelque chose de sa pureté par le mélange de productions plus tardives. Je livre donc ces dernières à part au public, et, comme je m'aperçois modestement qu'il y a peu de chose à changer au ton fondamental de ce second recueil, j'y joins un poëme dramatique

produit d'une époque antérieure, et appartenant à un cycle de poésies que, depuis lors, un incident fâcheux a fait disparaître sans retour. Ce poëme (*Ratcliff*) comblera peut-être une lacune dans l'ensemble de mes œuvres poétiques, et donnera une idée des sentiments qui flamboyaient ou tout au moins petillaient dans ces poésies disparues.

J'en dirais à peu près autant du petit poëme du *Tannhäuser*. Il appartient à une période de ma vie dont je ne puis ou plutôt dont je n'ose non plus communiquer au public qu'un petit nombre de témoignages écrits.

L'idée d'orner ce volume de mon portrait ne vient pas de moi. Le portrait d'un auteur en tête de ses livres me rappelle involontairement l'hôpital des fous à Gênes, devant lequel est placée la statue du fondateur. C'est mon éditeur qui a eu l'idée d'attacher un portrait au frontispice de ce livre, maison de fous imprimée, où sont enfermées mes folles pensées. Mon ami Julius Campe est un malin, et a voulu sûrement faire pièce aux chers petits de l'école souabe, qui se sont conjurés contre mon visage... Si maintenant ils épluchent et mettent en pièces mes poésies et comptent les larmes qui y

coulent, ils ne pourront s'empêcher de considérer quelquefois mes traits. Mais pourquoi m'en voulez-vous tant, bonnes petites gens? pourquoi vous déchaînez-vous contre moi dans d'interminables articles, au risque de me faire mourir d'ennui? Qu'avez-vous contre mon visage? Je veux vous faire remarquer en passant que le portrait de l'*Almanach des Muses* n'est pas ressemblant. Celui que vous voyez aujourd'hui est infiniment meilleur, surtout le haut du visage; le bas, par contre, est beaucoup trop effilé. Je suis devenu, depuis quelque temps, fort replet, j'ai pris beaucoup d'embonpoint, et je crains d'avoir bientôt l'air d'un bourgmestre! Hélas! l'école souabe me fait tant de chagrins!

Je m'aperçois que le lecteur bénévole demande d'un air surpris que je lui explique ce que j'entends réellement par ce nom d'*école souabe*. Qu'est-ce que l'école souabe? Il n'y a pas longtemps que j'adressais moi-même, à plus d'un voyageur souabe, cette question. Ils tardaient à répondre et riaient d'un air singulier, à peu près comme rient les apothicaires quand, le matin du 1er avril, une servante crédule vient leur demander pour deux kreutzes de miel de mouches. Dans ma simplicité

j'ai cru longtemps que, sous le nom d'école souabe, on entendait cette splendide forêt de grands hommes qui est sortie du sol de la Souabe, ces chênes gigantesques qui plongent leurs racines jusqu'au centre de la terre, et dont les cimes touchent les étoiles... Et je demandais : « N'est-ce pas, Schiller appartient à cette école, Schiller, le fougueux créateur des *Brigands?...* — Non, m'était-il répondu, nous n'avons rien à faire avec lui; de semblables poëtes de brigands n'appartiennnent pas à l'école souabe; chez nous, tout se passe dans le meilleur ordre, et Schiller, de bonne heure, a dû vider le pays. — Schelling appartient à l'école souabe, Schelling, le philosophe égaré, le roi Arthur de la philosophie qui cherche inutilement le Montsalvage de l'Absolu, et doit défaillir de langueur dans le désert mystique? — Nous ne savons ce que vous voulez dire, nous répondait-on; mais nous pouvons vous assurer que Schelling n'appartient pas à l'école souabe. — Hegel alors y appartient, le navigateur intrépide qui a fait le tour du monde de l'esprit et pénétré jusqu'au pôle de la pensée, où le cerveau de tout homme se congèle en une glace abstraite? — Nous ne le connaissons pas. — David Strauss en est sans doute, le

David à la fronde mortelle ?... — Que Dieu nous en préserve ! nous l'avons excommunié, et, s'il voulait entrer dans l'école souabe, il n'aurait certainement que des boules noires. — Mais, au nom du ciel, m'écriai-je après avoir énuméré presque tous les grands noms de la Souabe, être remonté jusqu'aux temps anciens, jusqu'à Keppler, la grande étoile, qui a compris le ciel tout entier, et même jusqu'aux Hohenstaufen, qui brillaient si splendidement sur la terre, soleils terrestres dans le manteau impérial allemand, au nom du ciel, qui donc appartient à l'école souabe ? — Eh bien, me répondit-on, nous allons vous dire la vérité : les renommées que vous venez de rappeler sont beaucoup plus européennes que souabes, elles ont émigré en quelque sorte et se sont imposées à l'étranger, tandis que les renommées de l'école souabe dédaignent ce cosmopolitisme, et restent sentimentalement et patriotiquement au logis, près des giroflées jaunes et des potages d'andouilles du cher pays de Souabe. »

Et alors, il me fut enfin donné d'être édifié sur la modeste grandeur de ces célébrités qui se sont manifestées sous le nom d'école souabe, qui sautillent autour du même cercle de pensées, se parent

des mêmes sentiments, et portent des flocs de pipe de même couleur.

Le plus considérable d'entre eux est le pasteur évangélique Gustave Schwab. Celui-ci est un hareng si on le compare aux autres, qui ne sont que des sardines, — mais des sardines sans sel, bien entendu. Il a composé quelques beaux *Lieder*, et aussi plus d'une jolie ballade ; il va sans dire qu'il ne faut pas le comparer à un Schiller, à une grande baleine. Après lui vient le docteur Justin Kerner, qui voit des esprits et des boudins empoisonnés, et, un jour, a très-sérieusement raconté au public qu'une paire de souliers, tout seuls, sans secours humain, avaient cheminé lentement à travers la chambre jusqu'au lit de la voyante de Prévorst. Il ne manquerait plus que d'être obligé le soir d'attacher ses bottes, de peur qu'elles ne vinssent la nuit, trapp! trapp! devant votre lit, et ne se missent à vous déclamer, avec une voix de cuir de fantôme, les poésies de M. Justin Kerner! Celles-ci ne sont pas tout à fait mauvaises, l'homme, en général, n'est pas sans mérite, et je dirais volontiers de lui ce que Napoléon a dit de Murat : « C'est un fou, mais un excellent général de cavalerie. » Mais je vois d'ici tous les ha-

bitants de Weinsberg secouer la tête, et me répondre avec surprise : « Notre cher compatriote, M. Justin, est à la vérité un fou, mais point du tout un excellent général de cavalerie ! » Eh bien, soit, je vous accorde volontiers que M. Kerner n'est pas un excellent général de cavalerie.

M. Karl Mayer, qui s'appelle en latin *Carolus Magnus*, est un autre poëte de l'école souabe, et l'on assure que c'est en lui que se reflétent le plus fidèlement l'esprit et le caractère de cette école ; c'est une faible mouche et qui célèbre les hannetons. Il doit être fort renommé dans tous les environs de Waiblingen, et il est question de lui ériger devant la porte de la ville une statue, mais, à vrai dire, une statue de bois, de grandeur naturelle. Cette effigie de bois du chantre souabe doit être, chaque année, passée en couleur à l'huile, au printemps quand les giroflées jaunes exhalent leur parfum, et que les hannetons bourdonnent. Sur le piédestal se lira cette inscription : « Défense de salir ! »

M. ***, m'assure-t-on, est un poëte tout à fait distingué de l'école souabe ; c'est tout récemment qu'il est arrivé à la conscience, mais non pas encore à la manifestation de la poésie, c'est-à-dire qu'il ne s'est

pas encore fait imprimer. On me dit qu'il ne chante pas seulement les hannetons, mais encore les alouettes et les cailles; ce qui est assurément très-louable. Les cailles et les alouettes sont vraiment dignes qu'on les chante, surtout quand elles sont rôties. Il m'est impossible, d'ailleurs, de prononcer un jugement sur le caractère et le mérite des poésies de M. ***, aussi longtemps qu'elles ne se seront pas manifestées au dehors, et il en est de même des chefs-d'œuvre de tant d'autres grands inconnus de l'école souabe.

Cette école a bien senti qu'il ne serait pas nuisible à son crédit de pouvoir compter au nombre des siens, à côté de ses grands inconnus qui ne sont visibles pour nous qu'au moyen du microscope solaire, quelques petites notoriétés, quelques renommées qui eussent acquis une certaine valeur, non pas seulement dans les paisibles districts du pays de Souabe, mais encore dans le reste de l'Allemagne. Ils écrivirent donc au roi Louis de Bavière, le chantre couronné, qui répondit par un refus. Du reste, il les fit saluer amicalement et leur envoya un exemplaire de luxe de ses poésies, avec tranches dorées et enveloppe de papier rouge maroquiné. Là-

dessus, les Souabes s'adressèrent au conseiller aulique Winkler, qui a répandu sa gloire poétique sous le nom de Théodore Hell; celui-ci fit dire que sa position d'éditeur de la *Gazette du soir* ne lui permettait pas d'entrer dans l'école souabe; que, d'ailleurs, il comptait fonder lui-même une école saxonne pour laquelle il avait racolé déjà un nombre considérable de poëtes parmi ses compatriotes. Quelques célébrités de la haute Lusace et de la Poméranie ultérieure refusèrent de même les propositions de l'école souabe.

Dans cette extrémité, les Souabes eurent recours à un véritable tour de Souabes: ils reçurent en effet, comme membres de leur école souabe, un Hongrois et un Cassoube. Le premier, le Hongrois, s'appelle Nicolas Lenau, et, depuis la révolution de Juillet, grâce à ses tendances libérales et au zèle élogieux de mon ami Henri Laube, il a obtenu une renommée qu'il mérite jusqu'à un certain point. En tout cas, les Hongrois ont beaucoup perdu par la défection de leur compatriote; toutefois, aussi longtemps qu'ils auront leur Tokay, ils peuvent se consoler de cette perte.

L'autre acquisition de l'école souabe est moins

brillante : elle consiste, en effet, dans la personne de l'illustre Wolfgang Menzel, qui a vu le jour parmi les Cassoubes, sur les marches de Pologne et d'Allemagne, à cette frontière où le manant allemand entend le manant slave, comme dirait le vieux Voss, le vieux Jean-Henri Voss, le rude mais loyal paysan saxon, qui, sur ses traits comme dans son âme, portait les marques de son origine allemande. J'ai prouvé sans réplique, dans mon charmant petit écrit sur *le Dénonciateur*, qu'il n'en était pas de même de M. Wolfgang Menzel, qui n'est Allemand ni au dedans ni au dehors. Soit dit en passant, je n'aurais pas publié cet écrit si les dissertations sur le même objet, les grosses bombes de Louis Boerne et de David Strauss me fussent auparavant tombées sous les yeux. Mais cet écrit, qui devait servir de préface à la troisième partie du *Salon*, ne put obtenir « par un sentiment de piété envers Wolfgang Menzel, » l'*imprimatur* du censeur de cet ouvrage, et le pauvret, bien que fort inoffensif au point de vue politique et religieux, dut passer pendant sept mois d'un censeur à l'autre, avant de pouvoir enfin se faire une petite place. Si tu vas querir toi-même, lecteur bénévole, ce petit livre dans la librairie

Hoffmann et Campe, à Hambourg, mon ami Julius Campe te racontera volontiers combien il fut difficile de mettre sous presse *le Dénonciateur*, comment il fallut recourir pour lui à l'entremise de certaines autorités, et comment enfin, par un document indéniable, c'est-à-dire un autographe du dénonciateur, qui se trouve dans les mains de Théodore Mundt, son titre se trouva justifié de la manière la plus éclatante. Ce que le personnage a répliqué t'est peut-être connu, cher lecteur. Après que je lui eus arraché du corps, pièce à pièce, les loques de son faux patriotisme et de sa morale hypocrite, — il s'écria, d'une voix plus terrible que jamais, que la religion était en danger, que les colonnes de l'Église s'écroulaient, que Henri Heine consommait la ruine du christianisme! Je n'ai pu m'empêcher de rire de tout mon cœur, parce que ces cris affreux me rappelaient un autre pauvre pécheur qui avait été condamné à être fustigé et marqué sur la place du marché de Lubeck, et qui, tout à coup, quand le fer rougi lui toucha le dos, fit entendre d'effroyables cris, et ne cessait de répéter : « Au feu! au feu! il brûle! l'Église est en flammes! » Cette fois encore, les vieilles femmes

prirent peur de ces cris au feu; mais les gens sensés riaient et disaient : « Le pauvre diable! ce n'est que son dos qui brûle, mais l'église tient ferme à sa place, et même la police, de peur des incendiaires, a fait amener plusieurs pompes à feu, et, par une précaution pieuse, il n'est pas même permis de fumer maintenant un cigare dans le voisinage de la religion! » Vraiment, le christianisme n'a jamais été plus anxieusement protégé qu'aujourd'hui.

A cette occasion, je me vois obligé de contredire le bruit d'après lequel M. Wolfgang Menzel s'était enfin décidé, sur les instances de ses collègues, à mettre à profit l'autorisation que je lui ai généreusement donnée de se laver au moins du reproche de lâcheté personnelle. J'avoue franchement que je m'attendais à ce qu'on m'indiquât le temps et le lieu où le chevalier du patriotisme, de la foi et de la patrie, se manifesterait dans toute sa virilité. Malheureusement, jusqu'à cette heure, j'ai attendu en vain, et, par-dessus le marché, les beaux esprits se sont encore moqués de moi dans les journaux allemands. Des farceurs se sont même permis la mauvaise plaisanterie de m'écrire, au nom de l'infortunée épouse du dénonciateur, une lettre où la

pauvre femme se lamente douloureusement des chagrins domestiques qu'elle a à souffrir depuis la publication de mon petit écrit. Impossible d'avoir un moment de tranquillité avec son mari, qui veut montrer à la maison comme quoi il est un héros. La moindre allusion à la lâcheté le met hors de lui. Un soir, il a rossé le petit parce qu'il avait joué « le lièvre sur la muraille. » Dernièrement, il est revenu comme fou de la Chambre, et a tempêté comme un Ajax, parce que tous les yeux s'étaient fixés sur lui, pendant la discussion de cette question juridique : « S'il est permis de livrer impunément quelqu'un à la risée publique ? » Une autre fois, il a pleuré amèrement, parce que l'un de ces Israëlites ingrats qu'il avait voulu émanciper, lui avait dit en plein visage, dans son jargon juif : « Vous n'êtes pas un patriote, vous ne faites rien pour le peuple, vous n'êtes pas le père, mais le capón de la patrie ! » Et c'est la nuit surtout que commence la désolation, et il soupire et gémit et se lamente si bien, qu'une pierre aurait pitié de lui. Impossible d'y tenir davantage, — ainsi finissait la prétendue lettre de la pauvre femme ; — elle aime mieux mourir que de vivre plus longtemps ainsi,

et, pour mettre fin à tout cela, elle offre de se battre elle-même avec moi, à la place de son pusillanime époux !

En lisant cette lettre, je ne remarquai pas tout de suite la mystification, et je m'écriai avec enthousiasme : « Noble femme ! digne Souabe ! digne de ces mères qui autrefois, à Weinsberg, ont sauvé leurs maris en les emportant sur leurs épaules ! »

En général, les femmes du pays de Souabe semblent posséder plus d'énergie que leurs maris, qui, plus d'une fois, n'ont mis l'épée à la main que par l'ordre de leurs moitiés. Je sais une belle Souabe qui, depuis des années, me fait la guerre d'une manière plus terrible que vingt diables, et me poursuit d'une irréconciliable inimitié.

Un naturaliste a fait la remarque fort juste que, dans l'été, surtout pendant la canicule, on écrit beaucoup plus contre moi qu'en hiver.

J'ai déjà dit ailleurs que ce n'était pas pour affecter, selon l'usage d'autrefois, de grands airs de poëte, que je ne m'occupais pas de ces attaques. D'une part, je me sens bâillonné chaque fois que je voudrais me défendre, en exposant le dernier but de mes efforts et de mes aspirations, contre les

reproches d'immoralité, ou de frivolité irréligieuse, ou même d'inconséquence politique. D'autre part, je me trouve en face de mes adversaires dans la même position qu'a décrite avec un sentiment si juste mon ami Sémilasso [1], dans le récit de son voyage en Afrique. Il raconte que, passant la nuit dans un campement de bédouins, une multitude de chiens n'avaient cessé d'aboyer et de hurler et de gémir autour de sa tente, ce qui pourtant ne l'avait pas du tout empêché de dormir. « Y eût-il eu parmi eux un seul clabaud, ajoute-t-il, je n'aurais pu fermer l'œil de toute la nuit. » C'est cela, c'est parce qu'il y a tant de clabauds dans la meute, et parce que le mopse aboie plus haut que le roquet, celui-ci à son tour que le débonnaire basset, ce dernier que le noble lévrier ou le dogue pieux, et que ces sons importuns se perdent dans un hurlement général, c'est pour cela, dis-je, que le vacarme de tant de chiens réunis ne me peut rien.

Non, M. Gustave Pfizer, pas plus que les autres, ne m'a jamais ôté le sommeil, et l'on peut me croire sur parole quand j'affirme que le nom de ce

1. Le prince Puckler-Muskau.

poëtereau ne réveille pas dans mon âme la moindre pensée amère. Mais, pour être complet, je ne puis le passer sous silence : l'école souabe le compte, en effet, parmi les siens; ce qui me paraît assez étrange, puisque, en opposition avec la confrérie, il va voletant, çà et là, plutôt comme une chauve-souris méditative que comme un hanneton sentimental. On m'a envoyé, dans le temps, ses poésies, de Stuttgart, et les lignes amicales qui les accompagnaient m'y ont fait jeter un coup d'œil rapide ; je les ai trouvées cordialement mauvaises. J'en puis dire autant de sa prose, qui est cordialement mauvaise aussi. J'avoue que je n'ai lu autre chose de lui, si ce n'est une dissertation qu'il a écrite contre moi. Elle est sans esprit, maladroite, et d'un style misérable; c'est d'autant plus impardonnable que toute l'école s'était cotisée pour les matériaux. Ce qu'il y a de meilleur dans ce morceau, est le tour bien connu par lequel on rassemble des passages tronqués pris dans les écrits les plus hétérogènes d'un auteur, pour lui imputer toutes les opinions ou toutes les absences d'opinions possibles. L'artifice, il est vrai, n'est pas nouveau, mais il réussit toujours, puisque, de la

part de l'auteur incriminé, aucune réfutation n'est possible, à moins qu'il ne voulût écrire des in-folio pour démontrer que l'un des passages cités est conçu dans un sens humoristique; que l'autre est sérieux peut-être, mais se rapporte à une proposition antérieure qui lui donne son véritable sens; que, d'ailleurs, les passages groupés de la sorte ont été arrachés non pas seulement à leur connexion logique, mais encore à leur ordre chronologique, pour en tirer quelques contradictions apparentes, mais que ces contradictions mêmes témoigneraient de la conséquence la plus rigide, si l'on prenait en considération les temps, les circonstances, les nécessités du moment. Hélas! si l'on réfléchissait combien la stratégie d'un auteur qui combat pour la cause de la liberté européenne est singulièrement compliquée, comment sa tactique est soumise à tous les changements possibles, comment il doit défendre aujourd'hui, comme excessivement important, ce qui peut être tout à fait indifférent demain, comment il doit protéger ou attaquer aujourd'hui ce point-là, demain un autre, selon que l'exigent la position du parti contraire, les alliances changeantes, les victoires ou les défaites du jour!

La seule chose nouvelle et originale que j'aie trouvée dans la dissertation de M. Gustave Pfizer, c'est non-seulement, çà et là, un intervertissement artificieux du sens littéral de mes écrits, mais la falsification de mes paroles. — Ceci est nouveau, original, et, jusqu'à ce jour du moins, on n'avait pas cité un auteur en Allemagne, avec des expressions falsifiées. Ici, toutefois, M. Gustave Pfizer semble être encore un débutant; son talent de falsification fait que les doigts lui démangent, mais on remarque encore chez lui un certain embarras dans l'exécution; et, quand, par exemple, il cite le mot *hostie* au lieu du mot *oublie* de l'original, ou, comme cela lui est arrivé plus d'une fois, *divin* au lieu d'*excellent*, il ne sait pas bien encore quel usage il peut faire d'altérations semblables. C'est un débutant. Mais son talent est incontestable, il l'a suffisamment prouvé, toute justice doit lui être rendue, et il mérite que Wolfgang Menzel, de sa main courageuse, mette sur sa tête sa plus teigneuse couronne de lauriers.

Toutefois, pour être franc, je lui conseille de ne pas cultiver davantage son talent. L'envie pourrait lui prendre d'appliquer ce noble don à des objets

en dehors de la littérature. Il y a des pays où ces choses-là sont récompensées par une cravate de chanvre. J'ai vu pendre quelqu'un à Londres, à Old-Bailey, pour avoir écrit une citation fausse au bas d'une lettre de change, — et le pauvre diable pouvait bien l'avoir fait parce qu'il avait faim, et non pas par polissonnerie, ou par envie vaniteuse, ou même pour obtenir une petite aumône de louange, un pourboire littéraire dans la *feuille* de M. Menzel. Aussi j'avais pitié du pauvre drôle, dont l'exécution fut ralentie par beaucoup de retards. C'est une erreur de croire que la pendaison en Angleterre soit si prompte. Les préparatifs durèrent près d'un quart d'heure. Je m'indigne encore aujourd'hui, quand je pense avec quelle lenteur on mit le lacet au cou du pauvre homme, et on tira sur ses yeux le bonnet de nuit blanc. Auprès de lui se tenaient ses amis, peut-être les camarades de l'école à laquelle il appartenait, et ils attendaient le moment de lui rendre un dernier service, c'est-à-dire de tirer aussi fort que possible les jambes de leur ami pendu, afin d'abréger ainsi les convulsions de l'agonie.

J'ai mentionné M. Gustave Pfizer, parce que je

ne pouvais décemment le passer sous silence en parlant de l'école souabe. Je puis assurer que, dans la sérénité de mon cœur, je n'éprouve pas la moindre mauvaise humeur contre lui. Au contraire, si je pouvais jamais lui rendre un service, je ne le laisserai certainement pas gigotter longtemps.

Et maintenant, parlons sérieusement, cher lecteur; ce que j'ai encore à te dire aujourd'hui n'est pas compatible avec le ton plaisant, avec la bonne humeur légère qui m'animait tout à l'heure. Quelque chose m'oppresse, que je ne puis pas discuter en toute liberté, et qui exigerait pourtant l'aveu le plus franc. J'éprouve, en effet, une véritable crainte de parler ainsi, à l'occasion de l'école souabe, de Louis Uhland, le grand poëte, que je redoute d'offenser en le nommant en aussi pitoyable compagnie. Et pourtant, comme les poëteraux ci-dessus le comptent parmi les leurs, ou même le nomment leur chef, mon silence pourrait être envisagé comme un acte de déloyauté. Bien loin de censurer son œuvre, je voudrais trouver des paroles assez sonores pour exprimer le respect qu'elle m'inspire. Une occasion meilleure s'offrira bientôt pour cela. Je montrerai alors avec détail que, s'il a pu se glisser dans mon

jugement antérieur sur l'excellent poëte[1], quelques accents chagrins, et quelque mauvaise humeur passagère, je n'ai jamais eu l'intention d'être injuste envers lui. C'est seulement au point de vue de l'histoire littéraire, et sur les relations extérieures de sa muse, que j'ai dû exprimer sans détour une pensée qui a pu déplaire à ses amis, mais n'en est pas moins vraie pour cela. En effet, quand je parlai rapidement de Louis Uhland, en le rattachant à *l'École romantique*, dans le livre qui porte précisément ce titre, j'ai démontré assez nettement que l'excellent poëte n'avait pas introduit un chant d'une forme originale et nouvelle, mais qu'il avait reproduit savamment les tons de l'école romantique; que, depuis que les *Lieder* de ses compagnons d'école se sont évanouis, le recueil des poésies d'Uhland doit être considéré comme le seul monument lyrique survivant de cette école, — mais que le poëte lui-même, aussi bien que l'école tout entière, était mort depuis longtemps. Aussi bien que Schlegel, que Tieck, que Fouqué, Uhland dès longtemps est mort, et il n'a sur ces nobles cadavres que

1. Voyez le livre *De l'Allemagne*, I, page 364 (Paris, Michel Lévy frères).

cett grande supériorité, c'est qu'il a bien compris sa mort, et n'a plus rien écrit depuis vingt ans. C'est vraiment un spectacle aussi désagréable que ridicule de voir maintenant les poëteraux souabes compter Uhland au nombre des leurs, tirer le grand défunt de son sépulcre, lui mettre un bourrelet sur la tête, et l'entraîner de force dans la petite chambre basse de leur école; ou bien, comme autrefois les Espagnols avec leur Cid, revêtir d'une cuirasse le héros mort, et le hisser sur un grand cheval pour lui faire exécuter une charge à fond contre les infidèles, c'est-à-dire les contempteurs de l'école souabe!

Avoir à combattre les morts jusque dans le domaine de l'art, voilà ce qui me manquait encore! Par malheur, j'en dois souvent faire autant dans d'autres domaines, et je vous jure, par toutes les douleurs de mon âme, qu'un combat semblable est le plus fatal et le plus harassant de tous. Il n'y a là aucune ardeur fiévreuse, qui rend coup pour coup, jusqu'à ce que les combattants tombent comme ivres çà et là en perdant leur sang. Hélas! les morts nous fatiguent plus qu'ils ne nous blessent, et la lutte devient à la fin d'un mortel ennui. Connais-tu l'histoire du jeune chevalier qui pénétra dans la

forêt enchantée? Ses cheveux étaient d'or, sur son heaume flottait un fier panache, sous sa visière brûlaient ses joues rouges, et le plus généreux courage battait sous sa brillante armure. Mais, dans la forêt, le vent faisait entendre un murmure étrange. Des arbres contrefaits, et rappelant les difformités humaines, s'agitaient d'une manière sinistre. Çà et là, un oiseau blanc regardait comme un spectre à travers la feuillée, et son cri semblait un éclat de rire moqueur. Toute sorte d'animaux fabuleux glissaient comme des ombres à travers les halliers. D'innocents serins gazouillaient aussi, il est vrai, parmi tout cela, et mainte belle fleur silencieuse semblait faire signe du milieu des plantes grimpantes aux larges feuilles. Mais le jeune homme s'avançant toujours, s'écria enfin d'un air de défi : « Quand paraîtra donc le champion qui doit me vaincre? » Alors s'avança, non pas précisément alerte, mais sans trop chanceler pourtant, un grand et maigre chevalier à la visière baissée, et il se prépara à combattre. Les plumes de son panache étaient brisées, son armure plutôt effleurie que mauvaise, son glaive ébréché, mais du meilleur acier, et son bras était vigoureux. Je ne sais pas combien de temps

les deux chevaliers combattirent ensemble, mais cela doit avoir été long, car dans l'intervalle les feuilles tombèrent des arbres, qui restèrent longtemps dépouillés et frissonnants, et puis bourgeonnèrent de nouveau et reverdirent au soleil, et ainsi se succédaient les saisons; — mais ne s'en apercevaient pas les deux combattants, qui frappaient incessamment d'estoc et de taille, d'abord avec une impitoyable furie, puis moins vivement, plus tard même d'une manière presque flegmatique, jusqu'au moment où ils laissèrent tomber leurs glaives, et, tout épuisés, relevèrent leur visière... Spectacle étrange et mélancolique! l'un des chevaliers, le champion provoqué, était un mort, et, sous sa visière ouverte, grimaçait un crâne décharné. L'autre, celui qui était entré jeune homme dans la forêt, avait la figure livide et affaissée d'un vieillard, et ses cheveux étaient maintenant blancs comme la neige. — Du haut des grands arbres, les blancs oiseaux-fantômes faisaient entendre leur rire et leur sifflement moqueur.

Écrit à Paris, dans la lune de mai 1838.

SALON DE 1831

FRAGMENTS

HORACE VERNET

I

... Parmi les tableaux moins importants d'Horace Vernet, il y a un *Camille Desmoulins* qui, monté sur un banc dans le jardin du Palais-Royal, harangue le peuple. De la main gauche, il arrache à un arbre une feuille verte; de la droite, il tient un pistolet. Pauvre Camille! ton courage n'allait pas plus haut que ce banc, et c'est là que tu voulais t'arrêter, et tu regardais autour de toi. Mais *en avant! toujours en avant!* est la parole magique qui peut seule tenir debout les révolutionnaires; du moment qu'ils s'arrêtent et regardent autour d'eux, ils sont perdus

comme Eurydice, lorsque, tout en suivant les accords de la lyre de son époux, elle retourna une seule fois la tête en arrière du côté des horreurs du monde souterrain. Pauvre Camille! pauvre garçon! C'était le temps des joyeuses folies de la liberté, lorsque tu sautais sur un banc, et que tu cassais les lanternes et jetais des pierres dans les fenêtres du despotisme; mais le jeu devint plus tard très-sérieux, les collégiens de la Révolution devinrent des têtes moussues, et leurs cheveux se dressèrent sur leur crâne, et tu entendis retentir autour de toi des accents terribles, et derrière toi, du royaume des ombres, t'appelèrent les voix des fantômes de la Gironde, et tu regardas autour de toi...

Ce tableau ne manquait pas d'intérêt au point de vue des costumes de 1789. Là se voyaient encore les coiffures poudrées, les étroits vêtements de femmes qui ne bouffaient que depuis les hanches, les fracs rayés de diverses couleurs, les redingotes de cochers avec de petits collets, les deux chaînes de montre tombant parallèlement sur le ventre, et même ces gilets terroristes, aux larges revers, qui sont redevenus à la mode parmi la jeunesse républicaine de Paris, et qu'on nomme gilets *à la Robespierre*.

Robespierre lui-même figure dans le tableau, et frappe par sa toilette soignée et son air tiré à quatre épingles. En effet, son extérieur fut toujours net et brillant comme la hache d'une guillotine; mais son intérieur aussi, son cœur était désintéressé, incorruptible et conséquent comme la hache d'une guillotine. Cette rigidité impitoyable n'était pourtant pas de la dureté, c'était de la vertu, la vertu de Junius Brutus que notre cœur condamne et que notre raison admire avec effroi. Robespierre avait même une prédilection particulière pour Desmoulins, son camarade d'école, qu'il fit exécuter lorsque ce *fanfaron de la liberté* se mit à prêcher une modération intempestive, et à encourager des faiblesses dangereuses pour l'État. Tandis que le sang de Camille coulait en place de Grève, peut-être les larmes de Maximilien coulaient-elles dans sa chambre solitaire. Ceci n'est point une façon de parler banale. Dernièrement un ami me disait que Bourdon (de l'Oise) lui avait raconté qu'entrant un jour dans la chambre des séances du Comité de salut public, il y avait trouvé Robespierre, complétement seul, plongé en lui-même, assis devant ses Actes, et pleurant amèrement.

II

« Un plagiat infâme d'un crime étranger! » tels sont les mots par lesquels le vicomte de Chateaubriand désigne le sombre événement qui s'est passé le 21 janvier, sur la place de la Concorde. Il propose d'élever à cet endroit une fontaine dont l'eau jaillirait d'un grand bassin de marbre noir pour laver... « vous savez bien ce que je veux dire, » ajoute-t-il dans un pathos mystérieux. La mort de Louis XVI est le cheval de parade, couvert de longs crêpes, sur lequel le noble vicomte caracole continuellement; depuis des années, il exploite l'ascension du fils de saint Louis; et la pauvreté raffinée de ses déclamations empoisonnées, ses saillies de deuil tirées par les cheveux ne témoignent point d'une douleur véritable. Mais ce qu'il y a de plus choquant dans ses paroles, c'est qu'elles ne sont que l'écho des douleurs du faubourg Saint-Germain, où les vieilles coteries d'émigrés se lamentent encore avec d'hypocrites soupirs, sur le sort de Louis XVI, comme si Louis XVI avait été vraiment des leurs et leur avait appartenu! comme s'ils avaient un privi-

lége particulier pour pleurer sa mort. Et pourtant, cette mort a été une catastrophe universelle, qui atteignait aussi bien le plus mince journalier que le premier maître des cérémonies aux Tuileries, et devait remplir tout cœur d'homme d'un inexprimable chagrin. Oh! les madrés compères! depuis qu'ils ne peuvent plus usurper nos joies les plus légitimes, ils usurpent nos plus légitimes douleurs.

Le moment est peut-être venu de revendiquer le droit populaire universel sur de semblables douleurs, afin que le peuple ne se laisse pas persuader que ce n'est pas à lui qu'appartiennent les rois, mais à quelques puissants élus qui ont le privilége de déplorer, comme la leur propre, toute royale infortune; d'autre part, il est temps peut-être aussi d'exprimer tout haut ces douleurs, aujourd'hui qu'il se rencontre des rhétoriciens politiques raffinés et des bacchantes de la raison qui, avec leur logique insensée et glaciale, voudraient extirper du fond de nos cœurs tout le respect que nous impose l'antique sacrement de la royauté. Mais, pour tout cela, nous nous garderons bien d'appeler la triste cause de ces douleurs un plagiat, beaucoup moins encore un

crime, et encore moins une chose infâme : nous l'appellerons une dispensation de Dieu. Ce serait mettre les hommes en même temps trop haut et trop bas que de leur attribuer tout ensemble une force tellement gigantesque, et tant de méchanceté, qu'ils auraient répandu par leur volonté seule ce sang dont Chateaubriand voudrait effacer les traces avec l'eau de son bassin noir.

Vraiment, quand on réfléchit aux circonstances du temps, et qu'on réveille les aveux des témoins encore vivants, on s'aperçoit combien peu la libre volonté humaine a joué un rôle prépondérant dans la mort de Louis XVI. Plusieurs, qui voulaient voter contre la mort, firent le contraire lorsqu'ils furent montés à la tribune, et se trouvèrent saisis par l'obscure folie du désespoir politique. Les Girondins sentirent qu'ils prononçaient en même temps leur propre sentence de mort. Maint discours tenu à cette occasion ne servit qu'à étourdir son auteur. L'abbé Siéyès, dégoûté de ce repoussant verbiage, vota simplement la mort, et, quand il fut descendu de la tribune, il dit à l'un de ses amis : « J'ai voté la mort sans phrases. » La calomnie s'empara de ce mot dit dans le particulier ; on imputa au plus doux

des hommes cette parole cruelle : *La mort sans phrases* comme une parole parlementaire ; et elle se trouve maintenant dans tous les livres de classe, et les écoliers l'apprennent par cœur. On m'assure, de tous côtés, que le trouble et le deuil régnaient dans tout Paris le 21 janvier. Les jacobins les plus enragés semblaient eux-mêmes accablés d'un malaise douloureux. Mon cocher de cabriolet, un vieux sans-culotte, m'a raconté que, quand il vit mourir le roi, il lui sembla « qu'on lui eût coupé un membre à lui-même. » Il ajouta : « Cela me fit mal dans l'estomac, et tout le jour la nourriture me dégoûta. » Il prétendait encore que « le vieux Véto » avait l'air très-agité, comme s'il eût voulu se défendre. Une chose est certaine, c'est qu'il ne mourut pas avec autant de grandeur que Charles Ier, qui prononça d'abord tranquillement un long discours de protestation, pendant lequel il resta si calme, que, plus d'une fois il s'interrompit pour inviter les gentilshommes qui l'entouraient à ne pas toucher à la hache, de peur de l'émousser. Le mystérieux bourreau masqué de White-Hall fait aussi un effet plus poétiquement terrible que Sanson avec son visage découvert. Cour et bourreau avaient laissé tomber

leur dernier masque, et ce fut un spectacle prosaïque. Peut-être Louis aurait-il prononcé un long discours de pardon chrétien, si, dès les premiers mots, les tambours n'avaient pas commencé à battre, de sorte qu'on entendit à peine sa protestation d'innocence. Les sublimes paroles d'ascension, que Chateaubriand et ses pareils ne cessent de paraphraser : « Fils de saint Louis, montez au ciel ! » ces paroles n'ont point été prononcées sur l'échafaud; elles ne conviennent nullement au caractère tout ordinaire et prosaïque du bon Edgeworth, à qui on les attribue, et sont l'invention d'un journaliste du temps, nommé Charles Hiss, qui les fit imprimer le même jour. Il est vrai que de semblables rectifications sont fort inutiles; ces paroles se trouvent dans tous les manuels, il y a longtemps qu'on les sait par cœur, et les pauvres écoliers devraient, en outre, apprendre encore par cœur que ces paroles n'ont jamais été prononcées.

PAUL DELAROCHE

Ce qui m'a surtout ému devant ce tableau *(les Enfants d'Édouard)*, c'est que je retrouvais dans la figure du malheureux prince, les yeux d'un ami cher, qui m'avaient souvent souri, et qui ressemblaient à d'autres yeux plus chers encore. Devant le tableau de Delaroche, je me ressouvenais toujours du moment où, dans un beau château de ma chère Pologne, debout devant le portrait de mon ami, je parlais de lui avec sa gracieuse sœur, dont je comparais à part moi les yeux avec les siens. Nous parlions aussi du peintre de ce portrait, qui venait de mourir, et nous remarquions comme les hommes s'en vont ainsi les uns après les autres. — Hélas! ce cher ami, lui aussi est maintenant mort, tué à Praga; les beaux yeux de sa sœur sont aussi fermés pour toujours; leur château a été brûlé, et l'angoisse de la solitude me prend quand je songe que ce ne sont pas seulement ceux que nous aimons qui disparaissent si vite de ce monde, mais qu'il ne reste pas même une trace des endroits où nous

avons vécu avec eux, comme si rien de tout cela n'avait jamais existé, et que tout ne fût qu'un rêve!

EUGÈNE DELACROIX

Parmi les spectateurs de ce tableau [1], beaucoup avaient pris part comme combattants, ou tout au moins assisté aux journées de Juillet, et ceux-là ne pouvaient assez le vanter. « Mâtin, criait un épicier, ces gamins se sont battus comme des géants! » Une jeune dame trouvait qu'il y manquait l'élève de l'École polytechnique qu'on voit dans toutes les autres représentations de la révolution de Juillet (il s'en trouve un grand nombre, plus de quarante, à l'Exposition actuelle). Un caporal alsacien disait en allemand à son camarade : « Comme la peinture est pourtant un grand artifice! comme tout cela est fidèlement copié! comme ce mort qui est là étendu sur la terre est naturel. On jurerait qu'il respire. »

« Papa, disait une petite carliste, qui est donc

1. *La Révolution de Juillet.*

cette sale femme avec un bonnet rouge ? — En effet, chère enfant, répondait le noble papa avec un sourire doucereusement moqueur, elle n'a rien à faire avec la pureté des lis. C'est la déesse de la liberté. — Papa, elle n'a pas même de chemise. — Une véritable déesse de la liberté, chère enfant, n'a pas d'ordinaire une chemise, et c'est pourquoi elle est si fort irritée contre ceux qui portent du linge blanc. »

A ces mots, le monsieur abaissa un peu ses manchettes sur ses longues mains oisives, et dit à son voisin : « Éminence, si les républicains sont assez heureux aujourd'hui pour que quelque vieille femme soit tuée par la garde nationale, ils porteront le saint cadavre tout le long des boulevards, le peuple deviendra furieux, et nous aurons une nouvelle révolution. — Tant mieux ! chuchota l'Éminence, un homme maigre, boutonné jusqu'au menton, qui se masque en homme du monde comme cela arrive maintenant à Paris à tous les prêtres, par crainte des outrages publics, peut-être par mauvaise conscience ! tant mieux, marquis ; pourvu seulement qu'il arrive assez d'horreurs, pour que de nouveau la mesure soit comble ! Alors, la Révolu-

tion dévorera ses propres auteurs, surtout ces orgueilleux banquiers qui, grâce à Dieu, sont déjà ruinés. — Oui, Éminence, ils voulaient nous anéantir à tout prix, parce que nous ne les avions pas accueillis dans nos salons; c'est le secret de la révolution de Juillet; on répandit de l'argent parmi les faubouriens, les ouvriers furent renvoyés des fabriques, on paya les marchands de vin qui distribuaient du vin gratis, et y mêlaient encore de la poudre pour échauffer le peuple, et, du reste, *c'était le soleil!* »

Le marquis a peut être raison : c'était le soleil. Dans le mois de juillet surtout, le soleil a toujours des plus puissamment enflammé de ses rayons le cœur des Parisiens, quand la liberté était menacée; et alors le peuple de Paris se levait, ivre de soleil, contre les bastilles vermoulues et les ordonnances d'esclavage. Le soleil et la ville se comprennent admirablement, et ils s'aiment. Le soir, avant que le soleil descende dans la mer, son regard s'arrête longtemps encore avec complaisance sur la belle ville de Paris, et, de ses derniers rayons, il baise les drapeaux tricolores qui flottent sur ses tours. C'est à bon droit qu'un poëte français avait pro-

posé de célébrer les journées de Juillet par un mariage symbolique, et, comme autrefois le doge de Venise montait chaque année sur *le Bucentaure* doré, pour marier Venise avec l'Adriatique, de solenniser chaque année le mariage de la ville de Paris avec le soleil, le grand astre flamboyant, la bonne étoile de la liberté. Casimir Périer n'a pas goûté ce projet; il craint le tapage de la veille de noces, il craint la trop grande ardeur de semblables fiançailles, et il accorde tout au plus à la ville de Paris un mariage morganatique avec le soleil.

MIRABEAU

ET

LA RÉVOLUTION

« Voici, la lie même de l'usure, du larcin et de la rapine, ce sont nos grands et seigneurs, qui prennent pour eux toutes les créatures, les poissons dans l'eau, les oiseaux dans l'air et les produits de la terre. Tout doit être leur (Isaïe). Là-dessus, ils publient parmi les pauvres le commandement de Dieu, et disent : « Dieu a commandé, tu ne voleras » point ! » Mais cela n'est pas à leur usage. C'est qu'ils arrachent de dessus eux la peau de tous les hommes, les pauvres laboureurs, artisans et tout ce qui vit, et arrachent leur chair de dessus leurs os (Michée), et, quand le pauvre alors attente au Très-Saint, on-

le prend, et le docteur Menteur [1] dit : *Amen!* Mais ce sont les seigneurs qui sont eux-mêmes cause que le pauvre leur est hostile. Ils ne veulent pas supprimer la cause de la révolte; comment les choses pourraient-elles s'améliorer ainsi? Et, parce que je dis cela, mes amis, je serai un séditieux. Bien! »

Ainsi parlait, il y a trois cents ans, Thomas Munzer, l'un des fils les plus héroïques et les plus malheureux de la patrie allemande, un prédicateur de l'Évangile, qui, selon lui, ne promettait pas seulement la félicité dans le ciel, mais commandait aussi l'égalité et la fraternité des hommes sur la terre. Le docteur Martin Luther était d'une autre opinion, et condamna ces doctrines révolution-

1. En allemand le docteur *Lügner*, allusion au docteur *Luther*. — Le réformateur avait d'abord reconnu la justice de quelques-uns des griefs des paysans contre l'aristocratie ecclésiastique et séculière. Mais, lorsque les paysans, pour faire triompher leur cause, coururent aux armes, entraînés par des fanatiques qui, comme Thomas Munzer, prêchaient l'égalité absolue des hommes, et la communauté des biens, en s'appuyant sur des révélations divines, et ne se faisant pas faute d'injures contre l'homme-chair, et le viveur de Wittenberg (Luther), alors il se tourna contre eux, et déclara qu'il fallait les tuer comme des chiens enragés. — Plus tard, ce grand homme reconnut lui-même qu'il avait été trop bien obéi.

(*Note du traducteur.*)

naires qui mettaient en danger son œuvre à lui, la séparation d'avec Rome et l'établissement d'une confession nouvelle; et c'est peut-être plus encore par prudence humaine que par mauvais zèle religieux, qu'il écrivit son livre peu glorieux sur les malheureux paysans. Des piétistes et des chattemites serviles ont remis dans ces derniers temps ce livre en lumière, et en ont répandu une nouvelle édition dans le pays, d'un côté pour montrer à leurs puissants protecteurs combien la pure doctrine luthérienne est favorable à l'absolutisme, de l'autre pour éteindre en Allemagne, par l'autorité du nom de Luther, l'enthousiasme de la liberté. Mais un témoin plus saint, dont le sang lui-même parle dans l'Évangile, condamne ces pensées d'esclaves, et met à néant cette autorité erronée; Christ, qui est mort pour la liberté et l'égalité des hommes, n'a pas révélé sa parole comme un instrument de l'absolutisme, et Luther avait tort, et Thomas Munzer raison. Il fut décapité à Moedlin. Ses compagnons avaient raison également, et ils furent exécutés, les uns par le glaive, les autres par la corde, selon qu'ils étaient nobles ou vilains. Outre ces exécutions capitales, le margrave Casimir d'Anspach fit crever

les yeux à quatre-vingt-cinq paysans, qui allèrent ensuite mendier çà et là leur pain dans le pays, et qui avaient également raison. Chacun sait ce qui advint dans la haute Autriche et la Souabe aux pauvres paysans, et comment plusieurs centaines de mille individus, qui ne réclamaient rien que les droits de l'homme et la mansuétude chrétienne, furent massacrés et égorgés en Allemagne par leurs seigneurs spirituels et séculiers. Mais ces derniers avaient aussi raison, car ils étaient encore dans la plénitude de leur force, et les paysans se fourvoyèrent parfois, grâce à l'autorité d'un Luther et d'autres ecclésiastiques, qui tenaient pour les séculiers, et à des controverses intempestives sur des passages ambigus de la Bible, et aussi parce qu'ils chantaient quelquefois des psaumes au lieu de se battre.

En l'an de grâce 1789, commença en France le même combat pour l'égalité et la fraternité, pour les mêmes motifs et contre les mêmes puissances; seulement, celles-ci s'étaient affaiblies avec le temps, tandis que le peuple était devenu plus fort, et n'appuyait plus ses légitimes réclamations sur l'Évangile, mais sur la philosophie. Les institutions féodales et hiérarchiques que Charlemagne avait

fondées dans son vaste empire, et qui s'étaient encore développées de diverses manières dans les États qui en sont sortis, ces institutions avaient jeté en France de puissantes racines, et prospéré pendant des siècles, mais, comme toutes choses dans ce monde, avaient fini par perdre leur force. Les rois de France, mécontents de leur dépendance de la noblesse qui se croyait leur égale, et du clergé qui régnait plus qu'eux-mêmes sur le peuple, avaient su anéantir peu à peu l'indépendance de ces deux puissances; et, sous Louis XIV, cette œuvre orgueilleuse était achevée. Au lieu d'une noblesse féodale et guerrière, qui autrefois dominait et protégeait les rois, on voyait ramper maintenant autour des marches du trône une noblesse de cour énervée, à laquelle le nombre de ses ancêtres et non pas celui de ses châteaux forts et de ses vassaux, donnait seul de l'importance; au lieu de prêtres altiers et ultramontains, qui épouvantaient les rois par la confession et l'interdit, en même temps qu'ils tenaient le peuple en bride, il y eut une église gallicane, et comme qui dirait médiatisee, dont il fallait solliciter subrepticement les charges à l'Œil-de-bœuf de Versailles, ou dans le boudoir des maîtresses, et

dont les hauts dignitaires étaient de ces mêmes nobles qui paradaient comme domestiques de cour, de sorte que les costumes d'abbé et d'évêque, le pallium et la mître, pouvaient être envisagés comme une autre espèce de livrée; — et, en dépit de cette transformation, la noblesse conserva les priviléges qu'elle avait eus autrefois sur le peuple; oui, son dédain même s'accrut pour ce dernier, d'autant plus qu'elle s'humiliait davantage devant son royal maître; après comme avant, elle usurpa toutes les jouissances, elle écrasa et blessa après comme avant; et ce clergé qui avait perdu depuis longtemps sa puissance sur les esprits, mais qui avait conservé ses dîmes, son monopole d'un Dieu triple, ses priviléges d'oppression spirituelle et d'artifices ecclésiastiques, le clergé en fit autant. Ce qu'avaient tenté un jour, dans la guerre des paysans, les prédicateurs de l'Évangile, les philosophes le tentèrent alors en France, et avec un meilleur succès; ils démontrèrent au peuple les usurpations de la noblesse et de l'Église; ils lui prouvèrent que l'une et l'autre étaient désormais sans force, — et le peuple jubila, et, comme le 14 juillet 1789, le temps était très-favorable, il commença l'œuvre de son affran-

chissement, et celui qui visita, le 14 juillet 1790, la place où s'élevait naguère la vieille Bastille, avec son aspect sinistre, aperçut un léger bâtiment portant cette gaie inscription : *Ici l'on danse.*

Depuis dix-sept ans, beaucoup d'écrivains en Europe se sont infatigablement efforcés de justifier les philosophes français du reproche d'avoir été essentiellement cause de l'explosion de la Révolution. Les savants de nos jours voulaient de nouveau être reçus en grâce auprès des grands, reconquérir leur commode petite place aux pieds des puissances, et ils se comportèrent pour cela d'une manière si servilement innocente, qu'on ne vit plus en eux des serpents, mais de la vermine ordinaire. Pour moi, je suis forcé de convenir, conformément à la vérité, que ce sont précisément les hommes de lettres du siècle passé, qui ont le plus favorisé l'explosion de la Révolution, et en ont déterminé le caractère. Mais je les honore pour cela, comme on loue le médecin qui a provoqué une crise subite, et tempéré par son art la nature d'une maladie qui pouvait devenir mortelle. Sans la parole des écrivains, l'état morbide de la France serait devenu toujours plus intolérable ; et la Révolution, qui devait pourtant finir

par éclater, aurait pris une forme moins noble; elle serait devenue vulgaire et cruelle, tandis qu'elle ne fut que tragique et sanglante; oui, ce qui est pis encore, elle aurait dégénéré peut-être en ridicule et en sottise, si les détresses matérielles n'avaient pas reçu une expression idéale; — ce qui malheureusement n'est point le cas dans les pays où les écrivains n'ont pas excité le peuple à réclamer une déclaration des droits de l'homme, et où l'on fait une révolution pour ne pas payer l'octroi à la barrière, ou pour se débarrasser d'une maîtresse, etc. Voltaire et Rousseau, plus que tous les autres, ont préparé la Révolution, lui ont frayé ses voies, et encore aujourd'hui dirigent et gouvernent intellectuellement le peuple français. L'inimitié même de ces deux écrivains a réagi merveilleusement; la lutte de parti, parmi les hommes de la Révolution, n'est peut-être jusqu'à cette heure que la continuation de cette même inimitié [1].

1. La lutte entre les révolutionnaires de la Convention n'était autre chose que la sourde colère du rigorisme de Rousseau contre la légèreté de Voltaire. Les vrais montagnards avaient tout à fait la manière de penser et de sentir de Rousseau, et, quand ils guillotinèrent en même temps les dantonistes et les hébertistes, cela n'eut pas lieu seulement parce que les premiers prêchaient un modéran-

Toutefois, on fait tort à Voltaire quand on prétend qu'il n'a pas été aussi enthousiaste que Rousseau; il fut seulement plus avisé et plus habile. La

tisme par trop énervant, tandis que les autres tombaient dans le sans culottisme le plus effréné, mais parce que, comme me le disait dernièrement un vieux montagnard, « ils étaient tous des hommes pourris, frivoles, sans croyance et sans vertu. » Les révolutionnaires violents étaient assez unis quand il s'agissait de détruire l'ancien régime; mais, quand il fallait arriver à quelque chose de positif, et fonder le régime nouveau, alors s'éveillaient les antipathies naturelles. Le sérieux Saint-Just, un fanatique à la Rousseau, haïssait le spirituel et gai fanfaron Desmoulins. L'incorruptible Robespierre détestait le sensuel et vénal Danton. Maximilien Robespierre était l'incarnation de Rousseau; il était profondément religieux, croyait à Dieu et à l'immortalité de l'âme, détestait les railleries religieuses de Voltaire, les indignes jongleries d'un Gobel, les orgies des athées; il haïssait peut-être tout homme qui avait de l'esprit et riait volontiers.

Le parti de Voltaire, battu auparavant, vainquit au 9 thermidor; sous le Directoire, il fit sa réaction contre la montagne; plus tard, pendant les jeux héroïques de l'Empire et la pieuse comédie chrétienne de la Restauration, il ne put se produire que dans des rôles secondaires; mais nous l'avons vu pourtant jusqu'à cette heure, plus ou moins actif, assis au timon de l'État, et représenté par l'ancien évêque d'Autun, Charles-Maurice Talleyrand. Le parti de Rousseau, opprimé depuis ce jour de thermidor, vit pauvre mais sain d'esprit et de corps, dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau; il vit sous la figure d'un Garnier-Pagès, d'un Cavaignac, et de tant d'autres nobles républicains qui, de temps à autre, viennent rendre témoignage avec leur sang à l'Évangile de la liberté. Je ne suis pas assez vertueux pour jamais pouvoir me rattacher à ce parti, mais je hais trop le vice pour que je puisse jamais le combattre.

lourdeur se réfugie toujours dans le stoïcisme, et gronde sourdement à la vue de la souplesse d'autrui. Alfieri reproche à Voltaire d'avoir écrit, en qualité de philosophe, contre les grands, tandis qu'en qualité de chambellan, il portait les flambeaux devant eux. Le sombre Piémontais ne remarquait pas que Voltaire, tandis qu'il portait avec empressement le flambeau devant les grands, mettait en même temps en lumière leurs côtés faibles. Mais je ne veux nullement justifier Voltaire du reproche de flatterie; lui et la plupart des écrivains français rampaient comme de petits chiens aux pieds de la noblesse, et léchaient ses éperons d'or, et souriaient quand ils s'y déchiraient la langue, et se laissaient fouler aux pieds. Mais, quand on donne un coup de pied aux petits chiens, cela leur fait autant de mal qu'aux gros chiens. La haine secrète des écrivains français contre les grands doit avoir été d'autant plus terrible, qu'outre les coups de pied à l'occasion ils avaient aussi reçu d'eux beaucoup de bienfaits réels. Garat raconte que Chamfort, au commencement de la Révolution, comme on collectait de l'argent pour un but révolutionnaire, tira d'une vieille bourse de cuir et donna joyeusement mille écus, les

épargnes de toute une vie laborieuse. Et Chamfort était avare, et fut toujours protégé des grands.

Mais, plus encore que les hommes de lettres, les hommes d'industrie ont avancé la chute de l'ancien régime. Si les premiers pensaient qu'à la place de ce régime allait commencer celui des capacités, les autres, les industriels, croyaient que c'était eux, la partie du peuple, en effet, la plus puissante et la plus forte, dont la loi devait reconnaître la haute importance, et, par conséquent aussi, l'égalité civile et la coopération aux affaires d'État. Effectivement, comme les institutions avaient reposé jusqu'alors sur l'ancien système militaire et la foi de l'Église, qui n'avaient plus en eux aucune vie véritable, la société devait être basée sur les deux puissances nouvelles où fermentait précisément la vie la plus forte, à savoir la science et l'industrie. Le clergé, qui, depuis l'invention de l'imprimerie, était demeuré intellectuellement arriéré, et la noblesse, qui avait reçu un coup mortel de l'invention de la poudre à canon, auraient dû s'apercevoir que la puissance qu'ils possédaient depuis mille ans, échappait à leurs mains orgueilleuses mais débiles, pour passer dans les mains méprisées mais fortes des

savants et des industriels; ils auraient dû reconnaître que cette puissance perdue ne pouvait être reconquise que par une alliance avec ces derniers; mais ils ne surent pas le voir, ils se défendirent follement contre le destin, un combat douloureux et insensé commença, celui du mensonge et de l'orgueil contre une nécessité de fer, contre la guillotine et la vérité, contre la vie et l'enthousiasme, et nous sommes maintenant encore sur le champ de bataille.

Alors se trouva un lamentable ministre, respectable banquier, bon père de famille, bon chrétien, bon comptable, le Pantalon de la Révolution, qui croyait fort et ferme que le déficit du budget était la véritable cause du mal et de la querelle; et il se mit à calculer nuit et jour, et, à force de chiffrer, il n'aperçut plus les hommes ni leurs figures menaçantes; cependant, dans sa sottise, il eut une fort bonne idée, à savoir la convocation des notables. Je dis une fort bonne idée, parce que la liberté en bénéficia; sans ce déficit, la France aurait langui longtemps encore dans cet état du plus pénible malaise; réellement il n'était pas possible de payer ce déficit avec de l'argent, précisément parce qu'il détermina

une crise dans la maladie; cette convocation des notables accélera la crise, et, par conséquent, aussi la guérison; et, quand, un jour, on placera le buste de Necker dans le Panthéon de la liberté, nous mettrons sur sa tête une couronne de fou surmontée d'une patriotique couronne de chêne. Vraiment, s'il est insensé de ne voir dans les choses que les personnes, il l'est plus encore de ne voir dans les choses que les chiffres. Mais il y a de petits esprits qui cherchent à combiner l'une et l'autre erreur de la manière la plus raffinée, et qui veulent trouver dans les personnes les chiffres qui expliqueront les choses. Il ne leur suffit pas d'estimer que Jules César est l'auteur de la ruine de la liberté romaine; mais ils prétendent que cet homme de génie était si fortement endetté, qu'il se vit forcé, pour n'être pas mis sous clef lui-même, de mettre sous clef le monde entier, y compris ses créanciers. Si je ne me trompe, cette argumentation est basée sur un passage de Plutarque, où l'historien parle des dettes de César. Bourienne, le croupier banal du jeu de hasard de l'Empire, la pauvre âme pitoyable a donné à entendre, dans ses Mémoires, que ce pouvait bien avoir été des embarras d'argent qui, au commencement de

sa carrière, avaient poussé Napoléon Bonaparte à de grandes entreprises. C'est de la même façon que beaucoup de profonds penseurs, non contents de prendre Mirabeau pour la cause de la chute de la monarchie française, prétendent encore qu'il était si pressé d'embarras d'argent et de dettes, qu'il n'avait pu se tirer d'affaire que par la destruction de l'ordre de choses existant. Je ne veux pas m'occuper davantage d'absurdités semblables, mais je devais m'y arrêter en passant, parce que, dans ces derniers temps surtout, on les a vues s'épanouir dans toute leur splendeur. C'est Mirabeau, en effet, qu'on regarde comme le représentant par excellence de cette première phase de la Révolution qui s'ouvre et se clôt avec l'Assemblée nationale. Il est devenu, comme tel, un héros populaire; on parle journellement de lui, on l'aperçoit partout peint ou sculpté, on le représente sur tous les théâtres et sous toutes ses formes, pauvre et farouche, aimant et haïssant, riant et grinçant les dents; un dieu insouciant et endetté auquel appartenaient le ciel et la terre, et qui était capable de perdre au pharaon sa dernière étoile fixe, et son dernier louis; un Samson qui renverse les colonnes de l'État pour ensevelir sous l'édifice

croulant ses Philistins qui lui demandent de l'argent ; un Hercule qui, à l'entrée du carrefour, au lieu de choisir, s'entend avec les deux dames, et sait se reposer dans les bras de la volupté des fatigues de la vertu, « Ariel-Caliban, rayonnant de génie et de laideur, » que la prose de l'amour dégrisait, quand la poésie de la raison l'avait enivré ; un roué de la liberté, transfiguré et digne d'adoration ; un être hybride que pouvait seul décrire Jules Janin.

C'est précisément par les contradictions morales de son caractère et de sa vie que Mirabeau est bien le représentant de son temps, qui était comme lui libertin et sublime, riche et endetté ; qui, prisonnier comme lui, écrivait les romans les plus lubriques, mais aussi les plus nobles livres d'émancipation, et, plus tard, bien que chargé de la vieille perruque poudrée et portant encore un bout de sa chaîne infâme d'autrefois, apparut comme le héraut d'un nouveau printemps dans le monde, et adressa au maître des cérémonies du passé ces paroles hardies : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la puissance du peuple, et qu'on ne nous en arrachera que par la force des baïonnettes. » C'est

avec ces paroles que commence la Révolution française ! aucun roturier n'aurait eu le courage de les prononcer; la langue des roturiers et des vilains était encore liée par le charme muet de l'antique obéissance; et c'est pourquoi ce fut dans la noblesse, dans cette caste effrontée qui n'avait jamais ressenti pour les rois un véritable respect, que les temps nouveaux trouvèrent leur premier organe.

On m'a assuré récemment, je dois l'avouer, que ces paroles historiques de Mirabeau appartenaient proprement à Volney, qui, assis à côté de lui, les lui avait soufflées. Je ne crois pas que cette version soit tout à fait imaginaire; elle n'est nullement en contradiction avec le caractère de Mirabeau, qui empruntait à ses amis leurs idées aussi volontiers que leur argent, et qui, pour cela, est horriblement décrié dans beaucoup de Mémoires, particulièrement dans ceux de Brissot, et dans les souvenirs récemment publiés de Dumont. C'est pour cela que plusieurs de ses contemporains ont mis en doute la grandeur de son talent oratoire, et ne lui ont accordé que des saillies à effet, des coups de théâtre de tribune. Il est difficile de le juger maintenant

sous ce rapport. D'après le témoignage de ceux qui ont vécu avec lui et qu'on peut encore interroger sur son compte, la magie de ses discours tenait plus à sa personne qu'à ses paroles mêmes. Surtout quand il parlait bas, on frissonnait à l'étrange accent de sa voix ; on entendait siffler les vipères qui rampaient cachées sous les fleurs oratoires. Devenait-il passionné, il était irrésistible. On raconte de madame de Staël qu'elle se trouvait dans la galerie de l'Assemblée nationale quand Mirabeau monta à la tribune pour parler contre Necker. Il va sans dire qu'une fille, adorant son père comme elle, était pleine de fureur et de rage contre Mirabeau ; mais ces sentiments hostiles s'évanouirent à mesure qu'elle l'écouta davantage, et enfin, lorsque l'ouragan de son discours s'éleva à la plus terrible magnificence, quand les éclairs empoisonnés jaillirent de ses yeux, quand les coups de tonnerre éclatèrent de son âme en roulant comme pour ébranler un monde, — alors madame de Staël, le corps à demi-penché sur la balustrade de la galerie, se mit à applaudir comme une folle.

Mais ce que disait cet homme était plus considérable encore que son talent oratoire. C'est mainte-

nant que nous pouvons le juger avec une entière impartialité, et nous voyons que Mirabeau a compris son temps de la manière la plus profonde, qu'il ne savait pas seulement détruire, mais encore reconstruire, et qu'il comprenait mieux cette dernière besogne que les maîtres qui jusqu'à aujourd'hui s'appliquent à cette grande œuvre. Nous trouvons dans les écrits de Mirabeau les idées maîtresses d'une monarchie constitutionnelle, telle que la France en avait besoin. Nous en découvrons le plan, bien qu'il ne soit qu'esquissé à la hâte en lignes à peine indiquées ; et véritablement je recommande à tous les princes sages et précautionneux de l'Europe l'étude de ces lignes, de cette esquisse de droit public, que le plus grand génie politique de notre temps a dessinées avec une prophétique habileté et une sûreté mathématique. Il serait important de chercher à utiliser tout particulièrement pour l'Allemagne les écrits de Mirabeau à ce point de vue. Ses pensées négatives et révolutionnaires ont été facilement comprises, et ont agi rapidement. Mais ses pensées positives et organisatrices, non moins puissantes, ont été moins bien saisies et moins efficaces.

Ce que l'on a le moins compris, c'est la prédilection de Mirabeau pour la monarchie. Ce qu'il voulait lui ôter en puissance absolue, il songeait à l'en dédommager en stabilité constitutionnelle. Ouis il songeait à augmenter et à fortifier encore la puissance royale, en arrachant violemment le roi aux mains des classes supérieures, qui le gouvernaient de fait par les intrigues de cour et le confessionnal, et en le poussant bien plutôt dans les bras du tier, état. — Mirabeau était précisément le précurseur de cette monarchie constitutionnelle, qui, à mon sens, était le vœu de son temps, et qui est réclamée, dans le temps présent, par nous autres Allemands, sous des formules plus ou moins démocratiques.

C'est ce monarchisme constitutionnel qui a le plus nui à la bonne renommée de Mirabeau; car les révolutionnaires qui ne le comprenaient pas, virent là une apostasie, et pensèrent qu'il avait vendu la Révolution. Alors, ils le couvrirent d'injures à l'envi des aristocrates, qui, eux, le haïssaient parce qu'ils le comprenaient et savaient bien que Mirabeau, par l'abolition des priviléges, voulait rajeunir et sauver à leurs frais la monarchie. Mais de même que les

misères des privilégiés le repoussaient, la grossièreté de la plupart des démagogues devait lui être antipathique, d'autant plus qu'avec cette folie débordante que nous connaissons bien, ils prêchaient déjà la république. Il est intéressant de voir, dans les journaux du temps, à quels singuliers moyens les démagogues, qui n'osaient pas encore s'attaquer à la popularité de Mirabeau, avaient recours pour paralyser les tendances monarchiques du grand tribun. Un jour que Mirabeau s'était prononcé très-nettement dans le sens monarchiste, ils s'avisèrent de faire courir le bruit que souvent Mirabeau ne faisait pas lui-même ses discours, et qu'il lui était arrivé d'oublier de lire à l'avance le discours qu'il avait reçu de l'un de ses amis, et de remarquer seulement à la tribune que cet ami y avait perfidement glissé un plaidoyer entièrement royaliste.

On discute toujours la question de savoir si Mirabeau serait parvenu à sauver et à reconstruire la monarchie. Les uns disent qu'il mourut trop tôt, les autres qu'il mourut au bon moment. Il ne mourut pas empoisonné, parce que l'aristocratie avait précisément alors besoin de lui. Les hommes du

peuple n'empoisonnent point; la coupe empoisonnée appartient à la vieille tragédie de palais. Mirabeau mourut de deux danseuses, mesdemoiselles Hélisberg et Colombe, et d'un pâté aux truffes qu'il avait mangé une heure auparavant.

LES JOURNÉES DE JUIN

(1832)

Paris, le 5 juin.

Le convoi funèbre du général Lamarque, un *convoi d'opposition*, comme disent les philippistes, vient de partir de la Madeleine pour la place de la Bastille; il y avait plus de gens en deuil et de spectateurs qu'aux funérailles de Casimir Périer. Le peuple traînait lui-même le char funèbre. On était particulièrement frappé de voir les patriotes étrangers, dont les bannières nationales étaient portées à la file. Je remarquai parmi celles-ci un drapeau aux couleurs noire, rouge cramoisi et or. Vers une heure tomba une forte pluie qui dura plus de trente minutes; une foule immense n'en resta pas moins sur

les boulevards, la plupart des hommes la tête découverte. Quand le cortége arriva à la hauteur du théâtre des Variétés, et au moment où défilait la colonne des *Amis du peuple*, parmi lesquels plusieurs criaient : *Vive la République!* un sergent de ville voulut intervenir; mais on se jeta sur lui, on brisa son épée, et il y eut un affreux tumulte qui ne s'apaisa qu'avec peine. Le spectacle d'une perturbation semblable qui mit en mouvement quelques centaines de mille personnes, était assez remarquable et faisait réfléchir.

On prétendait hier aux Tuileries que la duchesse de Berry avait été arrêtée à Nantes. S'il en est ainsi, Louis-Philippe sera dans un grand embarras, car il ne saurait déférer aux tribunaux la nièce de la reine, et il doit pourtant éloigner de lui le soupçon d'être en relations amicales avec sa famille à Holyrood. Quant au maréchal Bourmont, on ne doute pas qu'il n'ait été arrêté. Si on le fait paraître devant un conseil de guerre, il mourra comme Ney, seulement moins glorieux et moins regretté!

Paris, le 6 juin.

Je ne sais si j'ai mentionné, dans ma lettre d'hier, que, vers le soir, une émeute avait commencé. Lorsque le cortége arriva sur les boulevards, et qu'eut lieu l'incident près des Variétés, on pouvait déjà pressentir un malheur. Il est difficile de dire à qui est la faute de cette explosion terrible. Les bruits les plus contradictoires courent toujours sur le commencement des hostilités, sur les événements de la nuit, et sur l'état des choses en général. Je veux seulement rapporter ici un événement qui m'est confirmé de plusieurs côtés, et de la manière la plus positive. Lorsque La Fayette, dont la présence au convoi avait excité partout l'enthousiasme, eut fini son discours sur la place du pont d'Austerlitz, où se fit la cérémonie funèbre, on lui mit sur la tête une couronne d'immortelles. En même temps, on surmonta d'un bonnet phrygien un drapeau rouge qui, déjà auparavant, avait été fort remarqué, et un élève de l'École polytechnique, monté sur les épaules de ses voisins, agita son épée nue sous ce bonnet rouge, en criant : *Vive la liberté!* d'autres disent: *Vive la République!* La Fayette

alors doit avoir placé sa couronne d'immortelles sur le bonnet de la liberté; beaucoup de gens dignes de foi prétendent l'avoir vu de leurs propres yeux. Il est possible que cet acte symbolique ait eu lieu par contrainte ou par surprise; mais il est possible aussi qu'un tiers ait été en jeu, sans qu'on ait pu le remarquer à cause de la foule. Après cette manifestation, quelques-uns disent qu'on voulut promener en triomphe dans Paris le bonnet rouge couronné, et que le combat s'engagea, lorsque les gardes municipaux et les sergents de ville résistèrent les armes à la main. Quoi qu'il en soit, lorsque La Fayette, épuisé de fatigue de cette marche de quatre heures, fut monté dans un fiacre, le peuple détela les chevaux et conduisit lui-même sur les boulevards son ancien et plus fidèle ami, au milieu d'applaudissements immenses. Beaucoup d'ouvriers avaient arraché de terre de jeunes arbres, et les portaient comme des sauvages en accompagnant la voiture, qui, à chaque moment, semblait manquer d'être renversée par cette cohue désordonnée. On prétend même qu'elle fut atteinte de deux coups de feu; mais je ne puis rien dire de certain sur cette singulière circonstance.

Plusieurs personnes que j'ai interrogées sur le commencement des hostilités, assurent que le conflit sanglant commença près du pont d'Austerlitz, à l'occasion du cadavre du héros, parce qu'une partie des patriotes voulaient porter le cerceuil au Panthéon, d'autres l'accompagner jusqu'au village le plus voisin, et que les sergents de ville et les gardes municipaux s'y opposèrent également. On se battit donc avec un grand acharnement, comme autrefois devant la porte de Scée, autour du cadavre de Patrocle. Beaucoup de sang coula sur la place de la Bastille. Vers six heures et demie, on se battait déjà à la porte Saint-Denis, où le peuple avait fait des barricades. Plusieurs postes importants furent enlevés; les gardes nationaux qui les avaient occupés ne se défendirent que mollement et rendirent leurs armes. Le peuple alors se trouva armé. Je fus témoin, sur la place Notre-Dame des Victoires, d'un grand tumulte de combat; les patriotes avaient placé trois postes à la Banque. Quand je me dirigeai vers les boulevards, j'y trouvai toutes les boutiques fermées, peu de peuple, et presque point de femmes qui, d'ordinaire pourtant, vont très-hardiment satisfaire, dans les émeutes, leur besoin de

spectacle ; tout avait un aspect très-sévère. Des troupes de ligne et des cuirassiers défilaient çà et et là, des officiers d'ordonnance, l'air inquiet, passaient au galop ; dans le lointain, des coups de feu et la fumée de la poudre. Le temps n'était plus sombre, et, vers le soir, il était devenu très-favorable. Le choses semblaient tourner fort mal pour le gouvernement, lorsqu'on répandit le bruit que la garde nationale s'était déclarée pour le peuple. L'erreur vint de ce que plusieurs patriotes portaient hier l'uniforme de gardes nationaux, et que la garde nationale fût un moment indécise. Il est probable que, pendant cette nuit, les femmes ont démontré à leurs maris qu'il fallait soutenir le parti qui offre le plus de garantie pour la vie et la propriété, et que Louis-Philippe en offrait beaucoup plus que les républicains, qui sont très-pauvres et, en général, très-nuisibles au commerce et à l'industrie; la garde nationale est donc aujourd'hui tout entière contre les républicains ; l'affaire est décidée. « C'est un coup manqué, » dit le peuple. De toute part, des troupes de ligne arrivent à Paris. Sur la place de la Concorde, il y a beaucoup de canons chargés, et même aussi de l'autre côté des Tuileries sur la place du Carrousel. Il est main-

nant quatre heures, et il pleut à verse. Cela est très-fâcheux pour les patriotes qui se sont barricadés pour la plupart dans le quartier Saint-Martin, et reçoivent peu de renforts. Ils sont cernés de tous côtés, et j'entends dans ce moment une très-forte canonnade. J'ai ouï dire qu'il y a deux heures, le peuple avait encore grand espoir de vaincre, mais que, maintenant, il ne s'agissait plus que de mourir héroïquement. Beaucoup n'y manqueront pas. Comme je demeure près de la porte Saint-Denis, j'ai passé toute la nuit sans dormir; le feu ne discontinua presque pas. Le tonnerre du canon éveille maintenant dans mon cœur le plus douloureux écho. C'est un malheureux événement qui aura des conséquences plus malheureuses.

Paris, le 7 juin.

En allant hier à la Bourse, pour y jeter ma lettre à la boîte, je trouvai le monde des spéculateurs réuni tout entier sous la colonnade devant le grand escalier. La nouvelle arrivait précisément que la défaite des patriotes était certaine, et la satisfaction la plus douce se répandit sur tous les visages; on peut dire

que toute la Bourse souriait. Au bruit du canon, les fonds montèrent de dix sous. On tira, en effet, jusqu'à cinq heures; vers six heures, toute cette tentative de révolution était réprimée. Les journaux purent donc, dès aujourd'hui, publier autant de nouvelles que cela leur parut opportun. *Le Constitutionnel* et les *Débats* semblent donner d'une manière assez juste les traits généraux des événements. Le coloris seul et la mesure sont faux. J'arrive du théâtre du combat d'hier, où me je suis convaincu combien il serait difficile de connaître toute la vérité. Ce théâtre, en effet, n'est autre que l'une des rues les plus grandes et les plus populeuses de Paris, la rue Saint-Martin, qui commence à la porte de ce nom, sur le boulevard, et ne finit qu'à la Seine, au pont Notre-Dame. Aux deux extrémités de la rue, j'entendis évaluer le nombre des patriotes, ou, comme ils s'appellent aujourd'hui, des rebelles qui s'y sont battus, de cinq cents à mille hommes; toutefois, vers le milieu de la rue, ce chiffre devenait toujours plus petit, et finissait par se réduire à cinquante. Qu'est-ce que la vérité? dit Ponce-Pilate.

Le nombre des troupes de ligne est plus facile à constater. Il a dû y avoir hier, dans Paris même,

d'après le *Journal des Débats*, 40,000 hommes en état de combattre. En ajoutant au moins 20,000 gardes nationaux, cette poignée de combattants aurait eu affaire à 60,000 hommes. On est unanime à reconnaître le courage héroïque de ces audacieux. Ils criaient constamment: *Vive la république!* et ne trouvaient point d'écho dans le cœur du peuple. Eussent-ils crié en échange: *Vive Napoléon!* on assure aujourd'hui, dans tous les groupes de peuple, que la ligne aurait difficilement tiré sur eux, et que la grande masse des ouvriers leur serait venue en aide. Mais ils dédaignèrent le mensonge. C'étaient les plus purs, sinon les plus habiles amis de la liberté. Et pourtant, aujourd'hui, on est assez sot pour les accuser d'entente avec les carlistes! Vraiment, celui qui meurt si héroïquement pour la belle folie d'un avenir idéal, celui-là ne fait point alliance avec la fange du passé. Je ne suis, pardieu, nullement républicain; je sais que, si les républicains l'emportaient, ils me couperaient la gorge, et cela, parce que je n'admire pas moi-même ce qu'ils admirent; pourtant, aujourd'hui, les larmes me sont venues aux yeux en foulant ce sol encore rouge de leur sang. Il m'aurait été plus agréable

que, moi et tous mes confrères en modération, nous fussions morts à la place des républicains.

Les gardes nationaux se réjouissent fort de leur victoire. Dans leur ivresse, il s'en est peu fallu, hier au soir, qu'ils ne m'aient envoyé dans le corps une balle tout à fait malsaine, à moi qui suis pourtant de leur parti; ils tiraient héroïquement sur tous ceux qui s'approchaient un peu trop de leurs postes. — C'était une soirée pluvieuse, sans étoiles, sinistre. Peu de lumières dans les rues, parce que presque toutes les boutiques étaient fermées comme pendant la journée. Aujourd'hui, tout est en mouvement, et l'on croirait qu'il ne s'est rien passé. Même dans la rue Saint-Martin, toutes les boutiques sont ouvertes. Bien qu'il soit difficile d'y passer à cause des pavés arrachés et des débris de barricades, une masse immense de curieux circule dans cette rue, qui est très-longue, assez étroite, et dont les maisons sont excessivement hautes. Presque partout la secousse du canon a brisé les vitres, et l'on voit de toute part les traces récentes des boulets, car, des deux extrémités, on tirait avec le canon jusqu'à ce que les républicains se vissent acculés au milieu de la rue. On m'a dit hier qu'ils avaient été

à la fin enveloppés de tous côtés dans l'église Saint-Méry. Mais cette assertion fut contredite sur le lieu même. Une maison un peu en saillie, appelée le *Café Leclerc*, et située à l'angle de la petite rue Saint-Méry, semble avoir été le quartier général des républicains. C'est là qu'ils tinrent le plus longtemps et résistèrent jusqu'à l'extrémité. Ils ne demandèrent pas grâce, et furent la plupart passés à la baïonnette. Ici tombèrent les élèves de l'École d'Alfort. Ici coula le sang le plus ardent de la France. — On se trompe, toutefois, en croyant que ces républicains n'étaient que des têtes brûlées de jeunes gens. Plusieurs hommes âgés combattirent avec eux. Une jeune femme, avec laquelle je parlai près de l'église Saint-Méry, déplorait la mort de son grand-père; jusqu'alors, il avait vécu tranquillement: mais, quand il eut vu le drapeau rouge et entendu crier: *Vive la république!* il courut avec une vieille pique rejoindre les jeunes gens et mourut avec eux. Pauvre vieillard! il entendit le ranz des vaches de *la Montagne*, et le souvenir de son premier amour se réveilla, et il voulut faire encore une fois le rêve de sa jeunesse! Qu'il dorme en paix!

On peut prévoir les conséquences de cette révolu-

tion manquée. Plus de mille personnes sont arrêtées, parmi elles, dit-on, un député, Garnier-Pagès. Les journaux libéraux sont supprimés; le mercantilisme jubile, l'égoïsme est en liesse, et les meilleurs des hommes doivent prendre le deuil. La théorie de l'intimidation demandera encore plus de victimes. Déjà la garde nationale tremble devant sa propre force; ces héros s'effrayent quand ils se voient dans un miroir. Le roi, le grand, fort et puissant Louis-Philippe distribuera beaucoup de croix d'honneur. Le bel-esprit salarié poursuivra d'injures, jusque dans la tombe, les amis de la liberté, et ceux-ci s'appellent maintenant « ennemis du repos public, meurtriers, » etc.

Un tailleur qui a osé, ce matin, sur la place Vendôme, parler des bonnes intentions des républicains, a été roué de coups par une forte femme qui est probablement la sienne. C'est la *contre-révolution.*

Paris, le 8 juin.

Il paraît que ce n'était point un drapeau rouge, mais un drapeau rouge, noir et or, que la Fayette a couronné d'immortelles au convoi funèbre de La-

marque. Beaucoup avaient pris ce drapeau fabuleux, que personne ne connaissait, pour un drapeau républicain. Hélas ! je le connaissais fort bien ; je pensai même« « Bon Dieu ! ce sont les anciennes couleurs de notre Burschenschaft ! aujourd'hui, il se fera un malheur ou une sottise. » Malheureusement, ce fut l'un et l'autre. Lorsque les dragons, au commencement du conflit, se ruèrent sur les Allemands qui suivaient ce drapeau, ceux-ci se réfugièrent derrière les grandes pièces de bois d'un atelier de menuiserie. Plus tard, ils se retirèrent au Jardin des Plantes, et le drapeau, bien que fort endommagé, est sauvé. J'ai consciencieusement répondu aux Français qui me questionnaient sur la signification de ce drapeau noir, rouge et or, que l'empereur Barberousse qui, depuis plusieurs siècles, séjourne au Kyffhauser, nous a envoyé cette bannière comme un signe que le vieux rêve du grand empire existe encore, et qu'il viendra lui-même avec le sceptre et le glaive. Pour ce qui me concerne, je ne crois pas que cela ait lieu de sitôt ; il y a encore trop de corbeaux noirs qui volent autour de la montagne.

Ici, à Paris, les affaires ont beaucoup moins la

forme d'un rêve; dans toutes les rues, des baïonnettes et des figures militaires attentives. D'abord j'ai cru que la mise de Paris en état de siége n'était qu'un coup tiré en l'air; on disait que cette mesure serait bientôt rapportée. Mais, lorsque, hier, dans l'après-midi, je vis toujours plus de canons passer dans la rue de Richelieu, je remarquai que l'on pourrait bien utiliser la défaite des républicains pour écrasser d'autres adversaires du gouvernement, nommément les journalistes. Mais aura-t-on pour cela autant de force que de bonne volonté? On exploite maintenant l'étourdissement victorieux des gardes nationaux qui ont pris part aux mesures violentes contre les républicains, et Louis-Philippe donne comme autrefois des poignées de main de bon camarade. Comme on hait les carlistes et que l'on désapprouve les républicains, le peuple soutient le roi comme le conservateur de l'ordre, et le roi est aussi populaire que la nécessité elle-même. Oui, j'ai entendu crier : *Vive le roi!* quand le roi passait à cheval sur les boulevards; mais j'ai vu aussi une haute figure qui, non loin du faubourg Montmartre, venait hardiment à lui en criant : *A bas Louis-Philippe!* Plusieurs cavaliers de la suite du roi

descendirent aussitôt de cheval, se saisirent de ce protestant et l'emmenèrent avec eux.

Je n'ai jamais vu Paris aussi étouffant qu'hier au soir. Malgré le mauvais temps, la foule remplissait les lieux publics. Dans le jardin du Palais-Royal se pressaient des groupes de gens qui parlaient politique, mais ils parlaient doucement, très-doucement en effet; car on peut être traduit sur-le-champ devant un conseil de guerre, et se voir fusillé dans les vingt-quatre heures. Je commence à regretter le train-train juridique de mon Allemagne. L'état illégal où l'on se trouve maintenant est odieux; c'est un mal plus fatal que le choléra. De même que, quand le choléra sévissait ici, on était angoissé par les indications exagérées du chiffre des morts, on s'effraye aujourd'hui en entendant parler du nombre énorme des arrestations, des fusillades secrètes et de tous les bruits sinistres qui, comme hier au soir, circulent dans l'ombre. Aujourd'hui, à la lumière du jour, on est plus rassuré. On s'avoue qu'on s'est trop alarmé hier, et l'on est plutôt vexé que craintif. Il règne maintenant une terreur juste-milieu!

Les journaux sont modérés dans les protestations, mais ne paraissent nullement découragés. *Le Na-*

tional et *le Temps* parlent sans peur, comme il convient à des hommes libres. Je ne puis rien vous dire sur les derniers événements qui ne se trouve dans les feuilles publiques. On est tranquille, et on laisse tranquillement venir les choses. Le gouvernement est peut-être effrayé de l'énorme puissance qu'il voit dans ses mains. Il s'est mis au-dessus des lois: situation dangereuse; car on dit à bon droit : « Qui est au-dessus de la loi, est hors de la loi. » La seule raison que donnent beaucoup d'amis sincères de la liberté, pour excuser les violentes mesures actuelles, est la nécessité pour la *royauté démocratique* de se fortifier au dedans, afin d'agir plus vigoureusement au dehors.

Paris, le 10 juin.

Hier, Paris était complétement tranquille. Les bruits de nombreuses fusillades que répandaient avant-hier au soir encore les gens les plus dignes de foi, étaient contredits de la manière la plus formelle par ceux qui tiennent de plus près au gouvernement. On avouait seulement un grand nombre d'arrestations. Chacun pouvait, d'ailleurs, s'en convaincre de ses propres yeux; hier, et plus encore

avant-hier, on voyait partout des personnes arrêtées, conduites par des soldats ou des gardes municipaux. C'était parfois comme une procession, hommes jeunes et vieux, dans les costumes les plus pitoyables et accompagnés de parents éplorés. On disait que chacun d'eux paraissait tout de suite devant un conseil de guerre, et serait fusillé à Vincennes dans les vingt-quatre heures. Partout des groupes d'hommes devant les maisons où avaient lieu des perquisitions — surtout dans les rues qui avaient été le théâtre du combat, et où beaucoup des combattants, quand ils virent leur cause désespérée, se tenaient cachés jusqu'à ce qu'un traître les fît découvrir. Le long des quais surtout, le peuple se réunissait en foule, regardant et causant, particulièrement dans le voisinage de la rue Saint-Martin, qui est toujours remplie de curieux, et autour du Palais de Justice, où l'on conduisait beaucoup de prisonniers. On se pressait aussi à la Morgue pour voir les morts qui y étaient exposés; il se passait là les scènes les plus déchirantes. La ville offrait vraiment un aspect lugubre; partout des groupes de peuple, le malheur sur les visages, des patrouilles de soldats et des convois funèbres de gardes nationaux tombés dans le combat.

Toutefois, dans la société, depuis avant-hier, on n'est plus du tout inquiet ; on connaît son monde, et l'on sait que le juste milieu se sent lui-même fort mal à l'aise dans la plénitude de sa puissance actuelle. Il tient maintenant le grand glaive des exécutions, mais il n'a pas la main assez forte pour le manier. Au moindre coup, on craint de se blesser soi-même. Enivré de la victoire que l'on a due tout d'abord au maréchal Soult, on s'est laissé entraîner à des mesures militaires que doit avoir proposées le vieux soldat, encore tout rempli des velléités de l'Empire. Maintenant, cet homme est, de fait, à la tête du conseil des ministres, et ses collègues et les autres gens du juste-milieu craignent qu'il n'obtienne la présidence si ardemment ambitionnée par lui. On cherche donc tout doucement à biaiser et à se tirer de l'héroïsme ; et c'est là que tendent les définitions et interprétations plus douces que l'on donne aujourd'hui de l'ordonnance sur la mise en état de siége. On peut voir combien le juste-milieu s'alarme de sa propre puissance, qu'il tient convulsivement dans ses mains, et n'abandonnera peut-être pas avant qu'on lui ait demandé merci. Dans son désespoir, il fera peut-

être tomber quelques têtes sans importance; il feindra peut-être la colère la plus comique pour effrayer ses ennemis; il commettra d'horribles sottises; il fera... Mais comment prévoir tout ce que peut la peur quand elle s'est barricadée dans les cœurs des puissants, et qu'elle se voit de toute part cernée par la mort et la raillerie? Les actes d'un poltron, comme ceux d'un homme de génie, sont en dehors de toute prévision. Toutefois, le public sent que l'état légal où l'on se trouve n'est qu'une formule. Là où les lois sont vivantes dans la conscience du peuple, le gouvernement ne peut pas les anéantir tout à coup par une ordonnance. On est encore ici, *de facto*, plus sûr de sa vie et de sa propriété que dans le reste de l'Europe, à l'exception de l'Angleterre et de la Hollande. Malgré les tribunaux militaires, la liberté de la presse existe encore de fait, et les journalistes discutent les mesures du gouvernement beaucoup plus librement que dans maints pays du continent où la liberté de la presse est sanctionnée par des lois, sur le papier.

La poste part aujourd'hui (dimanche) à midi, et je ne puis rien vous dire de la journée. Je vous renvoie simplement aux journaux. Leur ton a beau-

coup plus d'importance que les choses qu'ils disent. D'ailleurs, ils sont de nouveau, sans doute, remplis de mensonges. — Depuis ce matin, le tambour n'a pas cessé de battre. C'est aujourd'hui grande revue. Mon domestique me dit que les boulevards, et en général tout l'espace compris depuis la barrière du Trône jusqu'à la barrière de l'Étoile, sont couverts de troupes de ligne et de gardes nationaux. Louis-Philippe, le père de la patrie, le vainqueur des Catilinas du 5 juin, Cicéron à cheval, l'ennemi de la guillotine et du papier-monnaie, le conservateur des vies et des boutiques, le roi citoyen, se montrera dans quelques heures à son peuple; un immense cri de : *Vive le roi!* va l'accueillir; il sera très-touché, il serrera la main à une foule de gens, et la police ne manquera pas de prendre des mesures de sécurité et de pourvoir à un enthousiasme *extra*.

Paris, le 11 juin.

Un temps admirable a favorisé la revue d'hier. Sur les boulevards, depuis la barrière du Trône jusqu'à celle de l'Étoile, il y avait peut être cinquante mille hommes de la garde nationale et de la troupe

de ligne; et une innombrable masse de curieux, sur leurs jambes ou aux fenêtres, attendaient impatiemment le moment de voir quel air aurait le roi, et quel accueil lui ferait le peuple après des événements aussi extraordinaires. Vers une heure, Sa Majesté avec son état-major arriva dans le voisinage de la porte Saint-Denis, où je m'étais placé sur une borne renversée afin de mieux voir. Le roi n'était pas au milieu du boulevard, mais du côté droit où se trouvait la garde nationale, et, sur tout le parcours, il se penchait à droite sur son cheval pour serrer partout la main aux gardes nationaux; lorsque, deux heures plus tard, il refit le même chemin, il chevauchait du côté gauche, où il continua la même manœuvre; aussi je ne serais pas surpris, que, par suite de cette posture oblique, il éprouvât de grandes douleurs de poitrine, ou même se fût démis une côte. Cette extraordinaire patience du roi est inimaginable. Avec cela il lui fallait constamment sourire. Mais, sous l'épaisse bonhomie de son visage, il y avait, je crois, beaucoup de tristesse et de souci. La vue de cet homme m'a inspiré une profonde pitié. Il a beaucoup changé depuis que je l'ai vu cet hiver dans un bal aux Tuileries. La

chair de son visage, alors rouge et pleine, était hier molle et jaune; ses favoris noirs ont maintenant tout à fait grisonné, de sorte qu'il semble que ses joues elles-mêmes, depuis ce moment-là, ont tremblé devant les coups actuels ou à venir du destin; tout au moins, c'est un signe de préoccupation qu'il n'ait pas songé à passer en noir ses favoris. Le tricorne, enfoncé profondément sur son front, lui donnait d'ailleurs un air très-malheureux. Il semblait demander des yeux bienveillance et pardon. Véritablement, on ne pouvait s'apercevoir que c'était là cet homme qui nous a mis tous en état de siége. Aussi pas la moindre trace de mauvaise humeur contre lui, et je dois convenir que de grands applaudissements le saluaient partout; ceux-là surtout auxquels il avait serré la main, faisaient entendre des acclamations frénétiques, et des milliers de bouches féminines répétaient d'une voix éclatante: *Vive le roi!* Je vis une vieille femme qui frappait son mari dans les côtes, parce qu'il ne criait pas assez haut. Un sentiment d'amertume me saisit quand je pensai que ce peuple qui acclamait aujourd'hui le pauvre Louis-Philippe et ses poignées de main, est ce même peuple français qui a vu si souvent

Napoléon Bonaparte passer avec son visage impérial de marbre, ses yeux immobiles et ses mains « inaccessibles. »

Après que Louis-Philippe eût passé la revue, ou plutôt tâté le pouls à l'armée pour se convaincre qu'elle existe réellement, le tumulte militaire dura plusieurs heures encore. Les différents corps s'envoyaient de continuels compliments en défilant les uns devant les autres. *Vive la ligne!* criait la garde nationale. *Vive la garde nationale!* répondait la ligne. On fraternisait. Çà et là, on voyait des gardes nationaux et des soldats dans un embrassement symbolique; de même, comme acte symbolique, ils partageaient ensemble leurs saucisses, leur pain et leur vin. Il n'y eut pas le plus petit désordre.

Je dois pourtant constater que le cri de *Vive la liberté!* était le plus fréquent, et, en entendant crier à pleine poitrine ces mots partant de gens armés, on se sentait joyeusement rassuré en dépit de l'état de siége et des tribunaux militaires. Mais c'est précisément cela, Louis-Philippe ne résistera jamais volontairement à l'opinion publique, il saura toujours épier ses plus pressantes exigences et agir en conséquence. Voilà l'importante signification de la

revue d'hier. Louis-Philippe éprouvait le besoin de voir le peuple en masse pour se convaincre qu'il n'avait pas pris en mauvaise part ses coups de canon et ses ordonnances, qu'il ne le tient point pour un méchant roi violent, et qu'il n'y a d'ailleurs entre eux aucun malentendu. Mais le peuple, de son côté, voulait aussi considérer attentivement son Louis-Philippe, pour s'assurer qu'il est toujours le courtisan soumis de sa volonté souveraine, et qu'il lui est resté obéissant et dévoué. Aussi l'on pouvait dire que le peuple a passé le roi en revue, et a exprimé sa très-haute satisfaction de ses manœuvres.

Paris, le 12 juin.

La grande revue était hier le sujet de tous les entretiens. Les modérés y ont vu la plus parfaite entente entre le roi et les citoyens. Toutefois, beaucoup de gens avisés ne veulent pas se fier à cette bonne intelligence, et prédisent une brouille entre le roi et les citoyens, qui peut facilement avoir lieu du moment que les intérêts du trône seront en conflit avec ceux de la boutique. Aujourd'hui, il est vrai, ils s'appuient réciproquement, roi

et citoyens sont satisfaits. A ce qu'on me raconte, la place Vendôme était hier le théâtre où l'on pouvait le mieux remarquer cette belle harmonie, le roi était égayé par les cris de joie qui l'avaient accueilli sur le boulevard, et, lorsque les colonnes des gardes nationaux défilèrent devant lui, quelques-uns d'entre eux sortirent sans cérémonie des rangs et lui tendirent aussi la main avec une parole amicale, ou en exprimant brièvement leur opinion sur les derniers événements, ou lui déclarant sans détour qu'ils le soutiendraient aussi longtemps qu'il n'abuserait pas de sa puissance. Louis-Philippe protesta de son côté, de la manière la plus sacrée, que jamais chose semblable n'aurait lieu, qu'il voulait seulement réprimer les fauteurs de désordre afin de défendre plus énergiquement la liberté et l'égalité des Français; et ses paroles ont inspiré beaucoup de confiance. L'impartialité m'a fait un devoir de mentionner cette circonstance. J'avouerai même que mon cœur méfiant en a été quelque peu tranquillisé.

Les journaux d'opposition semblent presque vouloir ignorer ce qui s'est passé avant-hier. En général, leur ton est très-remarquable. C'est cette espèce de

réserve qui d'ordinaire précède les explosions terribles. Il semble qu'ils veulent simplement attendre la suppression de l'ordonnance sur l'état de siége. Le ton de chaque journal témoigne jusqu'à quel degré il est compromis dans les derniers événements. *La Tribune* doit se taire complétement, parce que c'est elle qui est la plus exposée. *Le National* l'est également, mais non pas à un si haut degré, et il peut déjà parler davantage et plus librement. *Le Temps*, qui s'est élevé le plus haut et le plus hardiment contre le décret de l'état de siége, n'est point du tout en mauvais termes avec quelques-uns des meneurs du juste-milieu, et il est beaucoup plus à l'abri que Sarrut et Carrel; — ce qui ne nous empêchera pas d'envisager M. Coste comme l'un des meilleurs citoyens de France, et de rendre hommage aux viriles et grandes paroles par lesquelles il s'est prononcé dans les temps les plus difficiles contre l'illégalité et l'arbitraire du gouvernement. — M. Sarrut est arrêté; on cherche partout M. Carrel. C'est surtout contre Carrel qu'on est irrité, et il est possible que l'on ait songé tout particulièrement à lui, lorsqu'on a institué des tribunaux exceptionnels. Oui, s'il était vrai, comme on le pré-

tend aujourd'hui, que M. Thiers fût l'auteur de ce coup de génie, c'est sûrement à son ancien collègue Carrel qu'il a songé; car c'est ce dernier qu'il doit surtout redouter. Il connaît exactement sa puissance, et il sait que chaque parti, quand il est victorieux, punit d'abord ses renégats. La tête du petit Thiers, toute pleine encore du charivari des chaudrons marseillais et des vers louangeurs de M. Viennet, doit avoir été complétement assourdie quand le tonnerre du canon et le nom de Carrel sont venus à son oreille. On croyait généralement, en effet, que M. Carrel était à la tête du mouvement populaire du 5 juin. On regardait comme son quartier général le grand bâtiment de la rue du Croissant où se trouvent l'imprimerie et les bureaux du *National*, et près de deux mille personnes, parmi lesquelles beaucoup d'hommes importants, s'y sont rendus pour offrir leur concours et celui de leurs amis. Mais il est un fait certain, c'est que Carrel a décliné toutes ces offres, et a dit à l'avance que la révolution projetée échouerait parce qu'elle n'avait pas été convenablement préparée, parce qu'on ne s'était pas assuré de la sympathie du peuple, qu'on manquait des ressources les plus indispensables, qu'on

ne connaissait pas même les personnes influentes, etc. Et, par le fait, il n'y eut jamais de soulèvement plus mal conduit, et l'on ne sait pas même à cette heure comment il a commencé et s'est formé. Un des combattants de la rue Saint-Martin assure que, lorsque les républicains qui y étaient enfermés se regardaient face à face, personne ne reconnaissait personne, et que le hasard seul avait réuni tous ces hommes complétement étrangers entre eux. Toutefois, ils apprirent vite à se connaître en se battant ensemble, et la plupart moururent comme de vieux frères d'armes. De même, jusqu'à cette heure, on n'a pu savoir exactement comment les choses se sont passées à l'enlèvement de la Fayette. Un homme bien informé m'assurait hier que le gouvernement, qui se méfiait du cortége funèbre de Lamarque, et tenait à cause de cela des dragons en réserve, avait donné à la police, pour le cas où quelque mouvement insurrectionnel éclaterait, l'ordre de s'emparer sur-le-champ de la Fayette, afin qu'il ne tombât pas dans les mains des révoltés, et ne pût les soutenir par l'ascendant de son nom; aussi, aux premiers coups de feu, quelques agents de police déguisés en ouvriers, avaient mis de force le pauvre la Fayette dans,

un fiacre, tandis que d'autres agents également déguisés, s'étaient attelés devant la voiture, et l'avaient emmenée en triomphe aux cris de *Vive la Fayette!*

Aujourd'hui, les républicains conviennent que, si, le 5 juin, le malheur de leurs amis leur a été très-préjudiciable, le jour suivant, la folie de leurs ennemis, c'est-à-dire la mise en état de siége de Paris, leur a été d'autant plus utile. Ils prétendent que les 5 et 6 juin ne doivent être envisagés que comme un combat d'avant-postes, qu'aucune des notabilités du parti républicain n'y a pris part, et que le sang répandu leur a valu beaucoup de nouveaux auxiliaires. Ce que j'ai dit plus haut semble confirmer cette assertion. Le parti que représente *le National*, et que la *Gazette de France* accuse perfidement d'être celui des républicains doctrinaires, n'a pris aucune part à ces événements, et les chefs du parti de *la Tribune*, les *montagnards* n'y sont pas mêlés davantage.

Paris, le 17 juin.

On se fait sans doute aujourd'hui, à l'étranger, les plus singulières idées de notre situation, depuis les derniers événements de l'état siége non suspendu

encore et de l'antagonisme ardent des partis. Et, dans ce moment pourtant, nous voyons si peu de changement ici, que c'est précisément cette absence de toute manifestation inaccoutumée qui nous étonne le plus. Cette remarque est ce que j'ai de plus important à vous communiquer, et le contenu négatif de ma lettre pourra dissiper sans doute beaucoup de suppositions erronées.

Tout est tranquille ici. Les tribunaux militaires poursuivent l'instruction avec un air rébarbatif. Jusqu'ici, on n'a pas fusillé un chat. On rit, on raille, on fait de l'esprit sur l'état de siége, sur la bravoure de la garde nationale, sur la sagesse du gouvernement. Ce que j'ai tout de suite prévu est arrivé : le juste-milieu ne sait comment faire pour se tirer de l'héroïsme, et les assiégés considèrent avec un malin plaisir cet état désespéré des assiégeants. Ces derniers voudraient bien avoir l'air aussi terrible que possible ; ils fouillent dans les archives des temps les plus barbares pour ressusciter des lois exécrées, et ils ne parviennent qu'à se rendre ridicules. Ils veulent être tyrans, tandis que la nature les a destinés à tout autre chose.

Les groupes de gens en toilette qui vont se pro-

mener dans les jardins du Palais-Royal, des Tuileries et du Luxembourg pour respirer la fraîcheur du soir, assister aux jeux idylliques des enfants, ou se livrer à quelque autre loisir pacifique, ces groupes, sans le savoir, font la satire la plus gaie de l'état de siége qui existe légalement. Pour que le public y croie en quelque manière, on fait partout, avec le plus grand sérieux, des perquisitions à domicile, on dérange des malades dans leurs lits, et l'on bouleverse tout pour découvrir un fusil caché ou une poire à poudre. — Les plus incommodés de tous sont les pauvres étrangers, qui doivent se rendre à la préfecture de police pour y recevoir de nouveaux permis de séjour. Ils ont à subir là, *pro forma*, toute espèce d'interrogatoires. Beaucoup de Français de la province doivent signer à la police l'engagement de ne rien faire, pendant leur séjour à Paris, contre le gouvernement de Louis-Philippe. Plusieurs ont mieux aimé quitter Paris que de donner leur signature. D'autres signent après avoir obtenu la permission d'ajouter qu'ils sont d'opinion républicaine. C'est certainement à l'exemple des universités allemandes, que les doctrinaires ont introduit ces mesures de police.

On continue à arrêter parfois les gens les plus hétérogènes et sous les prétextes les plus hétérogènes: les uns pour avoir pris part à la révolte républicaine, d'autres à cause d'une conspiration bonapartiste nouvellement découverte; hier, on a même arrêté trois pairs carlistes; parmi eux, don Chateaubriand, le chevalier de la triste figure, le meilleur écrivain et le plus grand fou de France. Les prisons sont combles. A Sainte-Pélagie seulement, il y a plus de six cents détenus pour cause politique. J'ai reçu hier d'un de mes amis qui y est enfermé pour dette, et écrit un grand ouvrage dans lequel il prouvera que Sainte-Pélagie a été fondée par les Pélasges, j'ai reçu hier de cet ami une lettre où il se plaint fort du bruit qui l'entoure et le dérange dans ses savantes recherches. La plus grande audace règne parmi les prisonniers de Sainte-Pélagie. Sur les murs de la cour, ils ont dessiné une énorme poire avec une hache au-dessus.

A propos de la poire, je dois remarquer que les magasins d'estampes n'ont pas pris note le moins du monde de l'état de siége. La poire, et toujours la poire, s'y voit sur toutes les caricatures. La plus frappante de celles-ci représente la place de la Con-

corde, avec le monument qui y est consacré à la Charte; sur ce monument, qui a la forme d'un autel, se trouve une poire énorme avec les traits du roi. — A la longue, des choses de ce genre fatiguent et révoltent une âme d'Allemand. Ces éternelles moqueries imprimées et peintes excitent plutôt chez moi une certaine sympathie pour Louis-Philippe. Il est vraiment à plaindre maintenant plus que jamais. Bon et humain de nature, il est condamné par les tribunaux militaires à être sévère. Il sent avec cela que des exécutions ne peuvent ni aider ni intimider, surtout après que le choléra, il y a quelques semaines, a exécuté plus de trente-cinq mille personnes dans les plus affreux tourments. Mais on pardonne plus volontiers des cruautés aux gouvernements que la violation de droits traditionnels, violation qui est dans l'essence réactionnaire de l'état de siége. C'est pourquoi la menace des sévérités des tribunaux militaires inspire aux républicains un tel ton de supériorité, tandis que leurs adversaires paraissent maintenant si petits.

Paris, le 7 juillet.

L'affaissement qui suit d'ordinaire une grande crise est visible ici dans ce moment. Partout le mécontentement, la mauvaise humeur, la fatigue, des bouches ouvertes qui bâillent à demi et à demi montrent les dents. L'arrêt de la cour de cassation a mis fin à notre étrange état de siége, presque à la façon d'un dénoûment de comédie. On a tant ri de cette catastrophe imprévue, qu'on pardonne volontiers au gouvernement son coup d'État manqué. Avec quels bons rires avons-nous lu au coin des rues la proclamation par laquelle M. de Montalivet remercie les Parisiens d'avoir si peu pris garde à l'état de siége, et de ne s'être pas laissé le moins du monde, dans l'intervalle, déranger dans leurs plaisirs! Je ne crois pas que Beaumarchais eût mieux écrit cette pièce. Vraiment le gouvernement actuel fait beaucoup pour l'amusement du peuple!

Sur ces entrefaites, les Français s'amusaient avec un singulier passe-temps, un jeu chinois dont la difficulté consiste à composer une figure déterminée avec quelques petits morceaux de bois anguleux et obli-

ques. On s'occupait donc dans les salons de Paris à composer un ministère d'après les règles de ce jeu, et l'on n'a pas d'idée des personnages anguleux et obliques qui se trouvaient ainsi réunis, sans qu'aucune de ces combinaisons de bois parvînt à former une honnête figure d'ensemble. — C'est avec Talleyrand et Dupin l'aîné que se firent le plus d'essais. Quant au premier, les journaux n'ont pas manqué de dire toutes les non-vérités possibles. C'était une grande erreur que d'attacher à sa personne, pour la formation d'un nouveau ministère, une aussi grande importance. Ce vieillard est usé et n'est peut-être venu ici que pour les affaires les plus personnelles. On prétend qu'il est malade et affaibli, précisément parce qu'il répète sans cesse qu'il ne s'est jamais senti aussi bien portant et robuste que maintenant. Il s'en va, dit-il, aux eaux pour consolider encore sa santé et sa vigueur. Avec l'étourderie d'un enfant qui ne connaît pas encore le monde par son mauvais côté, on entend ce vieillard, qui à peine a appris à le connaître par le bon, plaisanter avec la plus grande légèreté sur les complications et les difficultés menaçantes du moment. Avec cette façon connue de prendre légèrement les

choses les plus graves, il se donne l'air de la certitude et de l'infaillibilité en personne, et il est en quelque sorte le pape de cette malheureuse Église d'incrédules, qui ne croient ni au Saint-Esprit des peuples, ni à l'incarnation de la parole divine.

Quant aux échecs ministériels de Dupin, les journaux ont débité beaucoup de choses étranges, mais pas toujours sans fondement. Il est certain qu'il a eu avec le roi quelques explications assez dures, et qu'ils se sont séparés un jour avec un mécontentement réciproque. Il est exact aussi que c'est lord Granville qui en a été la cause. Voici comment: M. Dupin avait donné au roi sa parole que, du moment que ce dernier le lui demanderait, il accepterait la présidence du conseil. Lord Granville, à qui il n'est point agréable de voir un bourgeois comme M. Dupin à la tête du gouvernement, et qui, dans l'esprit de sa caste, désire un premier ministre plus noble, doit avoir exprimé à Louis-Philippe quelques doutes sérieux sur la capacité de M. Dupin. Quand le roi raconta ces propos à M. Dupin, celui-ci se fâcha si fort, et se laissa aller à des paroles si inconvenantes, qu'il en résulta une rupture entre le roi et lui. Si Dupin était devenu président du con-

seil, la plupart des membres du ministère actuel se seraient retirés. Une partie des autres employés supérieurs auraient été remerciés. L'ancien rédacteur du *National*, M. Thiers, aurait pris nécessairement une autre direction. En revanche, le rédacteur actuel du *Temps*, M. Coste, aurait reçu la charge considérable qu'occupait autrefois M. Kessner, c'est-à-dire la haute administration du Trésor. En attendant, la puissance des choses résoudra beaucoup de difficultés; aussitôt que la Chambre aura recommencé ses débats, Dupin deviendra le seul ministre possible du juste-milieu; — car lui seul peut faire tête à l'opposition dans le parlement, et, sans nul doute, le gouvernement sera suffisamment appelé à rendre compte.

Jusqu'ici, Louis-Philippe est toujours son propre premier ministre. Ce qui le prouve déjà, c'est qu'on lui attribue à lui-même tous les actes du gouvernement, et non point à M. Montalivet, dont il est à peine question et qui n'est pas même haï. La métamorphose qui semble avoir eu lieu dans les vues du roi, depuis la révolte des 5 et 6 juin, est remarquable. Il se regarde maintenant comme tout à fait fort; il croit pouvoir compter sans réserve sur la

grande masse de la nation; il pense être l'homme nécessaire auquel la France se rattachera sans condition en cas d'attaque extérieure, et c'est pourquoi il semble ne plus avoir pour la guerre autant de répugnance qu'autrefois. Le parti patriote forme, en effet, la minorité, et ce parti se méfie de Louis-Philippe, craignant, à bon droit, qu'il ne soit moins hostile à l'étranger qu'à ses ennemis du dedans. L'étranger ne menace que sa couronne, les autres menacent sa vie. Qu'il en soit ainsi, le roi le sait bien; quand on réfléchit que Louis-Philippe est convaincu jusqu'au fond de l'âme de la malveillance de ses ennemis, on doit s'étonner de sa modération. Il s'est rendu coupable, il est vrai, par la déclaration de l'état de siége, d'une illégalité injustifiable; mais on ne peut dire qu'il ait abusé indignement de sa puissance. Il a bien plutôt très-généreusement épargné tous ceux qui l'avaient blessé, tandis qu'il ne voulait que réprimer ou plutôt désarmer ceux qui ont résisté en ennemis à son gouvernement. En dépit de tout le mauvais vouloir que l'on peut avoir contre le roi Louis-Philippe, je suis convaincu qu'en lui l'homme est d'une noblesse et d'une grandeur de cœur peu communes. Sa passion maîtresse est celle

de bâtir. J'étais hier aux Tuileries; partout on construit sur terre et sous terre; on abat des murailles, on creuse des souterrains, et c'est un bruit de marteaux incessant. Le roi, qui demeure à Saint-Cloud avec toute sa famille, vient chaque jour à Paris, et visite tout d'abord les constructions des Tuileries. Ce palais est maintenant presque vide; on y tient seulement le conseil des ministres. Oh! si les vieilles taches de sang pouvaient parler comme dans les contes d'enfants, on entendrait là parfois de bons conseils; car, dans chaque chambre de cette tragique maison, a coulé un sang plein d'enseignements.

Paris, le 15 juillet.

Le 14 juillet s'est passé tranquillement, sans que l'émeute annoncée par la police se soit produite nulle part. Mais il faisait si chaud, une atmosphère si étouffante pesait sur Paris, que cette annonce ne put pas même attirer le nombre voulu de curieux sur les théâtres ordinaires des émeutes. Ce n'est que sur la grande place où fut inaugurée la Révolution, et où, ce même jour, la Bastille fut détruite, que se

montrèrent de nombreux groupes d'hommes, qui attendaient tranquillement à la chaleur brûlante de midi, et se faisaient en quelque sorte rôtir par patriotisme au soleil de juillet. On disait, il y a quelques jours, que, le 14 juillet, on couronnerait publiquement de lauriers, sur cette place, les vieux combattants de la Bastille qui sont encore en vie, et reçoivent maintenant une pension. On destinait à la Fayette le rôle principal de cette fête. Mais les événements des 5 et 6 juin ont fait abandonner ce projet; d'ailleurs, la Fayette ne semble pas désirer cette année un nouveau triomphe. Peut-être y avait-il, parmi les groupes de la place de la Bastille, plus de police que d'hommes, car on y entendait faire à haute voix des remarques d'une amertume et d'une méchanceté telles, que des mocuhards déguisés ont seuls l'habitude de s'en permettre de pareilles. Louis-Philippe, disait-on, est un traître, les gardes nationaux sont des traîtres, les députés des traîtres; seul, le soleil de juillet ne trahit pas. Et, en effet, il faisait son devoir, et nous transperçait de ses rayons au point que l'on avait peine à y tenir. Pour ce qui me concerne, dans cette chaleur ardente, je fis la réflexion que la Bastille devait avoir été un

bâtiment très-frais, qui procurait certainement en été une ombre fort agréable. Lorsqu'elle fut détruite, il s'y trouvait six prisonniers. Aujourd'hui, il y a dix prisons d'État, et à Sainte-Pélagie seulement pas moins de six cents prisonniers politiques. Sainte-Pélagie doit être fort malsaine, et l'on s'y trouve très à l'étroit. D'ailleurs, on y vit gaiement; les républicains et les carlistes se tiennent, il est vrai, loin les uns des autres, mais s'envoient constamment de gaies plaisanteries, et rient et jubilent. Les républicains portent des bonnets rouges, les carlistes des bonnets verts avec une fleur de lis blanche; les uns crient constamment : *Vive la république!* les autres: *Vive le roi!* Des applaudissements unanimes se font entendre des deux parts quand quelqu'un éclate en injures furibondes contre Louis-Philippe. Cela se fait d'autant plus librement qu'à Sainte-Pélagie aucun prisonnier ne peut être arrêté ni mis au secret. La plupart des têtes brûlées qui, ailleurs, à chaque occasion, font tout de suite du tumulte, se trouvent là sous bonne garde, et c'est pourquoi la police n'a pu réussir depuis à organiser une émeute un peu productive. Pour le moment, les républicains se garderont bien de tenter aucune

violence. D'ailleurs, ils n'ont pas d'armes; le désarmement s'opère très à fond.

C'est aujourd'hui la Saint-Henri, la fête du jeune Henri V, et l'on s'attend à quelques désordres. Une proclamation en sa faveur a été répandue hier au soir par des chiffonniers et des prêtres déguisés. Il y est dit qu'Henri fera le bonheur de la France et la préservera de l'invasion étrangère; l'année prochaine, il sera majeur, puisque les rois de France atteignent déjà leur majorité à treize ans, et ont acquis alors leur plus haut développement. Pour la première fois, le jeune Henri est représenté sur cette proclamation avec le sceptre et la couronne; jusqu'ici, on le voyait toujours dans le costume d'un pèlerin ou d'un montagnard écossais, gravissant des rochers, ou mettant sa bourse dans la main d'une pauvre mendiante, etc. Rien de bien redoutable n'est à craindre de ces misères. Aussi les carlistes sont-ils très-découragés. La témérité folle de la duchesse de Berry leur a beaucoup nui. C'est en vain que les carlistes de Paris lui avaient dépêché M. Berryer pour l'engager à retourner à Holyrood. En vain Louis-Philippe avait-il fait la même tentative par le moyen de ses agents. En vain les ambas-

sadeurs étrangers l'avaient-ils conjurée, au nom de Dieu, de renoncer pour le moment à ses entreprises. Raisons, menaces, prières, rien n'a pu décider cette femme opiniâtre à partir. Elle est toujours en Vendée. Bien que sans ressources, et ne trouvant nulle part de l'appui, elle ne veut pas céder. Le mot de l'énigme est que des prêtres absurdes ou avisés l'ont fanatisée en lui persuadant que, si elle meurt pour son fils, sa mort sera pour lui une bénédiction. Et maintenant, elle cherche la mort avec l'ardeur religieuse d'une martyre et l'amour passionné d'une mère.

Si aucun mouvement ne se produit ici sur les places publiques, il se trahit d'autant plus d'inquiétude dans la société. Tout d'abord ce sont les affaires allemandes, les ordonnances de la Diète qui occupent tous les esprits. On entend sur l'Allemagne les jugements les plus insensés. Les Français, avec leur légèreté qui les trompe, croient que les princes oppriment la liberté, et ils ne voient pas qu'il ne s'agit que de mettre un terme à l'anarchie qui règne parmi les libéraux, et, en général, d'avancer l'unité et le salut du peuple allemand. Le 2 juin, *le Temps* à fait connaître le contenu des six

articles du décret de la Diète. Auparavant déjà, un piétiste connu avait colporté des extraits de ce décret, et édifié bien des cœurs par cette communication.

Après les affaires d'Allemagne, on s'occupe de celles de Belgique et de Hollande, qui se compliquent d'heure en heure, et doivent pourtant être terminées au plus vite. On prête à l'Angleterre l'intention de mettre fin d'une manière ou d'une autre à ces complications, et c'est là, dit-on, le véritable but du voyage de Durham à Pétersbourg, qui n'aurait point été entrepris dans l'intérêt de la Pologne. En tout cas, le choix de l'envoyé est considéré comme le signe d'une volonté arrêtée, car lord Durham est le plus morose, le plus hérissé et le plus anguleux des fils d'Albion, et, en outre, personnellement hostile à la camarilla russe, parce que celle-ci, à l'occasion du bill de réforme, a intrigué contre lui, très-ardent réformiste, et contre son beau-père, lord Grey, et doit avoir cherché par tous les moyens à le renvoyer. Les amis de la paix espèrent que l'empereur Nicolas et lui n'échangeront que peu de paroles, parce que le premier ne doit être rien moins que favorablement disposé à cause de la

manière inconvenante et injurieuse dont on a parlé de lui dans le parlement. Mais peut-être y a-t-il des raisons toutes naturelles pour qu'il n'y ait entre eux aucun entretien important, et tout dépendra des intermédiaires et des truchements.

Louis-Philippe est encore aujourd'hui d'avis qu'il est fort. « Voyez comme nous sommes forts! » est aux Tuileries le refrain de tous les discours, comme un malade parle toujours de santé, et ne peut assez tirer vanité de ce qu'il digère bien, de ce qu'il peut se tenir sans spasmes sur ses jambes et respirer à pleine poitrine, etc. Ces gens-là ne tarissent pas sur la force et l'énergie qu'ils ont déjà déployées dans les diverses mesures comminatoires, et qu'ils peuvent déployer encore. Arrivent ensuite les diplomates qui viennent chaque jour au château et leur tâtent le pouls, et leur font tirer la langue, et observent soigneusement les déjections, puis envoient à leurs cours le bulletin de la santé politique. Aussi les ministres étrangers ne cessent-ils de demander: « Louis-Philippe est-il fort ou faible? » Dans le premier cas, leurs maîtres peuvent tranquillement résoudre et exécuter chez eux telle mesure qu'il leur plaira; dans le second, où le renversement du

gouvernement français et la guerre seraient à craindre, ils ne peuvent entreprendre dans leurs États rien de bien sérieux. — Cette grande question, si Louis-Philippe est faible ou fort, peut être difficile à résoudre, mais il est facile de voir que les Français même ne sont pas faibles dans ce moment. Ils ont trouvé dans le cœur des peuples de nouveaux alliés, tandis que leurs ennemis ne sont pas précisément aujourd'hui au point culminant de la popularité. Ils ont pour auxiliaires d'invisibles armées d'esprits, et leur propre armée en chair et en os est dans l'état le plus florissant. La jeunesse française est aussi belliqueuse et enthousiaste qu'en 1792. Précédés de joyeuses musiques, les jeunes conscrits parcourent Paris, portant à leur chapeau des rubans flottants, des fleurs et le numéro qu'ils ont tiré, et qui est en quelque sorte leur gros lot; et l'on chante des hymnes à la liberté, et l'on tambourine les marches de 92.

SALON DE 1833

Quand j'arrivai à Paris, il y a deux ans, rien ne me causa plus de surprise que l'Exposition de peinture qui y était ouverte, et, bien que les plus importantes révolutions politiques et religieuses sollicitassent mon attention, je ne pus faire autrement que d'écrire tout d'abord sur la grande révolution qui a eu lieu en France dans le domaine de l'art, et dont le Salon de 1831 pouvait être envisagé comme le plus considérable résultat.

Comme mes compatriotes, j'étais plein des préjugés les plus défavorables contre l'art français, et surtout contre la peinture française, dont les derniers développements m'étaient restés tout à fait

inconnus. La peinture en France a ceci de particulier qu'elle a suivi le mouvement social, et s'est rajeunie avec le peuple même. Toutefois, cela ne se fit point aussi immédiatement que pour la musique et la poésie, qui, déjà avant la Révolution, avaient commencé à se transformer.

M. Louis de Maynard a donné, dans *l'Europe littéraire*, sur le Salon de cette année, une série d'articles qui sont assurément au nombre des pages les plus intelligentes qu'un Français ait jamais écrites sur l'art. Il s'est exprimé sur ce point dans les paroles suivantes, que je reproduis fidèlement, sauf la grâce et le charme de l'expression :

« La peinture du XVIIIe siècle commence de la même manière que la politique et la littérature contemporaines ; de la même manière elle atteint à un certain développement accompli, et tombe aussi le même jour que tout tomba en France. Étrange période qui commence par un éclat de rire à la mort de Louis XIV, et finit dans les bras du bourreau, de « monsieur le bourreau, » comme l'appela madame du Barry. Oh ! ce siècle qui a tout nié, tout raillé, tout profané, qui ne croyait à rien, était précisément pour cela d'autant plus capable de sa

grande œuvre de destruction, et il détruisit sans pouvoir le moins du monde réédifier quelque chose, et il n'en avait d'ailleurs nulle envie.

» Toutefois, si les arts suivent le même mouvement, ils ne le suivent pourtant pas d'un pas égal. Ainsi la peinture, au XVIIIe siècle, est demeurée en arrière. Elle a produit ses Crébillons, mais n'a eu ni un Voltaire ni un Diderot. Constamment à la solde du patronage des grands, constamment sous le jupon protecteur des maîtresses régnantes, elle a perdu peu à peu, je ne sais comment, sa hardiesse et sa force. Dans tout son libertinage, elle ne montre jamais cet emportement, cet enthousiasme qui nous entraîne et nous éblouit et nous dédommage du mauvais goût. Elle agit péniblement sur nous avec ses froides minauderies, ses gentillesses fanées, dans l'enceinte d'un boudoir où une mignonne petite dame, étendue sur un sofa, joue légèrement avec son éventail. Favart avec ses Églés et ses Zulmas, est plus vraisemblable que Watteau et Boucher avec leurs bergères coquettes et leurs abbés idylliques. Favart, bien qu'il se rendît ridicule, y allait pourtant de bonne foi. Les peintres de ce temps prirent le moins de part à ce qui se préparait en France. L'ex-

plosion de la Révolution les surprit en négligé. La philosophie, la politique, la science, la littérature, représentées chacune par un homme à part, s'étaient précipitées impérieusement, comme une bande d'hommes ivres, à l'assaut d'un but qu'il ne connaissaient pas, mais plus ils s'en rapprochèrent, plus leur fièvre se calma, plus leurs traits devinrent paisibles et leur marche assurée. Ce but qu'ils ne connaissaient pas encore, ils pouvaient cependant le pressentir confusément; car ils avaient pu lire dans le livre de Dieu que toutes les joies humaines finissent par des pleurs. Hélas! ils sortaient d'un banquet trop bruyant, trop désordonné, pour ne pas s'attendre à ce qu'il y a de plus sérieux et de plus terrible. Quand on considère l'inquiétude dont ils furent parfois tourmentés au milieu de la plus douce ivresse de cette orgie du XVIIIe siècle, on pourrait croire que l'échafaud qui devait mettre fin à toute cette folle joie, leur avait de loin fait signe comme la sombre tête d'un spectre.

» La peinture, qui s'était tenue à l'écart jusqu'alors du plus sérieux des mouvements sociaux, soit qu'elle fût débilitée par le vin et les femmes, soit qu'elle envisageât sa coopération comme inu-

tile, se traîna jusqu'au dernier moment au milieu de ses roses, de ses parfums de musc et de ses jeux de bergers. Vien et quelques autres sentaient bien qu'il fallait à tout prix l'en arracher, mais ils ne savaient ce qu'il y avait à faire ensuite. Lesueur, que le maître de David tenait en très-haute estime, ne put pas fonder une école nouvelle : il fut forcé d'en convenir. Venu dans un temps où toute royauté intellectuelle était tombée aussi au pouvoir d'un Marat et d'un Robespierre, David était dans le même embarras que ces artistes. Nous savons pourtant qu'il alla à Rome, et qu'il en revint aussi vanlooiste qu'il y était allé. Ce ne fut que plus tard, quand on prêcha l'antiquité grecque et romaine, quand publicistes et philosophes s'avisèrent qu'il fallait revenir aux formes littéraires, sociales, et politiques des anciens, ce ne fut qu'alors que son esprit se déploya dans toute sa hardiesse innée, et que, d'une main puissante, il tira l'art des bergeries folâtres et parfumées où il était tombé, pour l'élever dans les régions les plus sévères de l'héroïsme antique. La réaction fut impitoyable comme toute réaction, et David la poussa jusqu'à l'extrême. C'est par lui que le terrorisme commença dans la peinture. »

L'œuvre et l'action de David sont suffisamment connues en Allemagne. Nos hôtes français, sous l'Empire, nous ont souvent entretenus du grand David. Nous avons aussi beaucoup entendu parler de ses élèves, qui le continuèrent, chacun à sa façon, de Gérard, Gros, Girodet et Guérin. On connaît moins chez nous un autre homme dont le nom commence également par un G, et qui, s'il n'est pas le fondateur, est tout au moins l'initiateur d'une nouvelle école de peinture en France. C'est Géricault.

J'ai fait connaître ailleurs cette école nouvelle [1]. En décrivant les meilleurs tableaux du Salon de 1831, j'ai donné en même temps une caractéristique des nouveaux maîtres. Ce Salon, au jugement de tous, a été le plus extraordinaire que la France ait jamais vu, et il reste mémorable dans les annales de l'art. Les tableaux que j'ai trouvés dignes d'une description, se conserveront pendant des siècles, et mes paroles seront peut-être une pièce utile de l'histoire de la peinture.

Cette année, j'ai pu pleinement me convaincre de

1. Voir dans le livre *De la France*, le *Salon de* 1831.

l'immense importance du Salon de 1831, lorsque les salles du Louvre, qui avaient été fermées pendant deux mois, se sont rouvertes le 1er avril, et que les plus récents produits de l'art français se sont offerts à nous. Comme de coutume, on avait caché les vieux tableaux de la galerie nationale par des paravents auxquels étaient accrochées les nouvelles peintures, de sorte que, parfois, derrière les insipidités gothiques d'un peintre néo-romantique, les gracieux chefs-d'œuvre mythologiques du vieux art italien se montraient à la dérobée. L'exposition ressemblait à un *Codex palimpsestus,* où l'on s'irrite d'autant plus contre le nouveau texte barbare, que l'on sait quelle divine poésie grecque il recouvre.

Il y avait bien quatre mille tableaux exposés, et, parmi eux, presque pas un chef-d'œuvre. Était-ce la suite d'une trop grande fatigue après une excitation trop grande ! Ce lamentable malaise que nous remarquons dans la vie politique des Français, depuis que la folle ivresse de la liberté s'est dissipée, se manifeste-t-il aussi dans l'art ? l'exposition de cette année n'était-elle qu'un bâillement bigarré, un écho multicolore de la session des Chambres? Si le Salon de 1831 était encore tout embrasé du soleil de

juillet, c'était la pluie de juin qui dégouttait tristement dans celui de 1833. Les deux héros encensés du Salon précédent, Delaroche et Robert, n'étaient pas entrés en lice et les autres peintres, que j'ai vantés il y a deux ans, n'ont rien donné d'excellent cette année. A l'exception d'un tableau de Tony Johannot, un Allemand, pas une seule toile ne m'a fortement intéressé. M. Scheffer a exposé encore une *Marguerite*, qui témoigne de grands progrès techniques, mais ne signifie pourtant pas grand'-chose. C'est la même idée, plus chaleureusement peinte, mais plus frileusement pensée. Horace Vernet a donné aussi un grand tableau, mais où il n'y a que de beaux détails. Decamps a voulu sans doute se moquer du Salon et de lui-même, et il a donné surtout des sujets de singes; parmi eux, un très-excellent singe qui peint un tableau d'histoire. Ses longs cheveux, pendants à la Christ, m'ont fait joyeusement penser à des amis d'outre-Rhin.

C'est de M. Ingres que l'on parle le plus cette année, au point de vue de l'éloge comme de la censure. Il a exposé deux portraits, celui d'une jeune Italienne, et celui d'un vieux Français, M. Bertin l'aîné.

Comme Louis-Philippe dans la politique, M. Ingres a été cette année le roi dans l'art; comme le premier règne aux Tuileries, lui, il a régné au Louvre. Le caractère de M. Ingres est aussi juste-milieu; M. Ingres, en effet, est un juste-milieu entre Miéris et Michel-Ange. On trouve dans ses tableaux la hardiesse héroïque de Miéris et le fin coloris de Michel-Ange.

La sculpture, dans l'exposition actuelle, s'est montrée d'autant plus brillante que la peinture avait excité peu d'enthousiasme, et elle a offert des œuvres parmi lesquelles plusieurs autorisent les plus hautes espérances, l'une même qui pourrait rivaliser avec les meilleurs produits de cet art, le *Caïn* de M. Étex. C'est un groupe d'une beauté symétrique et même monumentale, plein du caractère antédiluvien, et en même temps d'une signification toute moderne. Caïn, avec sa femme et son enfant, est là, acceptant le destin, absorbé, sans pensée, pétrifié dans un repos sans consolation. Cet homme a tué son frère à la suite d'une querelle pour un sacrifice, d'une dispute de religion. Oui, la religion a causé le premier fratricide, et, depuis lors, elle porte au front le signe du sang.

Je reviendrai plus tard sur le *Caïn* d'Étex, après avoir parlé de l'essor extraordinaire que nous remarquons, de notre temps, dans la sculpture bien plus encore que dans la peinture. Le *Spartacus* et le *Thésée*, exposés maintenant dans le jardin des Tuileries, excitent, chaque fois que je les contemple, mon admiration pensive. Seulement, quand il pleut, je regrette que de semblables chefs-d'œuvre de l'art moderne soient exposés si complétement au grand air. Ici, le ciel n'est pas aussi clément qu'en Grèce, et même en Grèce les œuvres de premier ordre étaient mieux protégées contre le vent et la pluie qu'on ne le croit d'ordinaire : les plus excellentes étaient bien abritées, le plus souvent dans les temples. Jusqu'ici pourtant, la température a peu nui aux nouvelles statues des Tuileries, et c'est un beau coup d'œil quand on les voit se détacher dans leur éblouissante blancheur sur la fraîche verdure des marronniers. Il est amusant d'entendre les bonnes expliquer parfois aux petits enfants qui jouent près d'elles ce que signifie cet homme nu en marbre, qui tient avec colère son glaive dans sa main, ou quel est cet étrange compère qui, sur son corps d'homme, porte une tête de bœuf, et

qu'un autre homme nu écrase avec sa massue. « L'homme-bœuf, disent-elles, a mangé beaucoup de petits enfants. » De jeunes républicains font volontiers, en passant, la remarque que le Spartacus jette un regard louche, qui donne fort à penser, du côté des Tuileries, et, dans la figure du Minotaure, ils voient la royauté. D'autres trouvent à redire à la manière dont le Thésée brandit sa massue, et prétendent que, s'il assénait son coup, il s'écraserait infailliblement la main. Quoi qu'il en soit, jusqu'ici tout a encore très-bonne tournure. Mais, après quelques hivers, ces belles statues seront déjà flétries et ébréchées, la mousse croîtra sur le glaive de Spartacus, et de pacifiques familles d'insectes nicheront entre la tête de bœuf du Minotaure et la massue de Thésée, si la main de celui-ci, et la massue elle-même ne se sont pas brisés.

Puisqu'il faut repaître ici tant de soldats inutiles, le roi devrait placer aux Tuileries, à côté de chaque statue, une sentinelle qui tiendrait, quand il pleut, un parapluie ouvert. Alors, au vrai sens du mot, l'art serait abrité sous le parapluie du roi citoyen.

De toutes parts les artistes se plaignent de l'excessive parcimonie du roi. On dit que, quand il n'était

que duc d'Orléans, il montrait plus de sollicitude pour les arts. On murmure de ce qu'il commande comparativement trop peu de tableaux, et les paye mal. Toutefois, à l'exception du roi de Bavière, Louis-Philippe est, de tous les princes, celui qui se connaît le mieux en beaux-arts. Aujourd'hui, son esprit est peut-être trop absorbé par la politique pour qu'il puisse s'occuper des arts aussi activement qu'autrefois. Mais, si son goût pour la peinture et la sculpture s'est un peu refroidi, sa passion d'architecture est presque devenue de la fureur. Jamais à Paris on n'a autant bâti que cela a lieu aujourd'hui par les soins du roi. Partout de nouveaux édifices commencés et même des rues tout entières. On travaille continuellement au Louvre et aux Tuileries. Le plan de la nouvelle Bibliothèque est tout ce qu'on peut imaginer de plus grandiose. L'église de la Madeleine, l'ancien temple de la Gloire, est près d'être achevée. On travaille aussi maintenant au grand palais des Ambassades que Napoléon voulait construire sur la rive droite de la Seine, et qui n'est qu'à moitié achevé, de sorte que cet énorme édifice semble les ruines d'un gigantesque château fort. On érige sur les places publiques des monuments

vraiment colossales. A la Bastille s'élève le grand éléphant qui ne représente pas mal la force consciente d'elle-même et la puissante raison du peuple. Sur la place de la Concorde, on voit déjà la représentation en bois de l'obélisque de Louqsor; dans quelques mois, l'original égyptien y sera debout lui-même, et servira de pierre commémorative pour l'événement horrible qui s'est passé là autrefois, le 21 janvier. Quelles que soient les expériences millénaires que puisse nous apporter avec lui, du merveilleux pays d'Égypte, ce messager couvert d'hiéroglyphes, le moderne poteau à lanterne, qui se dresse depuis cinquante ans sur la place de la Concorde, a vu des choses infiniment plus remarquables encore, et l'aiguille géante du vieil obélisque rouge pâlira et tremblera d'effroi quand, par une tranquille nuit d'hiver, le frivole poteau français se mettra à jaser, et racontera l'histoire de la place où ils se trouvent tous deux.

La passion de bâtir est la passion maîtresse du roi, et sera peut-être cause de sa chute. Je crains que, malgré toutes les promesses, il ne songe toujours aux *forts détachés*, car il s'agit, dans un projet semblable, d'employer le marteau et la truelle, et

son cœur palpite d'aise quand il songe à un marteau. Qui sait si ce bruit de marteau ne le rendra pas sourd, un jour, à la voix de la prudence, et si, sans le savoir, il n'est pas dupe de ses fantaisies favorites quand il envisage ces forts comme son unique moyen de salut, et leur construction comme facilement exécutable. L'architecture pourrait nous entraîner ainsi dans les plus grands mouvements de la politique. A propos de ces forts et du roi lui-même, qu'on me permette d'insérer ici un fragment écrit par moi en juillet dernier :

« Tout le secret des partis révolutionaires consiste en ceci, c'est qu'il ne veulent plus attaquer le gouvernement, mais attendent de sa part quelque rude attaque pour prêter une résistance active. Une insurrection nouvelle ne peut donc éclater à Paris sans la volonté expresse du gouvernement, qui ne saurait en donner l'occasion que par une insigne folie. L'insurrection réussissant, la France deviendra immédiatement une république, et la Révolution se déchaînera sur toute l'Europe, dont les vieilles institutions seront, sinon mises en pièces, du moins fort ébranlées. Si l'insurrection échoue, alors commencera ici une réaction terrible, inouïe,

qui sera singée dans les pays voisins avec la maladresse ordinaire, et peut produire maintes transformations dans l'état de choses existant. En tout cas, le repos de l'Europe est compromis par tout ce que le gouvernement français pourra tenter d'inaccoutumé contre les intérêts de la Révolution, par tout ce qu'il entreprendra d'hostile contre les partis révolutionaires. Or, comme la volonté de ce gouvernement n'est autre que la volonté exclusive du roi, la poitrine de Louis-Philippe est réellement la boîte de Pandore où se trouvent tous les maux qui peuvent un jour se répandre sur cette terre. Malheureusement, il est impossible de lire sur son visage les pensées de son cœur; car la branche cadette semble exceller autant que l'aînée dans l'art de dissimuler. Pas un acteur sur cette terre n'est aussi maître de son visage, ne s'entend aussi admirablement à jouer son rôle que notre roi citoyen. C'est peut-être l'un des hommes les plus spirituels et les plus courageux de France; et pourtant, quand il s'est agi de gagner la couronne, il a su se donner un air tout à fait innocent, bourgeois, timide, et les gens qui l'ont mis sans beaucoup de cérémonie sur le trône, croyaient certainement pouvoir l'en faire

descendre avec beaucoup moins de cérémonie encore. Cette fois, comme Brutus, la royauté a joué le rôle de faible d'esprit. Aussi c'est à leurs propres dépens, et non pas aux dépens de Louis-Philippe que devraient rire les Français en voyant les caricatures où il est représenté avec son feutre blanc et son grand parapluie. L'un et l'autre étaient de rigueur, et, comme les poignées de main, appartenaient à son rôle. L'histoire témoignera un jour que ce rôle a été bien rempli; ce sentiment peut le consoler des satires et des caricatures dont il est l'objet. La quantité de ces pasquinades et de ces charges devient chaque jour plus considérable, et partout on ne voit sur les murs des maisons que des poires grotesques. Jamais prince, dans sa propre capitale, n'a été autant raillé que Louis-Philippe; mais il se dit : « Rira bien qui rira le dernier! ce » n'est pas vous qui mangerez la poire, la poire vous » mangera. » Assurément, il sent toutes les offenses qui lui sont faites, car il est homme. Il n'est pas non plus d'une si douce nature d'agneau qu'il ne pût se venger : c'est un homme, mais un homme fort qui sait maîtriser sa mauvaise humeur du moment, et commander à sa passion. Quand viendra l'heure

qu'il jugera favorable, alors il frappera ; — d'abord ses ennemis intérieurs, puis ceux du dehors qui l'ont offensé d'une manière bien plus sensible encore. Cet homme est capable de tout, et qui sait s'il ne jettera pas un jour, comme gage de combat, à la Sainte-Alliance, ce gant qui est devenu si sale de toutes les poignées de main possibles? Vraiment, le sentiment de sa dignité de prince ne lui manque pas. Lui, que j'avais vu, peu après la révolution de Juillet, avec son feutre et son parapluie, comme je l'aperçus tout à coup changé le 6 juin de l'année dernière quand il réduisait les républicains! Ce n'était plus le bourgeois débonnaire, au ventre flottant, au visage souriant et replet; sa corpulence même lui donnait un air digne, il relevait aussi hardiment la tête que l'avait jamais fait autrefois l'un de sès aïeux. Mais, quand il s'aperçut que la couronne ne tenait pas encore tout à fait ferme sur sa tête, et que plus d'une bourrasque pouvait survenir, comme il eût vite retapé son vieux chapeau et repris en main son parapluie! Quelques jours après, à la grande revue, comme il saluait de nouveau bourgeoisement compères tailleurs et bottiers, comme il distribuait de droite et de gauche les plus cor-

diales poignées de main, et non pas seulement avec la main, mais avec les yeux, les lèvres riantes et même les favoris ! Et pourtant ce bonhomme riant, saluant, implorant, suppliant, portait alors dans sa poitrine quatorze forts détachés.

» Ces forts sont aujourd'hui l'objet des questions les plus sérieuses, et la solution de ces questions peut être terrible et ébranler le monde. C'est toujours cette fatalité qui perd les gens avisés : ils croient être plus habiles que tout un peuple, et pourtant l'expérience a montré que les masses ont toujours un instinct fort juste et devinent très-bien, sinon les plans, du moins les intentions de leurs maîtres. Les peuples sont tout-scients, tout-voyants; l'œil du peuple est l'œil de Dieu. Ainsi le peuple français a haussé les épaules de pitié quand le gouvernement, d'un air paternel, a cherché à lui faire croire hypocritement qu'il voulait fortifier Paris pour pouvoir le défendre contre la Sainte-Alliance. Il est vrai que le roi a des motifs suffisants pour craindre Paris; la couronne brûle sur sa tête et roussit son toupet, aussi longtemps que la grande flamme couve encore dans Paris, le foyer de la Révolution. Mais pourquoi n'avoue-t-il pas cela ouvertement? Pourquoi

se comporte-t-il encore comme le fidèle gardien de cette flamme? Il serait peut-être plus avantageux pour lui d'avouer tout uniment aux épiciers et autres partisans de la royauté, qu'il ne peut ni les soutenir ni se soutenir lui-même, aussi longtemps qu'il n'est pas complétement maître de Paris, que c'est pour cela qu'il entoure la capitale de quatorze forts, dont les canons imposeraient silence de haut en bas à toutes les émeutes. L'aveu net et franc qu'il s'agit de sa tête et de toutes les têtes juste-milieu, aurait produit peut-être un bon effet. Mais, aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les partis opposants, ce sont aussi les boutiquiers et les partisans du juste-milieu que les forts détachés mettent de très-mauvaise humeur, et la presse leur a suffisamment débrouillé les motifs pour lesquels ils sont de si mauvaise humeur. La plupart des boutiquiers trouvent, en effet, que Louis-Philippe est un excellent roi, digne que l'on fasse pour lui des sacrifices, et même que parfois on s'expose pour lui, comme aux 5 et 6 juin, lorsque, au nombre de quarante mille gardes nationaux, combinés avec vingt mille hommes de troupes de ligne, ils ont risqué leur peau contre plusieurs centaines de républicains;

mais ils ne pensent nullement que Louis-Philippe mérite que, pour le conserver, on expose Paris, c'est-à-dire soi-même avec femme et enfants et toutes les boutiques, à être foudroyé, dans de futures émeutes plus considérables, du haut des quatorze nouveaux forts. Depuis cinquante ans, disent-ils, on s'est accoutumé, d'ailleurs, à toutes les révolutions possibles; on s'est appliqué à intervenir dans les petites émeutes, afin que le repos soit tout de suite rétabli, et, dans les insurrections plus considérables, à se soumettre immédiatement afin que le calme soit aussi tout de suite rétabli. Les étrangers mêmes, disent-ils, les étrangers riches qui dépensent tant d'argent à Paris, se sont convaincus aujourd'hui qu'une révolution est sans danger pour tout spectateur paisible, qu'elle peut s'accomplir avec beaucoup d'ordre, même avec une grande politesse, si bien que, pour un étranger, c'est encore un amusement tout à fait à part que d'assister, à Paris, à une révolution. Mais, si l'on entourait Paris de forts détachés, la crainte d'être pulvérisés un beau matin par le canon, chasserait de Paris les étrangers, les provinciaux, et non pas seulement les gens du dehors, mais encore une foule de rentiers établis ici, on

vendrait alors moins de sucre, de poivre et de pommade; les propriétaires tireraient des loyers moins considérables; bref, le commerce et l'industrie seraient ruinés. Les épiciers qui tremblent ainsi pour le revenu de leurs maisons, pour les chalands de leurs boutiques, et pour eux-mêmes et leurs familles, sont donc hostiles à un projet qui ferait de Paris une forteresse, de sorte que Paris ne serait plus le vieux Paris, heureux, tranquille et sans soucis. D'autres, qui appartiennent, il est vrai, au juste-milieu, mais n'ont pas renoncé aux principes libéraux de la Révolution, et préfèrent encore ces principes à Louis-Philippe, ceux-là pensent que la royauté citoyenne est beaucoup mieux protégée par des institutions que par des ouvrages d'architecture qui rappellent trop les vieux temps féodaux, où le maître de la citadelle pouvait dominer la ville selon son bon plaisir. Louis-Philippe, disent-ils, est encore jusqu'ici un fidèle gardien de la liberté civile et de l'égalité que l'on a conquises avec tant de sang; mais il est homme, et dans l'homme il y a toujours une secrète envie du pouvoir absolu. En possession des forts détachés, il peut impunément satisfaire à son aise tous ses caprises; il serait

ainsi beaucoup plus absolu que n'ont jamais pu l'être les rois avant la Révolution; ceux-ci ne pouvaient mettre à la Bastille que quelques mécontents, tandis que, lui, il entoure la ville de bastilles; il embastille tout Paris. Et, si même on était parfaitement sûr du noble caractère du roi actuel, qui peut répondre de ses successeurs, et surtout de ceux qui, par la ruse ou le hasard, se mettront un jour en possession de ces forts détachés, d'où ils seront maîtres de Paris à discrétion? Mais une autre appréhension, bien plus sérieuse que celle-là, se manifesta de toute part, et ébranla ceux-mêmes qui, jusqu'ici, n'avaient pris parti ni pour ni contre le gouvernement, ni même pour ou contre la Révolution. Elle concernait le plus considérable intérêt du peuple, l'intérêt suprême de l'indépendance nationale. Bien que la vanité française n'aime pas à revenir sur 1814 et 1815, il fallait bien s'avouer, à part soi, qu'une troisième invasion n'était pas si complétement en dehors du domaine du possible, que les forts détachés, non-seulement ne seraient pas pour les alliés un obstacle insurmontable quand ils voudraient prendre Paris, mais qu'une fois maîtres de ces forts, ils pourraient tenir Paris en bride pour l'éternité,

si ce n'est même le détruire pour toujours à coups de canon. Je ne fais que rapporter ici l'opinion de Français, qui sont convaincus qu'à la première invasion, les troupes étrangères s'éloignèrent de Paris, parce qu'elles n'avaient nul point d'appui contre cette énorme population, et que maintenant les souverains ne désirent rien plus ardemment, dans le secret de leur cœur, que de détruire de fond en comble Paris, le foyer de la Révolution. »

Maintenant, est-il vrai que le projet des *forts détachés* soit abandonné pour toujours? Dieu seul, qui pénètre les reins des rois, en sait quelque chose.

Je ne puis m'empêcher de faire la remarque que nous sommes peut-être aveuglés par l'esprit de parti, et que le gouvernement n'est mû que par les vues les plus désintéressées, c'est-à-dire qu'il songe uniquement à se barricader contre la Sainte-Alliance. Mais ceci est invraisemblable. La Sainte-Alliance a plutôt mille raisons de craindre Louis-Philippe, et par-dessus tout un motif d'une suprême importance de souhaiter sa conservation. Car, d'abord, Louis-Philippe est le plus puissant prince de l'Eu-

rope, ses ressources matérielles sont décuplées par leur mobilité, et dix fois, cent fois plus redoutables encore sont les moyens moraux dont il pourrait disposer en cas de besoin; et, si, malgré tout, les princes coalisés parvenaient à renvoyer cet homme, ils n'auraient fait que renverser eux-mêmes le plus puissant et peut-être le dernier appui de la royauté en Europe. Oui, les princes devraient chaque jour rendre grâce à genoux au Créateur des couronnes et des trônes, de ce que Louis-Philippe est roi de France. Une fois déjà, ils ont fait la folie de tuer l'homme qui était seul de force à maîtriser puissamment les républicains, Napoléon. Oh! c'est à bon droit que vous vous nommez rois par la grâce de Dieu! Ce fut une grâce spéciale de Dieu d'envoyer encore une fois aux rois un homme qui pût les sauver, quand et déjà le jacobinisme avait repris en main sa hache, et menaçait de mettre en pièces la vieille royauté; que les rois tuent cet homme, et Dieu lui-même sera impuissant à leur venir en aide. Par l'envoi de Napoléon Bonaparte et de Louis-Philippe d'Orléans, ces deux miracles, il a deux fois offert son salut à la royauté. Car Dieu est sage et voit bien que la forme du gouvernement républi-

cain est très-peu convenable et profitable à la vieille Europe, et d'un très-médiocre réconfort pour elle. Et moi aussi, je partage cette idée. Mais peut-être tous deux nous ne pouvons rien contre l'aveuglement des princes et des démagogues. Nous autres dieux, nous sommes impuissants contre la sottise.

Oui, c'est ma conviction la plus sainte que le républicanisme n'est ni convenable, ni utile, ni salutaire aux peuples de l'Europe, et que, pour les Allemands, il est même impossible. Lorsque les démocrates allemands, singeant aveuglément les Français, se mirent à prêcher une république allemande et tentèrent, dans leur folle fureur, de diffamer et d'avilir, non pas seulement les rois, mais la royauté elle-même, la dernière garantie de notre société, alors j'envisageai comme un devoir de m'exprimer ainsi que je l'ai fait à propos du 21 janvier. Bien que, depuis le 28 juin de l'année dernière, mon royalisme se soit quelque peu aigri, je n'ai pas voulu retrancher ce passage en réimprimant ces feuilles. Je suis fier d'avoir eu un jour le courage de ne me laisser entraîner à la sottise et à l'erreur, ni par les caresses et l'intrigue, ni par les menaces

Celui qui ne va pas aussi loin que son cœur le pousse, et que le lui permet la raison, est un lâche; celui qui va plus loin qu'il ne voulait aller, est un esclave.

I

VARIA

(1837)

... J'ai remarqué récemment que les Français, chez lesquels la comédie réussit mieux que chez nous, ne sont pas redevables de ce privilége à leur liberté politique; qu'il me soit permis de montrer, avec un peu plus de détail, que c'est plutôt à l'état social de la France que les auteurs comiques doivent leur supériorité.

Vous savez ce que j'entends par l'*état social*. Ce sont les mœurs et habitudes, ce qu'on fait et ce qu'on ne fait pas, toute l'existence publique et domestique d'un peuple, en tant que tout cela exprime la manière dont il comprend la vie. Il est rare que

l'auteur comique français prenne pour sujet principal la vie publique du peuple ; d'ordinaire, il n'en utilise que quelques moments; çà et là seulement, il cueille sur ce terrain quelques folles fleurs, et en fait une guirlande autour du miroir où nous sourit, à travers les facettes ironiquement taillées, la vie domestique des Français. Ce sont, il est vrai, des caricatures que ce miroir nous montre; mais, comme toutes choses chez les Français sont exagérées de la manière la plus vive, et deviennent des caricatures, ces charges nous donnent pourtant l'impitoyable vérité, si ce n'est la vérité d'aujourd'hui, du moins certainement celle de demain. L'écrivain comique trouve encore de plus grandes ressources dans les contrastes que forment avec les mœurs actuelles mainte institution vieillie, et mainte habitude d'aujourd'hui avec la secrète manière de penser du peuple, et enfin dans ces autres contrastes, qui se produisent d'une manière si divertissante, lorsque le noble enthousiasme qui s'enflamme si aisément chez les Français et s'éteint de même, se trouve en conflit avec les tendances positives et industrielles du jour. Ici, nous nous trouvons sur un sol où la souveraine absolue, la Révolution, a exercé depuis

cinquante ans sa domination arbitraire, arrachant ici, épargnant ailleurs, mais ébranlant partout les fondements de la vie sociale ; — et cette rage d'égalité qui ne pouvait pas élever ce qui est bas, mais seulement abaisser les sommités ; ce duel du présent avec le passé qui se raillent réciproquement, la querelle d'un fou avec un fantôme ; ce renversement de toute autorité, spirituelle aussi bien que matérielle ; cette marche trébuchante sur leurs derniers débris, et cette faiblesse aux heures terribles du destin, quand la nécessité d'une autorité se fait sentir, et que le destructeur, s'effrayant devant son œuvre, d'angoisse se met à chanter et enfin à rire tout haut... Voyez-vous, cela est terrible, et même, dans une certaine mesure, horrible ; mais, pour la comédie, cela est tout à fait excellent !

Toutefois, un Allemand se sentira toujours ici quelque peu mal à l'aise. Par les dieux éternels, nous devrions chaque jour rendre grâces à Notre-Seigneur de ce que nous n'avons pas de comédies comparables à celles des Français, de ce que chez nous il ne croît pas de ces fleurs qui ne peuvent se développer que sur un monceau de débris, tel que la société française ! Le poëte comique français

m'apparaît parfois comme un singe assis sur les ruines d'une ville détruite, qui fait des grimaces et éclate d'un rire ironique quand, au milieu des ogives brisées de la cathédrale, se montre la tête d'un renard véritable, quand, dans l'ancien boudoir de la royale maîtresse, une véritable truie fait son lit d'accouchée, ou quand les corbeaux tiennent gravement conseil sur les créneaux de la maison commune, ou que l'hyène, dans le caveau funéraire des princes, remue de vieux ossements...

VICTOR HUGO

(Mai 1837)

... Les meilleurs écrivains tragiques parmi les Français sont toujours Alex. Dumas et V. Hugo. Je nomme celui-ci le dernier, parce que son œuvre théâtrale est moins considérable et a un moindre succès, bien qu'il dépasse en valeur poétique tous ses contemporains de ce côté du Rhin. Je ne saurais aucunement lui refuser le talent du drame comme le font beaucoup de gens qui, dans un but perfide, relèvent constamment sa grandeur lyrique. Hugo est un poëte, et commande à la poésie sous toutes ses formes. Ses drames sont aussi dignes d'éloges que ses odes. Mais, au théâtre, la force rhétorique agit plus

que la poésie, et les reproches que l'on fait au poëte, quand tombe une de ses pièces, atteindraient à bien meilleur droit la masse du public, beaucoup moins sensible à des accents naïfs de nature, à des inventions profondes, à des finesses psychologiques, qu'à des phrases pompeuses, au hennissement grossier de la passion, ou à des moyens de coulisse, c'est-à-dire à ce qu'on appelle ici, en argot de théâtre, *brûler les planches*.

En géneral, Victor Hugo n'est pas encore estimé en France à tout son prix. La critique allemande et l'impartialité allemande lui rendent plus de justice et une louange plus indépendante...

... Rien n'est plus faux que de prendre, comme cela a lieu, sa plus haute qualité, c'est-à-dire son talent de donner à la pensée une forme sensible, pour un défaut, et de dire que la poésie intime manque à ses créations, que les contours et la couleur sont pour lui l'essentiel, que sa poésie est toute matérielle et extérieure. C'est blâmer en lui précisément ce qui est le plus digne d'éloge, je veux dire son sens plastique.

Et cette injustice ne lui vient pas de la part des vieux classiques, qui ne l'attaquaient qu'avec les

armes d'Aristote, et sont depuis longtemps vaincus, — mais bien de ses anciens compagnons de l'école romantique, dont une fraction a complétement rompu avec celui qui fut son gonfalonier littéraire...

(Mai 1837)

... Le Seigneur dirigera tout pour le mieux. Lui, sans la volonté duquel aucun moineau ne tombe d'un toit, et le conseiller intime Charles Streckfuy ne fait pas un vers, il n'abandonnera pas le destin de peuples entiers à l'arbitraire de la plus pitoyable imprévoyance. Je le sais d'une manière tout à fait sûre, lui qui autrefois a conduit avec une si merveilleuse puissance les enfants d'Israël hors d'Égypte, hors du pays des castes et des bœufs divinisés, il montrera aussi ses tours d'adresse aux pharaons d'aujourd'hui. De temps à autre, comme autrefois sous les Juges, il repoussera les arrogants

Philistins dans leur territoire. Et même la nouvelle prostituée de Babylone, comme il la régalera de coups de pied! La vois-tu, la volonté de Dieu? Elle passe à travers l'air comme le secret muet d'un télégraphe, qui, au-dessus de nos têtes, transmet ses nouvelles aux initiés, tandis que les profanes vivent au-dessous dans le tumulte bruyant de la rue, et ne se doutent pas que leurs intérêts les plus graves, paix et guerre, se débattent invisibles au-dessus d'eux dans les airs. Si l'un de nous regarde en haut et qu'il se connaisse en signes et comprenne les signaux sur les tours, et qu'il avertisse les gens de la catastrophe qui s'approche, ils le nomment un rêveur et se moquent de lui. Parfois, il lui arrive pis encore, et ceux qu'il a avertis deviennent furieux contre lui à cause de la mauvaise nouvelle, et le lapident. Parfois aussi, le prophète est mis à la forteresse jusqu'à ce que la prophétie s'accomplisse, et il peut y rester longtemps; car le bon Dieu exécute toujours, il est vrai, ce qu'il a conçu et résolu pour le plus grand bien du monde, mais il ne se hâte jamais.

O Seigneur, je sais que tu es la sagesse et la justice mêmes, et que ce que tu fais est toujours juste

et sage. Mais je te prie, fais un peu vite ce que tu veux faire. Tu es éternel, et tu as du temps de reste, et tu peux attendre. Mais, moi, je suis mortel, et je meurs.

Paris, le 1er mars 1840.

... Cette fois. j'en suis convaincu, M. Thiers est ministre. « J'en jurerais bien, mais je ne parierais pas, » dit un jour Fox en semblable occasion. Je suis maintenant curieux de voir en combien de temps sa popularité sera de nouveau démolie. Les républicains voient aujourd'hui en lui un nouveau boulevard de la royauté et ils ne l'épargneront certainement pas. La magnanimité n'est pas leur fort, et la vertu républicaine ne dédaigne pas l'alliance avec le mensonge. Demain déjà, les vieilles calomnies montreront leurs petites têtes de serpent du fond des repaires les plus bourbeux et siffleront joyeusement. Ses pauvres collègues seront de même fort mal menés. « Un ministère de carnaval! » criait-on déjà hier au soir, lorsque le nom du ministre de l'instruction publique fut prononcé. Ce mot a toutefois une certaine vérité. Sans la préoc-

cupation des trois jours du carnaval, on se serait peut-être moins hâté pour la formation du ministère. Mais nous sommes déjà au dimanche du carnaval ; dans ce moment, le cortége du bœuf gras se rue à travers Paris, et demain et après-demain sont les jours les plus dangereux pour le repos public. Le peuple s'abandonne alors à une joie folle, presque désespérée, toutes les extravagances sont débridées à faire trembler, et l'ivresse de liberté est toute prête à fraterniser avec l'ivresse du vin bleu. — Mascarade pour mascarade, et le nouveau ministère est peut-être un masque du roi pour le carnaval.

Paris, le 30 avril 1840.

... La sympathie qu'éveille le républicanisme est pourtant tenue constamment en bride par les intérêts d'argent ; — c'est ce que j'ai remarqué encore ces jours-ci, en causant avec un banquier très-éclairé, qui me disait avec beaucoup de chaleur : « Qui donc conteste les avantages de la constitution républicaine? Moi-même, je suis parfois tout à fait républicain. Voyez-vous, quand je mets la main dans la poche droite de mon pantalon où est mon

argent, le contact de ce froid métal me fait frissonner, je tremble pour ma propriété, et je suis pour la monarchie; en revanche, quand je mets la main dans ma poche gauche qui est vide, toute crainte disparaît aussitôt, et je siffle joyeusement *la Marseillaise*, et je vote pour la république. » Le banquier éclairé qui me disait cela n'est ni le gros baron de Rothschild, ni le petit M. Kœnigswarter; à peine était-il besoin d'en faire la remarque, puisque le premier, comme chacun sait, a tant d'argent, que ses deux poches en sont pleines, tandis que le second a trop peu d'esprit pour qu'il pût expliquer comment il est alternativement, vingt fois le jour, royaliste et républicain.

Paris, le 14 mai 1840.

La communication officielle relative aux restes mortels de Napoléon, a produit ici un effet qui a dépassé de beaucoup les prévisions du ministère. Le sentiment national est excité jusque dans ses profondeurs les plus insondables, et le grand acte de justice, la satisfaction dont le géant de notre siècle est l'objet, et qui doit réjouir tous les cœurs

ici-bas, apparaît aux Français comme un commencement d'une réhabilitation de leur honneur national blessé. Napoléon est leur point d'honneur.

Vous vous trompez. Dans la personne du mort de Sainte-Hélène, ce n'est pas la France qui a été maltraitée, c'est l'humanité ; de même que les obsèques qui se préparent ne doivent nullement être considérées comme une défaite des puissances étrangères, mais comme une victoire de l'humanité. C'était du vivant qu'il s'agissait et non pas du mort, et, si l'on n'a pas, déjà depuis longtemps, rendu celui-ci aux Français, ce n'est pas la faute des potentats européens, mais d'une petite coterie de chasseurs de renards et de jockeys anglais qui, dans l'intervalle, se sont cassé le cou, ou se sont coupé la gorge, — comme, par exemple, le noble Londonderry, — ou bien ont coulé à fond par la puissance du temps et du vin de Porto. En Allemagne, il y a déjà bien des années que nous avons payé au grand empereur un juste tribut d'honneurs, et nous avons bien le droit de considérer avec quelque tranquillité d'âme la ferveur des hommages actuels. Franchement, les Français se comportent dans cette circonstance comme des enfants auxquels on a pris

et on rend leur jouet; aussitôt qu'ils l'auront dans leurs mains, ils le briseront en riant, et le fouleront aux pieds, et je prévois déjà combien de mauvaises plaisanteries on ne manquera pas de faire quand arrivera la grande procession avec les reliques de Sainte-Hélène. Pour le moment, ils sont tout enthousiasme, ces bonhomiques et légers Français. Ils sont si mécontents des vivants, qu'ils attendent, Dieu sait quoi, du mort.—Vous vous trompez. Vous trouverez en lui un homme très-pacifique.

Mais, tandis que l'habile président du conseil sait ainsi caresser et exploiter avec succès la vanité nationale de nos aimables badauds des bords de la Seine, il se montre très-indifférent, plus même qu'indifférent, dans une affaire où il ne s'agit pas des intérêts d'un pays ou d'un peuple, mais de ceux de l'humanité même. Est-ce le manque de sentiment libéral ou de sagacité qui l'a conduit à prendre ouvertement parti pour le consul français, auquel, dans la tragédie de Damas, on attribue le rôle le plus honteux? Non, M. Thiers est un homme de beaucoup de pénétration et d'humanité, — mais il est aussi homme d'État; il n'a pas besoin seulement des sympathies révolutionnaires, il lui faut

des auxiliaires de toute sorte, il doit transiger, se procurer une majorité dans la Chambre des pairs; il peut utiliser le clergé comme un moyen de gouvernement, tout au moins cette portion du clergé qui, n'attendant plus rien de la branche aînée des Bourbons, s'est ralliée au pouvoir actuel. A cette partie du clergé, que l'on nomme le clergé rallié, appartiennent cette foule d'ultramontains qui ont pour organe le journal *l'Univers*. Ces derniers attendent le salut de l'Église de M. Thiers, et celui-ci, de son côté, cherche en eux son appui. Le comte de Montalembert, le membre le plus alerte de la société pieuse, et, depuis le 1er mars, un séide de M. Thiers, est l'intermédiaire visible entre le fils de la Révolution et les pères de la foi, entre l'ancien rédacteur du *National* et les rédacteurs actuels de *l'Univers*, qui, dans leurs colonnes, font tout ce qui est humainement possible pour faire accroire au monde que les juifs mangent de vieux capucins, et que le comte de Ratti-Menton est un honnête homme. M. de Ratti-Menton, un ami, ou seulement peut-être un instrument des amis du comte de Montaembert, était naguère consul de France en Sicile, où il a fait deux fois banqueroute et d'où il a dû être

éloigné. Plus tard, il devint consul à Tiflis, où il dut aussi vider la place, et cela, pour des choses qui ne sont pas particulièrement honorables ; je veux seulement rappeler qu'alors l'ambassadeur russe à Paris, le comte Pahlen, fit savoir sans ambages au ministre des affaires étrangères, le comte Molé, que, dans le cas où l'on ne rappellerait pas M. Ratti-Menton, de Tiflis, le gouvernement russe saurait l'éloigner honteusement, et qu'on n'aurait pas dû prendre, à un arbre si pourri, le bois avec lequel on voulait allumer le feu.

Paris, le 3 juin 1840.

Les journaux de Paris sont lus au delà du Rhin (comme d'ailleurs dans le monde entier), et l'on a coutume, en comparant la presse indigène avec la presse française, de surfaire la valeur de celle-ci, et de refuser tout mérite à l'autre. Il est vrai que les journaux d'ici fourmillent de passages que, chez nous, en Allemagne, ne laisserait point passer le censeur le plus débonnaire ; il est vrai que les articles de journaux français sont mieux écrits et plus logiquement conçus que ceux des feuilles allemandes,

où l'écrivain doit d'abord créer sa langue politique, se frayer laborieusement un chemin à travers les forêts primitives de ses idées; il est vrai encore que le Français s'entend mieux à *rédiger* ses pensées, et qu'il les déshabille sous les yeux du public jusqu'à la nudité la plus intelligible, tandis que le journaliste allemand, bien plus par pusillanimité naturelle que par peur du crayon rouge, cherche à envelopper ses pensées de tous les voiles possibles de l'indétermination. Et pourtant, quand on ne se contente pas de juger la presse française d'après son apparence extérieure, mais qu'on la prend sur le fait dans son intérieur, dans ses bureaux, il faut reconnaître qu'elle souffre d'une sorte d'esclavage tout à fait étranger à la presse allemande, et qu'il est plus pernicieux peut-être que notre censure transrhénane; il faut convenir aussi que la clarté et l'aisance avec lesquelles le Français dispose et traite ses idées, provient souvent d'un exclusivisme sec et d'une absence d'étendue toute mécanique, infiniment plus préjudiciables que la confusion luxuriante et la lourde plénitude du journaliste allemand. Un mot d'explication là-dessus.

La presse quotidienne francaise est plutôt une

oligarchie qu'une démocratie, car la fondation d'un journal français est liée à tant de frais et de difficultés, que les personnes seules qui sont en mesure de risquer des sommes considérables peuvent tenter l'entreprise. Aussi des capitalistes ou d'autres industriels sont d'ordinaire les bailleurs de fonds pour une affaire semblable; ils spéculent sur le débit qu'aura le journal quand il aura su se faire compter comme l'organe d'un certain parti, ou bien ils gardent l'arrière-pensée, du moment que le journal aura atteint un certain nombre d'abonnés, de le vendre au gouvernement avec un profit bien plus considérable encore. Voués de la sorte à l'exploitation des partis ou du ministère, les journaux tombent dans une dépendance étroite, ou, ce qui est pire encore, dans un exclusivisme au prix duquel les entraves de la censure allemande pourraient sembler des chaînes de fleurs. Le rédacteur en chef d'un journal français est un condottière qui défend dans ses colonnes les intérêts et les passions du parti qui l'a pris à sa solde par des abonnements ou une subvention. Ses sous-rédacteurs, ses lieutenants et soldats obéissent avec une exactitude militaire, et ils donnent à leurs articles la direction et

la couleur voulues, si bien que le journal atteint a cette unité et à cette précision que, de loin, nous ne pouvons assez admirer. Ici règne la plus stricte discipline de pensée et même d'expression. Un collaborateur inattentif a-t-il par hasard oublié le mot d'ordre, et écrit tant soit peu en dehors de la consigne, le rédacteur en chef taille alors en pleine chair son article avec une dureté militaire, telle qu'on ne la rencontrerait jamais chez un censeur allemand. Car un censeur allemand est encore un Allemand, et, avec l'étendue bonhomique de son esprit, il prête volontiers l'oreille à des raisons sensées; mais le rédacteur en chef d'un journal français est un Français exclusif, pratique; il a son opinion particulière qu'il s'est formulée une fois pour toutes, d'une manière précise, ou bien qui lui a été livrée toute formulée par ses commettants. Que quelqu'un arrive et lui apporte un travail qui n'est point tout à fait conforme au but de son journal, ou qui traite d'un sujet sans intérêt immédiat pour le public auquel le journal sert d'organe, ce travail est sévèrement repoussé avec ces mots sacramentels: « Cela n'entre pas dans l'idée de notre journal. » Or, comme chacun des journaux français

a, ainsi, sa couleur politique particulière et son cercle d'idées propres, il va de soi que l'écrivain qui reste en dehors de ce cercle d'idées, et n'arbore point la couleur d'un parti, ne trouverait absolument aucun organe pour ses communications. Oui, du moment qu'on s'éloigne de la discusion des intérêts du jour, des prétendues actualités, du moment qu'on veut développer des idées étrangères aux banales questions de partis, ou seulement traiter la cause de l'humanité, les rédacteurs des journaux parisiens repousseraient un semblable article avec une politesse ironique; et, comme ici on ne peut parler avec le public que par les journaux, ou par l'intermédiaire de leurs annonces, il se trouve que la Charte qui permet à tout Français de publier ses idées par le moyen de la presse est une amère ironie pour tout penseur et cosmopolite original, et que de fait il n'y a pour eux aucune liberté de la presse: cela n'entre pas dans l'idée de notre journal.

Paris, le 25 juillet 1840.

... Les événements d'Orient ont pour résultat de ruiner peu à peu dans cette contrée, grâce à

l'influence européenne, le vieux système de l'anéantissement des peuples. Les droits de l'individu à l'existence y arrivent aussi à être mieux compris, et les cruautés de la torture devront en particulier céder la place à une procédure criminelle plus douce. C'est la sanglante histoire de Damas qui produira ce dernier résultat, et, à ce point de vue, le voyage de M. Crémieux à Alexandrie peut être signalé comme un fait important dans les annales de l'humanité. Ce légiste célèbre, un des hommes les plus honorés de France, a déjà commencé ce pèlerinage vraiment pieux, accompagné de sa femme, qui a voulu partager avec lui tous les dangers qui le menaçaient. Puissent ces dangers, qui n'avaient peut-être d'autre portée que de le détourner de sa noble entreprise, être aussi petits que les gens qui les préparent ! Dans le fait, cet avocat des juifs plaide en même temps la cause de toute l'humanité. Il ne s'agit de rien moins que d'introduire aussi en Orient la procédure européenne dans les procès criminels. Le procès des juifs de Damas a commencé par la torture ; il n'a pu s'achever parce qu'un des inculpés était sujet autrichien, et que le consul d'Autriche s'opposa à ce qu'il fût mis à la question. Maintenant,

il faut que le procès soit instruit de nouveau, et cela, sans la torture obligée, sans ces instruments de souffrance qui arrachaient aux accusés les déclarations les plus absurdes et intimidaient les témoins. Le consul de France à Alexandrie a mis en mouvement ciel et terre pour empêcher cette instruction nouvelle du procès; car la conduite du consul français à Damas risquerait ainsi d'être trop bien mise en lumière, et la honte infligée à son représentant pourrait ébranler en Syrie le crédit de la France. Et la France a sur cette contrée de vastes plans qui remontent jusqu'aux croisades, que la Révolution n'a pas abandonnés, que plus tard Napoléon ne perdait pas de vue, et auxquels M. Thiers lui-même songe pour le cas où il faudrait renoncer à Alger, et où l'ambition française devrait chercher sa pâture ailleurs qu'en Orient. Les chrétiens de Syrie attendent leur émancipation des Français; et ceux-ci, tout esprits forts qu'ils peuvent être chez eux, tiennent à se faire passer en Orient pour de pieux protecteurs de la foi catholique, et flattent volontiers dans cette contrée le zélotisme des moines. Nous nous expliquons ainsi pourquoi ce n'est pas seulement M. Coohelet, à Alexandrie, mais même notre

président du conseil, le fils de la Révolution à Paris, qui prend sous son patronage le consul de Damas. — En réalité, il ne s'agit point aujourd'hui de la vertu d'un Ratti-Menton ou de la perversité des juifs de Damas; — il n'y a peut-être entre eux que peu de différence, et, comme le premier pourrait bien être trop petit pour notre haine, les autres pourraient bien l'être aussi pour notre sympathie; — non, il s'agit ici de sanctionner, par un éclatant exemple, l'abolition de la torture en Orient. — Les consuls des grandes puissances européennes, particulièrement d'Autriche et d'Angleterre, ont proposé dans ce but, au pacha d'Égypte, de procéder, sans l'emploi de la torture, à une nouvelle instruction du procès des juifs de Damas, et peut-être ressentent-ils en même temps une maligne joie de ce que ce soit précisément M. Cochelet, le consul général de France, le représentant de la Révolution et de son fils, qui s'oppose à cette instruction nouvelle, et prend parti pour la torture.

Paris, le 6 janvier 1841.

... Toutefois, Guizot n'est point l'homme de

l'immobilisme pétrifié, mais du progrès réglé et mûri. Les ennemis de la Révolution l'apprécient infiniment mieux à ce point de vue que nos radicaux ; ils ont bien remarqué que, tout en défendant le gouvernement des classes moyennes contre les assauts du prolétariat, il préparait pourtant, par ses réformes dans l'instruction publique, la participation salutaire et bienfaisante des classes inférieures à ce gouvernement, mais au moyen d'un développement progressif dans le cours du temps et sans violent soubresaut.

L'avenir rendra à cet homme la plus glorieuse justice. Peut-être l'obtiendrait-il même dans l'avenir le plus prochain ; il n'a pour cela qu'à quitter l'hôtel des Capucines. Reprendrait-il dans ce cas son poste d'ambassadeur à Londres ? Au mépris de ses sympathies pour l'Angleterre, soutiendrait-il ce nouveau ministère qui rêve une alliance avec la Russie ? C'est possible, car, dans le cas où l'on forcerait la France à la guerre, Guizot, dédaignant tout moyen révolutionnaire, n'ambitionnerait que des alliances politiques. « Si malgré tous nos sacrifices et notre modération, nous ne pouvons maintenir la paix, eh bien, nous ferons la guerre, mais

comme une *puissance* et non comme une *cohue.* »
Voilà ce qu'a dit Guizot dans une causerie familière de salon. C'est là le vrai motif de la haine dont il est l'objet de la part de ces gens qui n'attendent la victoire que d'une guerre de propagande, dont ils espéreraient devenir les instruments nécessaires. Ce sont surtout les journalistes qui croient que, de tous les auxiliaires, leur plume est le plus efficace. « La meilleure chose au monde est un bonnet de coton, » dit le bonnetier; et les journalistes disent: « La meilleure est un article de journal! » Nous avons pu voir tout récemment à quel point ils s'abusent lorsque les phrases propagandistes du *National*, du *Courrier français* et du *Constitutionnel* ont excité tant de mauvaise humeur en Allemagne. Les pères étaient beaucoup plus pratiques : lorsqu'ils virent les idées cosmopolites de la Révolution compromises, ils cherchèrent leur aide dans le sentiment national. Les fils, en voyant leur nationalité menacée, ont recours aux idées cosmopolites; — mais celles-ci ne poussent pas aussi puissamment à l'action que ces exhalaisons enivrantes du sol que nous nommons amour de la patrie.

En cas de guerre, je doute que l'alliance russe

fût plus profitable aux Français que la propagande. Cette dernière menacerait les formes temporaires de la société française, mais l'autre mettait en péril l'essence même de cette société, son principe de vie le plus intime, l'âme du peuple français.

Paris, le 29 avril 1841.

... Qu'en est-il, en réalité, de ces projets réactionnaires que l'on prête particulièrement à M. Guizot? Je ne puis en aucune façon y ajouter foi. Guizot est l'homme de la résistance, mais non de la réaction. Et soyez sûrs qu'on l'aurait dès longtemps congédié à cause de sa résistance en haut, si l'on n'avait pas besoin de sa résistance en bas. Son affaire propre est la conservation de fait de ce régime de la bourgeoisie, qui est aussi furieusement menacé par les traînards maraudeurs du passé que par l'avant-garde pillarde de l'avenir. M. Guizot s'est proposé une tâche difficile, et personne, hélas! ne lui en sait gré. Mais les plus ingrats envers lui sont vraiment ces bons bourgeois que sa forte main défend et protége, mais à qui il ne tend pas familièrement la main, et avec les petites passions des-

quels il ne pactise jamais. Ils ne l'aiment pas, ces philistins, car il ne rit pas avec eux des plaisanteries de Voltaire, il n'est pas industriel, et ne danse pas avec eux autour de l'arbre de mai de la gloire! Il porte très-haut la tête, et sur tous ses traits un orgueil mélancolique semble dire : « Je pourrais peut-être faire quelque chose de mieux que de gaspiller ma vie dans de pénibles combats de chaque jour pour ce tas de g.....! » Et, en effet, il ne courtise pas tendrement la popularité, et il a même posé ce principe qu'un bon ministre doit être impopulaire. Jamais il n'a voulu complaire à la foule, même dans ces jours de la Restauration où il fut le plus magnifiquement fêté comme un savant tribun populaire. Lorsqu'il faisait à la Sorbonne ses cours mémorables, et que les applaudissements de la jeunesse se produisaient d'une manière tant soit peu orageuse, il apaisa lui-même ce tumulte flatteur par ces paroles sévères : « Messieurs, même dans l'enthousiasme, il faut que l'ordre règne! » L'amour de l'ordre est, en général, le trait dominant du caractère de Guizot, et déjà, par cette raison, son ministère a agi d'une façon très-bienfaisante dans la confusion du

présent. Cet amour de l'ordre lui a souvent attiré le reproche de pédanterie, et je reconnais que la roideur sérieuse de son extérieur est tempérée par un certain air invétéré de magister et de savant, qui rappelle notre patrie allemande, et surtout Goettingue. Il est aussi peu réactionnaire que le conseiller aulique Heeren, Tychsen ou Eichhorn, l'ont été, — mais il ne permettra jamais qu'on donne une volée de coups de canne aux bedeaux de l'Université, ou que l'on se chamaille dans la Weenderstrasse en cassant les lanternes.

Il y a, en réalité, quelque chose d'allemand dans la nature de M. Guizot, mais d'allemand de la meilleure sorte : il est savant à fond, foncièrement honnête, humain, universel. — Nous autres Allemands, qui serions à bon droit fiers de Guizot, s'il était notre compatriote, nous devrions au moins lui rendre justice en sa qualité de ministre français, lorsque sa dignité personnelle est en question. Ici, je ne puis assez m'étonner que des gens honorables en Allemagne aient pu concevoir cette idée que la presse allemande avait quelque chose à craindre de l'intervention d'un tel homme. Je ne sais ce qu'il en est des lamentations du *Journal de la haute*

Allemagne ; mais ce que je sais bien, c'est qu'il n'y a que l'erreur, ou une interprétation malveillante qui puisse être en jeu, quand on tient un Guizot pour l'instigateur des mesures restrictives dont une feuille allemande est menacée par la censure locale. J'ai lu un reproche semblable dans le 113e numéro de la *Gazette d'Augsbourg*, arrivé ici hier. Je n'ai pas l'honneur de connaître personnellement M. Guizot; autrement, je pourrais à coup sûr confondre par des faits certains ce reproche immérité. Mais ce que je puis dire, c'est que, plus que personne en France, M. Guizot professe les plus grandes sympathies pour l'indépendance des écrivains allemands, et le développement libre de l'esprit allemand, et, dans ce sentiment, il se croit si sûr d'être apprécié par nous, qu'il faisait récemment à l'un de mes compatriotes ce compliment naïf: « Jamais un Allemand ne me prendra pour un réactionnaire. »

Paris, le 22 mai 1841.

... Louis-Philippe l'a compris depuis longtemps, et c'est pourquoi il a fondé sa puissance, non pas

sur le sentiment idéal du respect, mais sur des besoins réels et la nécessité pure. Les Français ne peuvent se passer de lui, et c'est à sa conservation que la leur est liée. Ce même bourgeois qui ne trouve pas qu'il vaille la peine de défendre l'honneur du roi contre la calomnie, qui lui-même, à table, entre la poire et le fromage, se répand en injures contre le roi, — au premier coup de tambour, il se hâterait d'arriver avec son sabre et son fusil au secours de Louis-Philippe, le garant de son salut politique, et de ses intérêts de propriété menacés.

A cette occasion, nous devons rappeler qu'un journal légitimiste, *la France*, nous a attaqué avec la plus grande amertume, parce que nous nous sommes rendu coupable, dans la *Gazette d'Augsbourg*, d'avoir défendu le roi. Nous ne répondrons qu'un mot à cette attaque : c'est que nous sommes fort loin de prendre la moindre part aux luttes intérieures des partis en France. Nos communications dans ces feuilles[1] ont pour premier but de faire comprendre les choses et les hommes, les événements et les situations, et nous pouvons nous faire gloire, sur ce ter-

1. La *Gazette universelle d'Augsbourg*.

rain, de la plus grande impartialité, aussi longtemps que les intérêts de notre patrie allemande ne sont pas en jeu, et n'exercent pas leur influence sur nous. Qui pourrait entièrement s'affranchir d'influences de cette espèce? Il se peut, à vrai dire, que notre sympathie pour des hommes d'État français, et même pour Louis-Philippe, s'augmente quelquefois, parce que nous croyons leur action salutaire à la France. Je crains d'être souvent encore induit à parler favorablement d'un prince qui nous a préservés des horreurs de la guerre, et à qui nous devons de pouvoir consolider dans les loisirs de la paix, l'alliance entre la France et l'Allemagne. Cette alliance, en tout cas, est plus naturelle que l'alliance anglaise ou même russe, ces deux extrêmes devant lesquels peu à peu on recule ici. Une aversion secrète s'est toujours emparée des Français chaque fois qu'il s'est agi pour eux de se rapprocher de la Russie: ils ont une véritable terreur des embrassements de ces ours du Nord, qu'ils ont appris à connaître personnellement sur les champs glacés de la Moscovie. Quant à l'Angleterre, ils se soucient tout aussi peu maintenant de s'engager avec elle, parce qu'ils viennent d'avoir récemment en-

core, un petit échantillon de la perfidie albionesque. Et puis ils se défient de la durée du régime actuel en Angleterre, et le croient beaucoup plus près de sa chute qu'il ne l'est en réalité. La situation déclinante de l'État britannique les trompe. Pourtant, elle finira bien par tomber, cette tour penchée! Les taupes indigènes minent sans cesse ses fondements, et à la fin viendront les ours du Nord qui l'ébranleront impétueusement avec leurs pattes. Un Français pourrait faire à part lui ce souhait : puisse la tour penchée s'écrouler enfin et ensevelir sous ses débris les ours victorieux!

Paris, le 21 juin 1843.

... Le très-vif intérêt que la *Notice historique* de Mignet a répandu sur la carrière d'un homme sans éclat comme Daunou, témoigne d'un art incomparable d'exposition. Je dirais volontiers que, cette fois, la sauce était meilleure que le poisson. Personne comme Mignet ne sait ouvrir à l'esprit des aperçus pleins de clarté sur les situations les plus compliquées, résumer toute une époque en un petit nombre de traits essentiels, et trouver le mot ca-

ractéristique pour les hommes et les choses. Les résultats des recherches et des réflexions les plus laborieuses sont ici concentrés en courtes phrases incidentes, comme une sorte de remplissage accidentel; beaucoup de dialectique, beaucoup d'esprit, beaucoup d'éclat, mais de bon aloi, nulle part de vaines apparences. Une admirable harmonie entre le contenu et la forme, et l'on ne sait ce qu'on doit ici le plus admirer, les pensées ou le style, les diamants où leur précieuse enchâssure! Oui, tandis que tous les travaux de Mignet dénotent une profondeur et une persévérance d'étude qui rappellent l'Allemagne, l'exposition n'en est pas moins élégante, transparente, pressante, logique et bien ordonnée, telle enfin qu'on ne peut la rencontrer que chez les Français. Dans l'esprit de Mignet, nous retrouvons les qualités des deux peuples, et sa personne offre un phénomène analogue. Comme un fils du Nord, il est blond avec des yeux bleus, mais la grâce et la sûreté de ses mouvements trahissent son origine méridionale. C'est un des plus beaux hommes qu'on puisse voir, et, entre nous, le public qui remplit la grande *aula* du palais Mazarin, chaque fois qu'on annonce un discours de Mignet, est

essentiellement composé de dames plus ou moins jeunes, qui s'y trouvent souvent des heures à l'avance, afin d'avoir les meilleures places d'où l'on peut aussi bien voir le secrétaire perpétuel que l'entendre. La plupart de ses collègues sont d'un extérieur qui a été moins favorisé, si ce n'est même déplorablement négligé par la mère nature. Je ne puis songer sans rire à l'expression par laquelle une jeune dame, qui était dernièrement assise près de moi à l'Académie, désignait quelques-uns des membres de cette vénérable corporation : « Ces messieurs doivent être très-savants, disait-elle, car ils sont très-laids. » Le public fait sans doute assez souvent un raisonnement semblable, et c'est là peut-être la clef de mainte réputation de savant. — Dans la même séance où Mignet parla de Daunou, M. Portalis prononça aussi un grand discours. Juste ciel ! quel orateur ! Il me rappela Démosthènes qui, dans sa jeunesse, pour maîtriser ses organes rebelles, s'exerçait à parler avec des cailloux dans la bouche. M. Portalis parla comme s'il eût eu la bouche pleine de cailloux, et ni moi, ni personne dans l'auditoire, nous ne pûmes comprendre la moindre chose à son discours.

Paris, le 20 juillet 1843.

Chaque peuple a son défaut national, et nous, Allemands, nous avons le nôtre, à savoir notre célèbre lenteur; nous le savons très-bien, nous avons du plomb dans nos bottes, et même dans nos pantoufles. Mais que sert aux Français toute leur célérité, leur promptitude et leur adresse, puisqu'ils oublient tout aussi facilement ce qu'ils ont fait? ils n'ont point de mémoire, et c'est là leur plus grand malheur. Cette facilité à oublier fait perdre les fruits de ce qu'on fait et de ce qu'on ne fait pas. Chaque jour, il leur faut parcourir de nouveau le cercle de leur histoire, recommencer sur de nouveaux frais leur vie, livrer encore une fois leurs batailles, et demain le vainqueur a oublié tout aussi facilement sa défaite et les salutaires enseignements qu'il en avait tirés. Qui a gagné, en juillet 1830, la grande bataille? Qui l'a perdue? On aurait dû s'en souvenir au moins dans le grand hôpital où, pour me servir d'une expression de Mignet, chaque puissance tombée a transporté ses blessés. Nous ne nous permettrons que cette seule remarque sur les dé-

bats qui ont eu lieu dans la Chambre des pairs, au sujet de l'instruction secondaire, et où le parti clérical n'a été battu qu'en apparence. Dans le fait, il triomphe, et n'était-ce pas déjà un suffisant triomphe que de se montrer au jour comme parti organisé? Nous sommes bien loin de blâmer cette hardie rentrée en scène, qui nous déplaît beaucoup moins que la médiocrité négligente dont les adversaires se rendirent coupables. Combien piteusement apparut ici M. Villemain, le petit rhéteur, le bel esprit éventé, ce voltairien distancé, qui s'est frotté tant soit peu aux Pères de l'Église pour se donner une teinture de gravité, et qui était animé d'une ignorance touchant au sublime! Je ne puis comprendre que M. Guizot ne lui ait pas donné son congé sur place; car cet embarras d'écolier, ce manque des connaissances préliminaires les plus indispensables, cette nullité scientifique, devaient bien plus sensiblement déplaire à ce grand savant que quelque faute politique que ce soit. Pour couvrir quelque peu la faiblesse et l'inanité de son collègue, Guizot dut prendre plusieurs fois la parole; mais tout ce qu'il disait était faible, incolore, et sans saveur. Il aurait dit assurément de meilleures

choses s'il n'avait pas été ministre des affaires étrangères, mais de l'instruction publique, et qu'il eût eu à briser une lance pour les intérêts particuliers de son département. Oui, il se serait même montré beaucoup plus dangereux pour ses adversaires, si, au lieu de toute sa puissance politique, il n'eût été armé que de sa puissance d'esprit, s'il fût entré en lice comme simple professeur pour les droits de la philosophie. Victor Cousin était précisément dans cette position favorable, et c'est à lui qu'appartiennent les honneurs de la journée. Cousin n'est pas, comme on l'a prétendu récemment avec trop de mauvaise humeur, un dilettante philosophique, c'est plutôt un grand philosophe; il est ici pour la philosophie le fils de la maison, et, comme elle se trouvait attaquée par ses ennemis les plus irréconciliables, notre Victor Cousin eut à faire son *oratio pro domo*. Et il parla bien, excellemment même, avec conviction. C'est toujours pour nous un spectacle exquis quand les hommes les plus pacifiques et les moins possédés du goût de la dispute, sont contraints, par les conditions intimes de leur existence, par la puissance des événements, par leur situation, leu nature, leur histoire, bref, par une

impérieuse nécessité, sont forcés, dis-je, de combattre. Cousin fut un combattant de cette espèce, un gladiateur de la nécessité, quand un ministre imphilosophique de l'instruction publique ne se trouva pas en état de défendre les intérêts de la philosophie. Personne ne savait mieux que Victor Cousin qu'il ne s'agissait pas ici d'une chose nouvelle, que sa parole contribuerait peu à aplanir l'ancien différend, et qu'il n'y avait point de victoire définitive à attendre. Un sentiment semblable exerce toujours un effet amortissant; aussi tous les feux d'artifice de l'esprit ne purent ici cacher la tristesse intérieure causée par la stérilité de tous ces efforts. Les discours de Cousin n'en ont pas moins produit, sur ses adversaires mêmes, une impression qui l'honore, et l'hostilité dont il est l'objet de leur part est une preuve de leur estime. Ils méprisent Villemain, mais ils craignent Cousin. Ils le craignent, non pas pour ses opinions, pour son caractère, pour ses qualités ou ses défauts individuels : ce qu'ils redoutent en lui, c'est la philosophie allemande. Juste ciel! on fait aussi à notre philosophie allemande et à notre Cousin beaucoup trop d'honneur. Bien que ce der-

nier soit un dialecticien-né, bien qu'il possède en même temps, au plus haut degré, le don de la forme, bien que, dans sa spécialité philosophique, il ait encore pour auxiliaire un grand sens de l'art, il n'en est pas moins très-loin encore de comprendre, dans son essence même, la philosophie allemande avec assez de profondeur pour en pouvoir formuler les systèmes dans une langue claire, généralement intelligible comme cela serait nécessaire pour des Français qui ne sont pas comme nous assez patients pour étudier un idiome abstrait. Mais ce qui ne se laisse pas dire en bon français, n'est pas dangereux pour la France. La section des sciences morales et politiques de l'Institut a mis au concours, comme on sait, l'Exposé de la philosophie allemande depuis Kant, et Cousin, qui est ici la tête dirigeante, a voulu peut-être chercher d'autres forces, là où les siences ne suffisaient pas. Mais d'autres que lui n'ont pas non plus rempli ce programme, et, dans la dernière séance solennelle de l'Académie, on nous a annoncé que, cette année encore, aucun des mémoires présentés sur la philosophie allemande ne serait couronné.

DONQUICHOTTISME

FRAGMENT DES REISEBILDER[1]

... Mais que restera-t-il aux aristocrates quand ils seront privés des instruments couronnés de leur subsistance, quand les rois seront la propriété du peuple, et pratiqueront un gouvernement honnête et sûr, par la volonté du peuple, source unique de tout pouvoir? Que feront les prêtres quand les rois s'apercevront qu'un peu d'huile de la sainte Ampoule ne peut mettre nulle tête humaine à l'abri

1. Le fragment qu'on va lire et celui qui le suit se trouvent ajoutés aux *Reisebilder* dans l'édition allemande. — Le premier morceau, que nous intitulons *Donquichottisme*, précède, dans l'édition de Hambourg, le post-scriptum qui termine, dans l'édition française, la partie des *Reisebilder* ayant pour titre *la Ville de Lucques*. (T. II.)

de la guillotine, de même que le peuple s'aperçoit de plus en plus chaque jour que l'on ne se rassasie point avec des oublies ? Alors, sans doute il ne restera autre chose à l'aristocratie et au clergé que de faire alliance pour intriguer et cabaler contre l'ordre nouveau du monde.

Peine inutile ! Comme un géant flamboyant, le temps poursuit tranquillement sa route, sans s'inquiéter des frocards et des gentillâtres hargneux qui aboient au-dessous de lui. Comme ils hurlent chaque fois qu'ils se brûlent le museau au pied de ce géant, ou que celui-ci leur marche involontairement sur la tête, si bien que leur obscur poison en jaillit ! Leur colère se tourne alors d'autant plus perfide contre les enfants isolés du temps, et, impuissants contre la masse, ils cherchent à refaire sur les individus leur lâche petit courage.

Hélas ! il faut l'avouer : plus d'un pauvre enfant du temps n'en sent pas moins les coups que des prêtres et des hobereaux aux aguets savent lui porter dans l'ombre, et, quand même une auréole rayonne autour des blessures du vainqueur, ces blessures saignent pourtant et font souffrir ! C'est un étrange martyre que celui que souffrent de nos

jours de semblables vainqueurs; il ne se termine pas par une confession hardie comme autrefois, lorsque les témoins sanglants trouvaient un prompt échafaud ou un bûcher jubilant. L'essence du martyre, c'est-à-dire tout sacrifier pour l'amour d'une lubie céleste, est bien encore la même; mais elle a beaucoup perdu de sa joie et de sa foi intimes; elle est devenue plutôt une persévérance résignée, une souffrance tenace, une mort aussi longue que la vie ; et il arrive même que, dans les heures froides et ternes, les martyrs les plus saints sont visités par le doute. Il n'y a rien de plus horrible que ces heures où un Marcus Brutus commença à douter de la réalité de la vertu pour laquelle il avait tout sacrifié ! Hélas ! et celui-là était un Romain, et il vivait dans la période florissante du Portique ; nous autres, modernes, nous sommes d'une étoffe moins solide, et nous voyons en outre fleurir une philosophie qui n'accorde à tout enthousiasme qu'une valeur relative, l'anéantit par conséquent, ou la neutralise en en faisant un donquichottisme conscient de lui-même.

Les froids et habiles philosophes! Comme ils sourient, avec une compassion hautaine, des tour-

ments et des folies d'un pauvre don Quichotte! Eh pourtant, avec leur sagesse d'école, ils ne remarquent pas que tout donquichottisme est ce qu'il y a de plus digne d'estime dans la vie, oui, que c'est la vie même, et que ce donquichottisme donne seul un élan plus hardi au monde entier, avec tout ce qui dans ce monde fait de la philosophie ou de la musique, ou laboure ou bâille! Car la grande masse du peuple, y compris les philosophes, n'est, sans le savoir, autre chose qu'un colossal Sancho Pança qui, en dépit de sa crainte prosaïque des coups de bâton, et des recettes de sa sagesse de ménage, suit pourtant le chevalier insensé dans toutes ses aventures périlleuses, attiré qu'il est par la récompense promise, à laquelle il croit parce qu'il la désire, mais poussé davantage encore par la puissance mystique que l'enthousiasme exerce toujours sur la foule, — comme nous pouvons le voir dans toutes les révolutions politiques et religieuses, et peut-être chaque jour dans les plus petits événements.

Ainsi, toi, par exemple, cher lecteur, tu es, sans le vouloir, le Sancho Pança du poëte à la cervelle détraquée, que tu accompagnes dans les pérégrina-

tions vagabondes de ce livre, en secouant la tête peut-être, — mais enfin tu le suis.

Il y a longtemps de cela! Bien des nouveaux printemps ont fleuri dans l'intervalle; pourtant il leur a manqué toujours leur plus puissant attrait, car, hélas! je ne crois plus aux doux mensonges du rossignol, le flatteur du printemps; je sais combien vite se fanent ses splendeurs, et, quand j'aperçois le plus jeune bouton de rose, je le vois en esprit s'épanouir dans une pourpre douloureuse, puis pâlir, se dessécher sous les vents. Partout, j'aperçois un hiver déguisé.

Mais dans ma poitrine fleurit encore cet amour enflammé qui s'élève plein de désir au-dessus de la terre, erre aventureusement dans les vastes espaces béants du ciel, et, repoussé là-haut par les froides étoiles, retombe de nouveau sur cette petite terre, se voit contraint d'avouer, avec des soupirs et des sanglots, qu'il n'y a pourtant, dans toute la création, rien de plus beau et de meilleur que le cœur de l'homme. Cet amour, c'est l'enthousiasme, qui est toujours d'essence divine, quelles que soient les actions folles ou sages qu'il accomplit. — Et c'est ainsi que le petit garçon n'a point versé en vain les

larmes que lui ont arrachées les souffrances du chevalier insensé, aussi peu que le jeune homme lorsque, plus tard, il pleurait des nuits entières, dans sa petite chambre d'étudiant, sur la mort des plus saints héros de la liberté. Maintenant que j'ai revêtu la robe virile, et que je veux moi-même être un homme, les larmes ont pris fin, et il s'agit pour moi d'imiter en homme ces grands précurseurs, afin d'être, un jour, ce que plaise à Dieu ! pleuré comme eux par les enfants et les jeunes gens. Oui, c'est sur eux que l'on peut compter encore dans notre siècle glacé, car ils sont enflammés par le souffle brûlant qui leur vient des livres antiques, et c'est pour cela aussi qu'ils comprennent les cœurs de flamme du présent. La jeunesse est désintéressée dans ses sentiments et ses idées, et c'est pourquoi elle pense et sent plus profondément la vérité, et ne lésine pas quand il s'agit de prendre hardiment sa part des confessions et des actes périlleux. Les gens plus âgés sont égoïstes et petits; ils songent plus aux intérêts de leurs capitaux qu'à ceux de l'humanité; ils laissent leur petit esquif flotter doucement dans la rigole de la vie, et s'inquiètent peu du navigateur qui combat contre les

vagues de la haute mer, ou bien ils grimpent, à force de persévérance gluante, jusqu'aux cimes d'un poste de bourgmestre ou de président de club, et haussent les épaules à propos des statues des héros que la tempête a renversées de la colonne de la gloire; à cette occasion, ils racontent peut-être qu'eux aussi, dans leur jeunesse, ils ont voulu, comme d'autres, donner de la tête contre le mur, mais qu'ils se sont ensuite réconciliés avec le mur, parce que le mur est l'absolu, la stabilité, ce qui est en soi et pour soi, ce qui, par cela même qu'il est, est raisonnable; de sorte que celui-là est déraisonnable qui ne veut pas supporter un absolutisme fondé en raison, incontestablement subsistant et bien établi. Hélas! ces malheureux qui voudraient nous endormir doucement dans la philosophie de l'esclavage, sont moins méprisables que ces scélérats qui, dans leur apologie du despotisme, ne s'appuient pas même sur des motifs rationnels, mais le défendent historiquement, comme un droit d'habitude, auquel, dans le cours du temps ces hommes se sont peu à peu accoutumés, et qui, par conséquent, possède un droit incontestable, et a force de loi.

Hélas ! je ne veux pas, comme Cham, soulever la couverture qui cache la honte de la patrie, mais c'est une chose horrible comment on a su, chez nous, rendre l'esclavage lui-même bavard, et comment des philosophes et des historiens allemands tenaillent leur cerveau pour défendre tout despotisme, quelque sot et grossier soit-il, comme chose raisonnable et légitime. Le silence est l'honneur des esclaves, dit Tacite; ces philosophes et historiens prétendent le contraire, et font montre des bouts de rubans d'honneur qui brillent à leur boutonnière.

Peut-être pourtant avez-vous raison, et je ne suis qu'un don Quichotte, et la lecture de toute espèce de livres bizarres a dérangé ma tête ainsi qu'au chevalier de la Manche ; et Jean-Jacques Rousseau a été mon Amadis de Gaule, Mirabeau mon Roland ou mon Agramant; et je me suis trop enfoncé dans l'étude des faits héroïques des paladins français, et de la table ronde de la Convention nationale. Il est vrai que ma folie et les idées fixes que j'ai puisées dans ces livres sont d'espèce tout à fait différente de la folie et des idées fixes du chevalier ; celui-ci voulait ressusciter la chevalerie mourante,

moi, au contraire, je veux anéantir à jamais tout ce qui est encore resté de ce temps ; et nous agissons ainsi dans des vues entièrement différentes. Mon collègue prenait des moulins à vent pour des géants : moi tout à l'opposé, je ne puis voir, dans nos géants d'aujourd'hui, que des moulins à vent fanfarons ; il prenait des outres de cuir pour de puissants enchanteurs : moi, je ne vois dans nos enchanteurs actuels que des outres de cuir ; il prenait des auberges de mendiants pour des châteaux, des âniers pour des chevaliers, des donzelles d'écurie pour des dames de cour : moi, tout au contraire, je tiens nos châteaux pour des auberges de gueux, nos cavaliers pour des âniers, nos dames de cour pour de vulgaires donzelles d'écurie ; de même que celui-ci prenait une comédie de marionnettes pour une action d'État, moi, j'envisage nos actions d'État comme de pures comédies de marionnettes ; — mais pourtant, tout aussi bravement que le brave chevalier de la Manche, je me précipite, la visière baissée, sur tout ce monde de bois. Hélas ! de semblables hauts-faits tournent souvent aussi mal pour moi que pour lui, et, comme lui, je dois beaucoup souffrir pour l'honneur de ma dame. Si je voulais la

renier par crainte vaine ou basse avidité, je pourrais vivre à mon aise dans ce monde raisonnable, conduire à l'autel une belle Maritorne, et faire bénir mon mariage par de gras enchanteurs, et banqueter avec de nobles âniers, et engendrer des nouvelles innocentes et autres petits esclaves! Au lieu de cela, paré des trois couleurs de ma dame, il faut que je sois constamment sur le terrain, que je me fraye mon chemin à travers d'indicibles détresses, et je ne remporte pas une victoire qui ne me coûte quelque chose du sang de mon cœur. Nuit et jour, je suis dans l'angoisse; car ces ennemis sont si perfides, que plusieurs que j'avais frappés à mort se donnent encore l'air de vivre, se métamorphosant en toute sorte de figures, et me gâtant mes jours et mes nuits. Combien de douleurs n'ai-je pas eu déjà à souffrir à cause de ces apparitions fatales! Partout où fleurissait pour moi un peu d'amour, ils se glissaient là, les méchants spectres, et écrasaient les innocents boutons. Partout, et là où je pouvais le moins m'y attendre, je découvre sur le sol la trace luisante de leur bave, et, si je n'y prends garde, je puis glisser de la manière la plus dangereuse, même dans la maison de ceux que j'aime le plus. Vous

pouvez rire, et prendre ces inquiétudes pour de vaines imaginations comme celles de don Quichotte. Mais des douleurs imaginaires n'en font pas moins souffrir pour cela, et, si l'on se figure qu'on a bu de la ciguë, on peut prendre une consomption; en tout cas, cela ne vous engraisse pas. Et que je sois devenu gras, c'est une calomnie; tout au moins, je n'ai point encore reçu de grasse sinécure, et j'aurais pourtant les talents nécessaires pour cela. Il n'y a pas non plus trace en moi de l'embonpoint de mes cousins. Je m'imagine qu'on a fait tout ce qui était possible pour me maintenir maigre; quand j'avais faim, on me nourrissait de serpent; quand j'étais altéré, on m'abreuvait d'absinthe, on me versait l'enfer dans le cœur, de sorte que je pleurais du poison et soupirais du feu, on rampait après moi jusque dans les rêves de mes nuits; — et, là, je les vois, ces masques sinistres, nobles visages de laquais aux dents grinçantes, nez menaçants de banquiers, yeux meurtriers apparaissant sous le capuce, pâles mains à manchettes avec des couteaux brillants.

Aussi la vieille femme qui demeure à côté de moi, ma voisine de paroi, me tient pour fou, et

prétend que je dis en songe les choses les plus folles, et que, la nuit dernière, elle m'a distinctement entendu m'écrier : « Dulcinée est la plus belle femme du monde, et moi, je suis le plus infortuné des chevaliers d'ici-bas; mais il n'est pas séant que ma faiblesse renie cette vérité; percez-moi de votre lance, chevalier! »

MESSIRE VONVED

FRAGMENT DES REISEBILDER[1]

... Pendant que j'écrivais le chapitre qui précède, je songeais involontairement à toute autre chose. Une vieille chanson bourdonnait continuellement dans ma mémoire, et pensées et images s'embrouillaient de la façon la plus insupportable : que je le veuille ou non, il faut que je parle de cette chanson. Peut-être, d'ailleurs, sa place est-elle ici, et s'impose-t-elle à bon droit à ma plume. Oui, je commence même à la comprendre aujourd'hui, et je comprends aussi le ton de plus en plus sombre avec lequel la chantait Klas Hinrichson ; c'était un

1. Voir *Reisebilder*, tome Ier, le fragment intitulé *Schnabelewopski* ; — *Messire Vonved* se place entre les chapitres IV et V de ce fragment.

Jutlandais, et il servait chez nous comme palefrenier. Il la chantait encore la veille du jour où il se pendit dans l'écurie. A chaque refrain : « Regarde bien, messire Vonved ! regarde ! » il riait amèrement ; les chevaux hennissaient avec inquiétude, et le chien de garde aboyait comme si quelqu'un mourait. C'est la vieille chanson danoise de messire Vonved, qui chevauche par le monde, et se bat de droite et de gauche jusqu'à ce que l'on réponde à ses questions, et qui enfin, quand toutes ses énigmes sont résolues, revient sombre au logis. La harpe résonne du commencement à la fin. Que chantait-il au commencement ? que chantait-il à la fin ? Je me le suis souvent demandé. La voix de Klas Hinrichson était parfois altérée par les larmes quand il commençait la chanson, et devenait peu à peu rude et grondante comme la mer quand une tempête s'approche. La chanson commence ainsi :

« Messire Vonved est assis dans sa chambrette ; il joue de sa harpe si mélodieusement, il joue de sa harpe sans sa robe ; alors, voici sa mère qui entre. — Regarde bien, messire Vonved ! regarde !

» C'était la reine Adeline, sa mère, qui lui dit :

» Mon jeune fils, laisse d'autres jouer de la » harpe; ceins ton épée, monte ton cheval, chevau- » che, mets ton courage à l'épreuve, lutte et com- » bats; regarde bien tout autour de toi dans le » monde, messire Vonved! regarde! » Et

» Messire Vonved boucle son épée à son côté, il a hâte de se battre contre de bons champions. Mais sa chevauchée est si étrange! Pas un homme il ne rencontre. — Regarde bien, etc.

» Son heaume était brillant, son éperon sonnant, son cheval allait bondissant; lui-même, le maître, semblait avoir des ailes. — Regarde bien, etc.

» Il chevaucha un jour, puis trois jours encore, mais sans voir nulle part une ville. — « Eia! » disait le jeune homme, « n'y a-t-il donc aucune ville dans » ce pays? » — Regarde bien, etc.

» Longtemps sur ce chemin il chevaucha. Messire Thulé Bang le rencontra, messire Thulé avec ses fils; tous étaient bons chevaliers. — Regarde bien, etc.

« Mon plus jeune fils, écoute ce que je dis :

» avec moi de cuirasse change tout de suite, échan-
» geons entre nous notre cotte de maille, pour mieux
» frapper ce héros. » — Regarde bien, etc.

» Messire Vonved arrache son glaive de son côté, il brûle de se battre avec de bons champions; d'abord, il frappe à mort messire Thulé lui-même, puis ensuite ses fils ... Ils étaient douze. — Regarde bien, etc.

» Messire Vonved remet son épée à son flanc; il a hâte de chevaucher plus loin. Alors, il arrive près du veneur et lui demande la moitié de sa chasse; mais lui ne veut pas partager, il faut qu'il se batte et il est tué... Et

» Messire Vonved boucle son glaive à son côté; il est pressé de chevaucher plus loin; le héros arrive à la grande montagne, il voit là le berger paissant son troupeau. — Regarde bien, etc.

« Écoute, berger, et réponds-moi. A qui est le
» bétail que tu chasses devant toi? Et qu'y a-t-il de
» plus rond qu'une roue, et où festine-t-on gaiement
» dans la nuit de Noël? » — Regarde bien, etc.

« Dis : où le poisson se tient-il dans les eaux, et

» où est l'oiseau rouge si beau? Où boit-on le meilleur » vin? Où boit Vidrich avec ses bons champions? » — Regarde bien, etc.

» Le berger était assis là, la bouche silencieuse, et ne sachant rien dire. Alors, il frappa de son côté avec sa lance, si bien que foie et poumon sortirent. — Regarde bien, etc.

» Et il arrive près d'un autre troupeau, et, là, il y a encore un berger auquel il adresse ses questions. Mais celui-ci sait lui répondre, et messire Vonved prend un anneau d'or, et le passe au bras du berger. Puis il chevauche plus loin et arrive près de Tyghé Nold, et le tue, lui et ses deux fils... Et toujours

» Il pousse çà et là son cheval, messire Vonved, le jeune gentilhomme; il chevauche à travers montagnes et vallées, mais il ne trouve personne à qui parler. — Regarde bien, etc.

» Il arriva ainsi vers le troisième troupeau; là était un berger avec des cheveux argentés: « Écoute, » bon berger avec ton troupeau, tu sauras certaine-

» ment me répondre comme il faut. » — Regarde bien, etc.

« Qu'y a-t-il de plus rond qu'une roue? Où boit-» on le meilleur vin? Où le soleil s'en va-t-il chez » lui? Où reposent les pieds d'un homme mort? » — Regarde bien, etc.

« Qu'est-ce qui remplit toutes les vallées? Quel » est le meilleur vêtement dans la salle du roi? Qui » crie plus haut encore que ne crie la grue? Et qui » est plus blanc que le cygne? » — Regarde bien, etc.

« Qui porte sa barbe sur son dos? Qui porte le » nez sous son mentón? Qu'y a-t-il de plus noir » encore qu'un verrou de fer? Et qui est plus ra-» pide qu'un chevreuil? » — Regarde bien, etc.

« Où est le plus large de tous les ponts? Qu'est-ce » qui répugne le plus aux regards de l'homme? Où » trouve-t-on le plus haut chemin? Où boit-on le » breuvage le plus froid? » — Regarde bien, etc.

« Le soleil est plus rond qu'une roue; c'est au » ciel qu'on passe le plus gaiement la nuit de Noël;

» le soleil s'en va chez lui du côté du couchant; les » pieds d'un homme mort reposent vers le levant. » — Regarde bien, etc.

« La neige remplit toutes les vallées; c'est le cou- » rage qui est le plus splendide vêtement dans la » salle du trône; le tonnerre appelle plus haut que la » grue ne peut, et les anges sont plus blancs que le » cygne. » — Regarde bien, etc.

« Le vanneau porte sa barbe sur son dos; l'ours » a son nez sous le menton; le péché est plus noir en- » core que la barre d'un verrou, et la pensée plus » rapide qu'un chevreuil. » — Regarde bien, etc.

« La glace fait le plus large des ponts; le cra- » paud est ce qui répugne le plus au regard de » l'homme; le plus haut chemin mène au paradis; » c'est sous terre qu'on boit le plus froid breuvage. » — Regarde bien, etc.

« Telle que je te l'ai donnée, tu as maintenant la » juste réponse. — Eh bien, j'ai toute confiance en » toi! Indique-moi où je puis trouver beaucoup de » combattants. » — Regarde bien, etc.

« C'est à la Sonderburg qu'il te faut aller; là,
» tu trouveras beaucoup de champions et de gens
» de chevalerie, qui peuvent fort bien se défendre
» dans le combat. — Regarde bien, etc.

» Il ôta de sa main un anneau d'or, un anneau qui pesait bien quinze livres d'or; alors, il le tendit au vieux berger, parce qu'il avait pu lui indiquer les héros. — Regarde bien, etc.

» Et il entre à cheval dans le château, et il tue d'abord Randulf, puis ensuite Strandulf; il tua le vaillant Ege Under, il tua Ege Karl, son frère; il frappait de droite, il frappait de gauche, il frappait devant lui tous les ennemis. — Regarde bien, etc.

» Messire Vonved remet son glaive dans le fourreau, et songe à chevaucher plus loin encore. Là, dans la Marche sauvage, il rencontre un combattant, et celui-ci était des plus vigoureux. — Regarde bien, etc.

« Dis-moi, noble chevalier, et réponds bien : Où
» se tient le poisson dans les eaux? Où vous sert-on
» le meilleur vin? Et où boit Vidrich avec ses
» combattants? » — Regarde bien, etc.

« C'est dans l'est que le poisson se tient dans les » eaux, c'est dans le nord qu'on boit le meilleur vin, » c'est à Halland que tu trouveras Vidrich avec ses » combattants, et maints bons compagnons. » — Regarde bien, etc.

» Vonved de son sein tire un anneau d'or, il la passe au bras du combattant : « Écoute, tu es le » dernier qui ait gagné de l'or de messire Vonved. » — Regarde bien, etc.

» Messire Vonved arrive chevauchant devant la muraille crénelée, il demande aux gardiens de le faire entrer; et, comme personne ne vient à lui, alors il saute par-dessus le mur. — Regarde bien, etc.

» Il attache son cheval par la bride, puis il monte dans la grande salle du château ; tout de suite il s'assied au haut bout de la table, sans prononcer une parole. — Regarde bien, etc.

» Il mangeait, il buvait, il se servait, sans en demander la permission au roi. « Jamais je ne suis » entré quelque part où il y eût autant de langues » maudites. » — Regarde bien, etc.

» Le roi dit à ses combattants : « Il faut attacher » ce maître fou; si vous ne liez pas ferme cet hôte » étranger, vous ne savez pas me servir comme je » l'entends. » — Regarde bien, etc.

« Prends en cinq, prends en vingt si tu veux, et » surtout viens toi-même commencer le jeu, fils de » catin! c'est ainsi que je te nomme, à moins que tu » ne m'attaches. » — Regarde bien, etc.

« Le roi Esmer, mon cher père, et ma mère, la » fière Adeline, m'ont fait sévèrement défense de » dépenser mon or avec un coquin. » — Regarde bien, etc.

« Si le roi Esmer est ton père, et ta mère, dame » Adeline, alors tu es messire Vonved, un beau » combattant, et, en outre, le fils de ma plus chère » sœur. » — Regarde bien, etc.

« Messire Vonved, si tu veux rester chez moi, » gloire et honneur seront pour toi, et, si tu veux » courir le pays, sur toi veilleront mes chevaliers. » —Regarde bien, etc.

« Et pour toi mon or sera épargné pour le mo-

» ment où tu voudras rentrer en ton pays. » Mais il ne veut rien de tout cela, il ne songe qu'à retourner auprès de sa mère. — Regarde bien, etc.

» Messire Vonved chevauchait sur son chemin; il était si triste et si chagrin! Et, quand il arriva chevauchant près du château, douze magiciennes se trouvaient là. — Regarde bien, etc.

» Elles étaient là devant lui avec quenouilles et fuseaux; elles le frappèrent sur sa jambe blanche; messire Vonved tourne rapidement avec son cheval, et les tue les douze à la file. — Regarde bien, etc.

» Il tue les magiciennes, — c'est là tout ce qu'elles eurent de lui. Sa mère jouit du même bonheur, il la met en cinq mille morceaux. — Regarde bien, etc.

» Alors, il entre dans la salle, il boit le vin limpide; puis il joue si longtemps de sa harpe d'or, que toutes les cordes sautent en deux. — Regarde bien, messire Vonved! regarde! »

RÉFORME DES PRISONS

ET

LÉGISLATION PÉNALE

Le projet de loi sur la réforme des prisons, après avoir été débattu pendant quatre semaines à la Chambre des députés, vient enfin d'être adopté avec des changements très-peu importants, et par une majorité considérable. Disons-le tout d'abord, le ministre de l'intérieur, le véritable auteur de ce projet de loi, a été le seul qui se soit tenu de pied ferme à la hauteur de la question, et qui sût précisément ce qu'il voulait; aussi a-t-il obtenu un triomphe de supériorité. Il faut rendre cette justice au rapporteur, M. de Tocqueville, qu'il a soutenu avec énergie ses convictions : c'est un homme de

tête, qui a peu d'élan, et poursuit jusqu'au-dessous de glace les arguments de sa logique: aussi ses discours ont-ils un certain éclat froidureux, comme de la glace taillée. Toutefois, ce qui manque de sentiment à M. de Tocqueville, son ami, M. de Beaumont le possède en surabondance, et ces deux inséparables que nous voyons partout réunis dans leurs voyages, dans leurs publications, à la Chambre des députés, se complètent le mieux du monde. L'un, le penseur sévère, et l'autre, l'homme aux sentiments onctueux, vont ensemble comme le flacon au vinaigre et le flacon à l'huile. — Mais l'opposition, comme elle s'est montrée vague, inconsistante et faible dans cette occasion! Elle ne savait ce qu'elle voulait; forcée de convenir du besoin d'une réforme, elle ne put faire aucune proposition formelle; se trouva constamment en contradiction avec elle-même, et, comme d'ordinaire, résista au ministère par faiblesse d'habitude, et pour faire son métier d'opposition. Et pourtant, à ce compte-là, elle aurait eu beau jeu si elle s'était hissée sur le grand cheval de l'idée, sur quelque généreuse Rossinante du monde des théories, au lieu de chercher, en rampant à terre, les lacunes et les côtés faibles

du système ministériel, et de chicaner dans le détail sans pouvoir ébranler l'ensemble. Lui-même, notre incomparable don Alphonso de Lamartine, l'ingénieux chevalier, ne s'est pas montré ici dans sa chevaleresquerie idéale. Et pourtant l'occasion était propice, et il aurait pu traiter les plus hautes et les plus graves questions humanitaires, avec des paroles faites pour ébranler l'Olympe; il pouvait faire jouer des montagnes vomissant le feu, et submerger la Chambre dans un océan de poésie apocalyptique. Mais non, le noble hidalgo apparut ici tout à fait guéri de sa belle folie, et parla aussi raisonnablement que les plus prosaïques de ses collègues.

Oui, ce n'est que sur le champ de bataille de l'idée que l'opposition aurait pu, sinon l'emporter, du moins paraître avec éclat. C'est en semblable occurrence qu'une opposition allemande eût conquis ses plus brillants lauriers. Car la question des prisons est renfermée dans la question générale de la pénalité, et ici se présentent à nous les grandes théories que nous ne voulons mentionner qu'en passant, afin de nous placer à un point de vue allemand pour apprécier la nouvelle loi sur les prisons.

Nous rencontrons ici tout d'abord la théorie de la rétribution, la vieille loi barbare des temps antiques, qui se retrouve encore, dans sa naïveté la plus terrible, chez le Moïse de l'Ancien Testament. Vie pour vie, œil pour œil, dent pour dent. Avec le martyre et la mort du grand Réconciliateur, cette idée de l'expiation est arrivée à son terme, et nous pouvons dire que le doux Jésus a satisfait ici, dans sa personne, à la loi antique, en même temps qu'il l'abrogeait pour le reste de l'humanité. Chose étrange ! tandis que la religion apparaît ici en progrès, c'est la philosophie qui est demeurée stationnaire, et la théorie pénale de nos philosophes, depuis Kant jusqu'à Hegel, est encore, en dépit de toutes les différences d'expressions, l'antique *jus talionis*. Notre Hegel lui-même n'a rien su trouver de mieux, et n'a pu que spiritualiser en quelque manière cette dure intuition de la justice, oui, l'élever même à une sorte de poésie. Chez lui, la punition est *le droit du criminel,* c'est-à-dire que le criminel, en même temps qu'il commet le crime, conquiert un droit inaliénable à une punition adéquate ; cette dernière est en quelque sorte le crime objectif. Ici, le principe de l'expiation est tout à fait

le même chez Hegel que chez Moïse, si ce n'est que Moïse portait dans sa poitrine l'antique idée de la fatalité, tandis que Hegel est toujours mû par l'idée moderne de la liberté ; son criminel est un homme libre, le crime lui-même est un acte de la liberté, et il faut pour cela qu'il lui soit fait droit. Un seul mot là-dessus. Nous sommes affranchis de l'antique idée sacerdotale, et il nous répugne de croire que, lorsque l'individu a commis un crime, la société, *in corpore*, est forcée de commettre le même crime, de le renouveler solennellement. Pour le point de vue moderne, tel que nous le trouvons chez Hegel, notre état social est pourtant encore trop inférieur ; car Hegel suppose toujours une liberté absolue, dont nous sommes encore ort éloignés, et peut-être le resterons-nous longtemps encore.

Une autre théorie pénale est celle de l'intimidation. Celle-ci n'est ni religieuse ni philosophique, elle est simplement absurde. Ici, l'on fait subir une peine à un homme qui a commis un crime, afin qu'un troisième soit empêché par la terreur, de commettre un crime semblable. C'est la plus souveraine injustice que quelqu'un doive souffrir pour le salut d'un autre, et cette théorie m'a toujour

fait penser aux pauvres *souffre-douleurs* qui, autrefois, étaient élevés avec les petits princes, et fustigés chaque fois que leur sérénissime camarade avait commis quelque faute. Cette frivole et plate théorie d'intimidation emprunte en quelque sorte à la théorie sacerdotale ses pompes funèbres; elle dresse aussi sur la place publique un *castrum doloris*, pour attirer et épouvanter les spectateurs. Ici, l'État est un charlatan, avec cette différence seulement que le charlatan ordinaire affirme qu'il extrait les dents sans causer de douleur, tandis que l'autre, au contraire, par son lugubre appareil, menace de douleurs bien plus considérables que le pauvre patient n'en a peut-être à subir. Cette charlatanerie sanglante m'a toujours inspiré du dégoût.

Dois-je mentionner ici, comme une théorie à part, la soi-disant théorie de la contrainte physique, qui s'est produite de mon temps à Goettingue, et dans les pays environnants? Non, ce n'est autre chose que le vieux levain repétri de l'intimidation? Pendant tout un hiver, j'ai entendu le Lycurgue hanovrien, le lamentable conseiller aulique Bauer, bavarder là-dessus dans sa prose la plus superficielle.

Moi aussi, je subissais cette torture par contrainte physique, car le discoureur était un des examinateurs de ma faculté, et je voulais devenir docteur en droit.

La troisième théorie pénale est celle qui a en vue l'amélioration morale du criminel. Le vrai berceau de cette théorie est la Chine, où toute autorité dérive de la puissance paternelle. Là, tout criminel est un enfant mal élevé, que son père cherche à amender, au moyen du bambou. Cette vue patriarcale et débonnaire a rencontré, dans ces derniers temps, particulièrement en Prusse, des adhérents qui ont cherché à l'introduire dans la législation. Une semblable théorie chinoise du bambou provoque tout d'abord cette objection, c'est que toute correction est inutile si, préalablement, le correcteur lui-même ne s'est pas amendé. En Chine, le chef de l'État semble l'avoir vaguement senti, et quand, dans l'empire du milieu, un crime monstrueux se commet, l'empereur lui-même, le fils du Ciel, s'impose quelque dure pénitence, pensant que c'est lui qui, par quelque péché, a dû être la cause d'une semblable calamité. Nous verrions avec grand plaisir notre piétisme indigène tomber dans de

pieuses erreurs de ce genre, et se macérer d'importance pour le salut de l'État. En Chine, une des conséquences de l'idée patriarcale a été d'instituer, à côté des punitions, des récompenses officielles; ainsi on recevra pour de bonnes actions un bouton d'honneur, avec ou sans queue de ruban, de même qu'on aura, pour des actions mauvaises, la volée de coups correspondante : de la sorte, pour m'exprimer philosophiquement, le bambou est la récompense du vice, et la décoration, le châtiment de la vertu.

Les partisans de la punition corporelle ont rencontré dernièrement, dans les provinces du Rhin, une résistance qui est le résultat d'une manière de sentir peu originale, et ne peut être malheureusement considérée que comme un débris de la domination française.

Nous avons encore une quatrième théorie pénale qui peut à peine porter ce nom, puisqu'ici l'idée de *punition* disparaît entièrement. C'est la théorie qui a reçu le nom de *préventive*, parce que sa visée essentielle est de prévenir les crimes. Les représentants les plus ardents de cette idée sont d'abord les radicaux de toutes les écoles socialistes. Le plus

décidé de tous, l'Anglais Owen, ne reconnaît aucun droit de punir aussi longtemps que la cause des crimes, c'est-à-dire les vices sociaux, n'a pas été supprimée. Ainsi pensent aussi les communistes, tant matérialistes que spiritualistes ; ces derniers embellissent, au moyen des textes évangéliques, leur aversion pour le vieux droit criminel, qu'ils appellent la loi de vengeance de l'Ancien Testament. Les fouriéristes, pour être conséquents, ne peuvent pas davantage admettre un droit pénal, puisque, d'après leur doctrine, les crimes ne sont que le produit de passions dégénérées, et que la tâche de l'État est de prévenir, par une organisation nouvelle des passions, leur dégénérescence. Les saints-simoniens avaient sans doute de beaucoup trop hautes idées de l'infini de l'âme humaine, pour s'embarquer dans un schématisme des passions réglé et numéroté, tel que nous le trouvons chez Fourier. Toutefois, eux aussi envisageaient le crime comme le résultat, non-seulement d'un mauvais état social, mais d'une éducation fautive, et ils attendaient, de passions mieux dirigées, bien élevées, une régénération complète, le règne universel de l'amour, où toutes les traditions du péché tomberaient en oubli,

où l'idée d'un droit pénal apparaîtrait comme un blasphème.

Des hommes moins enthousiastes et même très-pratiques se sont prononcés aussi pour la théorie préventive, parce qu'ils attendent de l'éducation du peuple la diminution des crimes. Ils ont proposé des mesures économiques et politiques d'une nature très-particulière, dont le but est de défendre le criminel contre ses propres tentations de la même manière que la société se défend contre le crime. Ici, nous nous trouvons sur le terrain positif de la doctrine préventive. L'État devient une sorte de grand établissement de police, dans le sens le plus noble et le plus digne, où tout aiguillon est enlevé aux mauvaises convoitises, où l'exposition de comestibles délicats et de marchandises de modes n'induit plus au vol un pauvre hère affamé, et à la prostitution la pauvre fille qui voudrait plaire; où des voleurs parvenus, des Robert-Macaires de la haute finance, des marchands de chair humaine, d'heureux coquins ne pourraient pas étaler un luxe impudent, où le mauvais exemple démoralisateur serait interdit. Si, malgré toutes ces mesures, des crimes pourtant se produisent, on cherchera à

rendre les criminels inoffensifs en les enfermant, ou, s'ils sont trop dangereux pour le repos de la société, en les exécutant un tant soit peu. Le gouvernement, mandataire de la société, n'édicte aucune peine comme punition, mais comme mesure de défense, et le degré élevé ou inférieur de cette peine n'est déterminé que par celui du besoin qu'a la société de se défendre elle-même. Ce n'est qu'à ce point de vue que nous sommes partisan de la peine de mort, ou plutôt de la mise à mort de grands scélérats, que la police doit faire disparaître, comme elle abat les chiens enragés.

Quand on lit avec attention l'exposé des motifs dont le ministre français a fait précéder son projet de loi sur la réforme des prisons, il saute aux yeux que la pensée essentielle en est la même que celle que nous venons d'indiquer, et que le principe répressif des Français n'est au fond que la théorie préventive mise en pratique.

En principe, nos vues sont donc tout à fait concordantes avec celles du gouvernement français. Mais nos sentiments se révoltent contre les moyens par lesquels ce but excellent doit être atteint. Aussi pensons-nous qu'ils ne conviennent pas du tout à la

France. Dans ce pays de sociabilité, l'emprisonnement cellulaire, la méthode pensylvanienne serait une cruauté inouïe, et le peuple français est trop généreux pour jamais acheter à ce prix sa tranquillité sociale. Je suis donc convaincu que, même après l'acceptation des Chambres, ce système horrible, inhumain, contre nature, de l'emprisonnement cellulaire ne sera pas appliqué, et que tous les millions que coûteront les constructions nécessaires, sont, grâce à Dieu, de l'argent perdu. Le peuple détruira, un jour, ces châteaux forts de la nouvelle chevalerie bourgeoise, avec autant de colère qu'autrefois la Bastille nobiliaire. Certes, quelque terrible et sombre que parût celle-ci au dehors, ce n'était pourtant qu'un gai kiosque, un pavillon de plaisance en plein soleil, en comparaison de ces petites cavernes américaines, silencieuses, qu'un piétiste à l'esprit faible a pu seul inventer, et qu'un boutiquier sans cœur, tremblant pour sa propriété, a pu approuver. A l'avenir, le bon bourgeois pieux pourra dormir plus tranquille : le gouvernement, avec un zèle louable, veut s'y employer. Mais pourquoi ne dormirait-il pas un peu moins ? Tant de gens qui le valent doivent passer la nuit

dans les veilles! Et puis n'ont-ils pas le bon Dieu, eux, les pieux, pour veiller sur leur sommeil ?

Ou bien, peut-être doutent-ils de sa protection, eux, les pieux!

Juillet 1843.

TESTAMENTS

DE HENRI HEINE

A

Ceci est mon testament, écrit de ma main, le vingt-sept septembre mil huit cent quarante-six.

Quoique j'aie été, plus que d'autres hommes, favorisé par la nature et le bonheur, quoique ni l'occasion ni l'esprit ne m'aient manqué pour exploiter mes facultés intellectuelles, quoique j'aie été intimement lié avec les heureux et les puissants de la terre, et que je n'eusse eu qu'à tendre la main pour récolter richesse et emplois, je meurs pauvre et sans dignités.

Mon cœur l'a voulu ainsi, car il aimait la vé-

rité et détestait le mensonge. Aussi je ne laisse aucune fortune et je suis douloureusement ému en songeant à ma pauvre femme, que j'ai infiniment aimée, et qui restera dans une position voisine d'une pauvreté relative.

N'importe, je laisse le peu que j'ai à ma femme Mathilde-Creszentia Heine, née Mirat, qui, par sa bonté et sa fidélité, a embelli mes jours.

Je charge de l'exécution de mon testament et de la défense des intérêts de ma veuve, MM. le docteur Sichel et Mignet, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, qui m'ont déjà donné tant de preuves d'une inaltérable amitié.

Je prie mon éditeur J. Campe, de Hambourg, de faire payer exactement à Paris — par fractions mensuelles, si c'est possible, — la rente viagère qu'il me doit pour mes œuvres complètes, rente qui, d'après notre traité, est reversible après ma mort sur la tête de ma veuve.

Quant à la pension que m'a faite feu mon oncle Salomon Heine, pension dont la moitié doit être servie à ma femme après ma mort, je supplie mon cousin Charles Heine de se souvenir de la tou-

chante et tendre amitié que son père a témoignée à ma femme, et j'espère qu'il assurera à ma veuve, d'une manière définitive, la petite somme qui lui épargnera tout chagrin et toute humiliation. Je ne doute pas qu'après ma mort, le grand cœur de Charles ne se rappelle la bonne amitié qui nous unissait autrefois et dont la perte a si cruellement frappé mon âme.

J'espère pouvoir terminer moi-même l'édition allemande complète de mes œuvres ; mais je décide qu'au cas où la mort viendrait me frapper avant l'accomplissement de cette tâche, le docteur Hermann Detmold, de Hanovre, et Henri Laube à Leipzig, termineraient ce travail. Ce dernier voudra bien écrire en tête du premier volume une courte biographie de l'auteur.

J'ordonne que mes funérailles soient aussi simples que celles du dernier homme du peuple.

Si je meurs à Paris, je veux être enterré au cimetière Montmartre, — pas ailleurs ; — car j'ai vécu mes meilleurs jours au milieu de la population du faubourg Montmartre.

Quoique j'appartienne à la religion protestante, je désire reposer dans cette partie du cime-

tière spécialement réservée aux catholiques romains, afin que les restes mortels de ma femme, qui professe avec tant de zèle la religion catholique, puissent un jour reposer à côté des miens.

Si la charité chrétienne du clergé français m'accorde la faveur que je sollicite, je désire que l'on achète pour moi, dans la partie indiquée du cimetière Montmartre, une concession à perpétuité; mais, si le clergé soulevait des difficultés à ce sujet, on se contenterait d'un terrain des plus modestes.

Ma grande et noble mère, toi qui as tant fait pour moi, je te dis adieu!

A vous, mes chers frères et sœurs, avec qui j'ai toujours vécu en paix, à vous un éternel adieu!

Adieu! toi aussi, patrie allemande, pays des mystères et des douleurs! Sois rayonnante et heureuse!

Adieu! spirituels et bons Français que j'ai tant aimés! Je vous remercie de votre cordiale hospitalité!

Fait à Paris, le vingt-sept septembre mil huit cent quarante-six.

HENRI HEINE.

POST-SCRIPTUM

Depuis que j'ai écrit ce testament, je me suis réconcilié avec mon cousin Charles, et les termes que j'ai employés plus haut pour lui recommander ma veuve sont aujourd'hui déplacés. Dans un entretien que j'ai eu hier avec Charles à ce sujet, il m'a reproché, d'un ton convaincu qui m'a fait rougir de honte, d'avoir pu douter un instant de sa sympathie pour ma femme. Spontanément, dans un élan admirable, il s'est engagé à servir la moitié de ma pension à ma femme quand je ne serai plus de ce monde.

Oui, en ce moment solennel, j'ai retrouvé son grand cœur tout entier, toute son amitié, et, quand, pour sceller son engagement, il m'a tendu la main, j'ai porté cette main à mes lèvres, tant j'étais ému et tant Charles ressemblait alors à feu son père, à mon pauvre oncle, que je vénérais comme un père et dont j'embrassais la main comme un enfant, toutes les fois qu'il me prodiguait son amitié.

Ah! avec mon oncle s'est éteinte l'étoile de mon bonheur. Mon corps est bien malade et je suis

tout surpris de pouvoir supporter tant de souffrances. Mais je puise la consolation et la force dans les grandes sensations et dans l'inaltérable éclat de ma pensée.

HENRI HEINE.

Paris, vingt-six février mil huit cent quarante-sept.

B

Ceci est mon testament, que j'ai écrit à Paris, le dix juin mil huit cent quarante-huit.

Tout ce que je possède, tout ce qui m'appartient de droit, tout ce que je puis nommer ma propriété, je le lègue à mon épouse légitime Mathilde-Creszentia Heine, née Mirat, qui a partagé avec moi les bons jours et les mauvais jours, et dont les soins ont adouci mes souffrances pendant cette longue maladie à laquelle je succombe.

Je prie M. Mignet, l'historien, et M. le docteur Sichel de prêter leur appui à ma femme, dans toutes les circonstances où il s'agirait de ses intérêts de fortune après mon décès.

C'est à mon bien-aimé cousin Charles Heine que

je recommande particulièrement le sort de ma femme. Le vingt-cinq février mil huit cent quarante-sept, mon cousin Charles Heine m'a solennellement promis, en me donnant sa parole d'honneur, qu'il payerait à ma veuve, comme pension viagère, la moitié de la pension que feu son père, mon oncle bien-aimé, avait constituée en ma faveur. Mais j'espère que sa générosité ne s'arrêtera pas à moitié chemin, et que son bon et noble cœur lui dictera les procédés les plus délicats. Dans tous les cas, je supplie mon cher Charles de ne pas oublier de mettre ma pauvre femme à l'abri de ces vicissitudes testamentaires qui tuent.

J'ordonne à ma femme d'enfermer tous mes papiers dans une caisse, qu'elle tiendra à la disposition de mon frère bien-aimé Maximilien Heine, qui en fera ce que bon lui semblera.

Quant à l'édition de mes œuvres complètes, je désignerai dans un codicille, ou par une lettre particulière, les amis que je charge de surveiller cette publication.

Par acte de baptême, j'appartiens à l'Église chrétienne et évangélique ; mais ma pensée n'a jamais sympathisé avec les croyances d'aucune reli-

gion, et, après avoir vécu en bon païen, je désire aussi mourir sans que le sacerdoce soit convié à mes funérailles. J'exige que ces dernières soient aussi peu coûteuses que possible. En outre, je défends à qui que ce soit de prononcer un discours sur ma tombe. Si je meurs à Passy, ce sera aussi dans cet endroit qu'on devra m'enterrer ; si je meurs à Paris, je désire trouver ma modeste sépulture dans le cimetière Montmartre.

Passy (64, Grande-Rue), ce dix juin mil huit cent quarante-huit.

HENRI HEINE.

G

Par-devant Me Ferdinand-Léon Ducloux et Me Charles-Louis-Émile Rousse, notaires à Paris soussignés; et en présence de :

1° M. Michel Jacot, marchand boulanger, demeurant à Paris, rue d'Amsterdam, n° 60;

2° Et M. Eugène Grouchy, marchand épicier, demeurant à Paris, rue d'Amsterdam, n° 52 ;

Tous deux témoins, réunissant les conditions

voulues par la loi, ainsi qu'ils l'ont déclaré aux notaires soussignés sur l'interpellation qui en a été faite séparément à chacun d'eux;

Et, dans la chambre à coucher de M. Heine, ci-après nommé, sise au second étage d'une maison, rue d'Amsterdam, n° 50 ; dans laquelle chambre à coucher, éclairée sur la cour par une croisée, les notaires et les témoins susnommés, choisis par le testateur, se sont réunis à la réquisition expresse de ce dernier,

A comparu

M. Henri Heine, homme de lettres et docteur en droit, demeurant à Paris, rue d'Amsterdam, n° 50;

Lequel, étant malade de corps, mais sain d'esprit, mémoire et entendement, ainsi qu'il est apparu auxdits notaires et témoins en conversant avec lui, a, dans la vue de la mort, dicté audit Mᵉ Ducloux, en présence de Mᵉ Rousse et des témoins, son testament de la manière suivante :

§ 1ᵉʳ. — J'institue pour ma légataire universelle Mathilde-Crescence Heine, née Mirat, mon épouse légitime, avec laquelle j'ai passé depuis de longues années mes bons et mes mauvais jours, et qui m'a soigné pendant la durée de ma longue et cruelle

maladie. Je lui laisse en propriété pleine et entière, et sans aucunes conditions ni restrictions, tout ce que je possède et que je pourrai posséder à mon décès, et tous mes droits à une possession future quelconque.

§ 2. A une époque où je me croyais un avenir opulent, j'ai aliéné toute ma propriété littéraire à des conditions très-modestes ; des événements malheureux ont plus tard englouti le petit pécule que je possédais, et ma maladie ne me permet pas de refaire un peu ma fortune au profit de ma femme. La pension que je tiens de feu mon oncle Salomon Heine, et qui était toujours la base de mon budget, n'est assurée à ma femme qu'en partie; c'est moi-même qui l'avais voulu ainsi. Je ressens à présent les plus grands regrets de n'avoir pas mieux établi l'aisance de ma femme après ma mort. La susdite pension de mon oncle représentait dans le principe la rente d'une somme que ce bienfaiteur paternel ne se souciait pas de mettre entre mes mains de poëte inhabile aux affaires, pour mieux m'en assurer une jouissance durable. Je comptais sur cette dotation lorsque j'unis à mon sort une personne que mon oncle distinguait beaucoup et à laquelle il donna maint

témoignage d'affection. Bien qu'il n'ait rien fait pour elle d'une manière officielle dans ses dispositions testamentaires, il n'en est pas moins à présumer que cet oubli est dû à un hasard fatal plutôt qu'aux sentiments du défunt; lui, dont la munificence a enrichi et doté tant de personnes étrangères à sa famille et à son cœur, ne peut pas être accusé d'une lésinerie mesquine, où il s'agissait du sort de l'épouse d'un neveu qui illustrait son nom. Les moindres gestes et paroles d'un homme qui était la générosité même, doivent être interprétés comme généreux. Fils digne de son père, mon cousin Charles Heine s'est rencontré avec moi dans ces sentiments, et c'est avec un noble empressement qu'il a obtempéré à ma demande lorsque je l'ai prié de prendre l'engagement formel de payer après mon décès, à ma femme, comme rente viagère, la moitié de la pension qui datait de feu son père. Cette stipulation a eu lieu le vingt-cinq février mil huit cent quarante-sept, et je suis encore ému du souvenir des nobles reproches que mon cousin, malgré nos dissentiments d'alors, me fit au sujet de mon peu de confiance en ses intentions à l'égard de ma femme; lorsqu'il me tendit la main comme gage de sa

promesse, je la pressai contre mes pauvres yeux malades, et la mouillai de larmes. Depuis, ma position s'est empirée, et ma maladie a fait tarir bien des ressources que j'aurais pu laisser à ma femme. Ces vicissitudes imprévues et d'autres raisons graves me forcent d'avoir de nouveau recours aux sentiments dignes et justes de mon cousin : je l'engage à ne pas amoindrir de la moitié ma susdite pension, en la reportant sur ma femme après ma mort, et à la lui payer intégralement, telle que je la touchais pendant la vie de mon oncle. Je dis exprès : « Telle que je la touchais pendant la vie de mon oncle, » parce que, depuis presque cinq ans que ma maladie a augmenté de gravité, mon cousin Charles Heine a, de fait, plus que doublé la somme de ma pension, attention généreuse pour laquelle je lui porte une grande gratitude. Il est plus que probable que je n'aurais pas eu besoin de faire cet appel à la libéralité de mon cousin ; car je suis persuadé qu'avec la première pelletée de terre qu'il jettera sur ma tombe, selon son droit comme mon plus proche parent, s'il se trouve à Paris lors de mon trépas, il oubliera tous ces vilains griefs que j'ai tant regrettés et expiés par une longue agonie ; il ne se

souviendra certainement alors que de notre bonne amitié d'autrefois, de cette affinité et conformité de sentiments qui nous unissaient dès notre tendre jeunesse, et il vouera une protection toute paternelle à la veuve de son ami; mais il n'est pas inutile, pour le repos des uns et des autres, que les vivants sachent ce que leur demandent les morts.

§ 3. — Je désire qu'après mon décès tous mes papiers et toutes mes lettres soient enfermés scrupuleusement et tenus à la disposition de mon neveu Ludwig Von Embden, à qui je donnerai mes instructions ultérieures sur l'usage qu'il doit en faire, sans préjudice aux droits de propriété de ma légataire universelle.

§ 4. — Si je meurs avant que l'édition complète de mes œuvres ait paru, et que je n'aie pas pu présider à la direction de cette édition, ou même que ma mort arrive avant qu'elle soit terminée, je prie mon parent M. le docteur Rudolph Christiani de me remplacer dans la direction de cette publication, en se conformant strictement au prospectus que j'aurai laissé à ce sujet. Si mon ami M. Campe, l'éditeur de mes œuvres, désire quelques changements dans la manière dont j'ai coordonné mes

différents écrits dans le susdit prospectus, je désire qu'on ne lui fasse pas de difficultés sous ce rapport, vu que j'ai toujours aimé à m'accommoder à ses besoins de libraire. La chose principale, c'est qu'il ne soit intercalé dans mes écrits aucune ligne que je n'aie pas destinée expressément à la publicité, ou qui ait été imprimée sans la signature de mon nom en toutes lettres; un chiffre de convention ne suffit pas pour m'attribuer un écrit publié par quelque journal, attendu que l'indication de l'auteur par un chiffre dépendait toujours des rédacteurs en chef, qui ne se sont jamais interdit non plus l'habitude de faire des changements de fond ou de forme dans un article signé seulement par un chiffre. Je fais défense expresse que, sous aucun prétexte, quelque écrit d'un autre, si petit qu'il soit, soit annexé à mes ouvrages, à moins que ce ne soit une notice biographique émanée de la plume d'un de mes anciens amis, à qui j'aurai demandé expressément un tel travail. J'entends que ma volonté, sous ce rapport, c'est-à-dire que mes livres ne servent pas à remorquer ni à propager aucun écrit étranger, soit exécutée loyalement dans toute son étendue.

§ 5. — Je défends de soumettre mon corps après mon décès à une autopsie; seulement, comme ma maladie ressemblait souvent à un état cataleptique, je crois qu'on doit prendre la précaution de m'ouvrir une veine avant mon enterrement.

§ 6. — Si je me trouve à Paris à l'époque de mon décès, et que je n'habite pas trop loin de Montmartre, je désire être enterré dans le cimetière de ce nom, ayant une prédilection pour ce quartier, où j'ai résidé pendant de longues années.

§ 7. — Je demande que mon convoi soit aussi modeste que possible, et que les frais de mon enterrement n'excèdent pas le montant ordinaire de celui du plus simple bourgeois. Quoique, par acte de baptême, j'appartienne à la confession luthérienne, je ne désire pas que le clergé de cette Église soit convié à mon enterrement; je renonce même au ministère de tout autre sacerdoce pour célébrer mes funérailles. Ce désir n'est pas dicté par quelque velléité d'esprit fort. Depuis quatre ans, j'ai abdiqué tout orgueil philosophique, et je suis revenu aux idées et aux sentiments religieux; je meurs croyant en un Dieu un et éternel créateur du monde, et dont j'implore la miséricorde pour

mon âme immortelle. Je regrette d'avoir dans mes écrits quelquefois parlé des choses saintes sans le respect qui leur est dû, mais j'étais plutôt entraîné par l'esprit de mon époque que par mes propres penchants. Si j'ai, à mon insu, offensé les bonnes mœurs et la morale qui est la vraie essence de toutes les croyances monothéistes, j'en demande pardon à Dieu et aux hommes. Je défends qu'aucun discours, ou allemand ou français, soit tenu sur ma tombe. En même temps, j'énonce le désir que mes compatriotes, quelque heureuses que puissent devenir les destinées de notre pays, s'abstiennent de transférer mes cendres en Allemagne ; je n'ai jamais aimé à prêter ma personne à des momeries politiques. La grande affaire de ma vie était de travailler à l'entente cordiale entre l'Allemagne et la France, et à déjouer les artifices des ennemis de la démocratie qui exploitent à leur profit les préjugés et les animosités internationaux. Je crois avoir bien mérité autant de mes compatriotes que des Français, et les titres que j'ai à leur gratitude sont sans doute le plus précieux legs que j'aie à conférer à ma légataire universelle.

§ 8. — Je nomme pour exécuteur testamentaire

M. Maxime Jaubert, conseiller à la Cour de cassation, et je le remercie de vouloir bien se charger de cette fonction.

Le présent testament a été ainsi dicté par M. Henri Heine, et écrit en entier de la main de Me Ducloux, l'un des notaires soussignés, tel qu'il lui a été dicté par le testateur, le tout en présence desdits notaires et des témoins, lesquels, de ce interpellés, ont déclaré qu'ils n'étaient pas parents de la légataire.

Et, lecture faite, ès même présence, au testateur, il a déclaré y persister comme contenant l'expression exacte de sa volonté.

Fait et passé à Paris dans la chambre à coucher susindiquée de M. Heine.

L'an mil huit cent cinquante-un, le jeudi treize novembre, vers six heures de relevée.

Et, après nouvelle lecture entière, le testateur et les témoins ont signé avec les notaires.

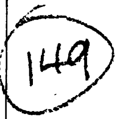
FIN

TABLE

F. AUREAU. — IMPRIMERIE DE LAGNY

NOUVELLE ÉDITION

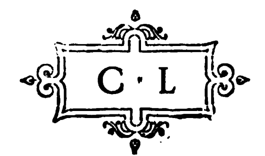
BIBLIOTHÈQUE CONTEMPORAINE



HENRI HEINE

— ŒUVRES COMPLÈTES —

ALLEMANDS
ET
FRANÇAIS



PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES

RUE AUBER, 3, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1881

NOUVEAUX OUVRAGES EN VENTE

Format in-8°.

	f. c.
H. DE BALZAC	
ŒUVRES COMPLÈTES, tome XXIV et dernier. — CORRESPONDANCE....	7 50
FEU LE DUC DE BROGLIE	
LE LIBRE ÉCHANGE ET L'IMPOT. 1 vol.	7 50
A. DUMAS FILS	
LA QUESTION DU DIVORCE. 1 vol....	5 »
AD. FRANCK	
RÉFORMATEURS ET PUBLICISTES DE L'EUROPE. Tome II..............	7 50
ERNEST HAVET	
LE CHRISTIANISME ET SES ORIGINES, tome III. 1 vol.................	7 50
PROSPER MÉRIMÉE	
LETTRES A M. PANIZI. 2 vol.......	15 »
CHARLES DE LOVENJOUL	
HISTOIRE DES ŒUVRES DE BALZAC, 1 v.	7 50
MADAME DE RÉMUSAT	
MÉMOIRES. 3 vol..................	22 50
ERNEST RENAN	
L'EAU DE JOUVENCE. 1 vol..........	3 »
PAUL DE SAINT-VICTOR	
LES DEUX MASQUES. 1 vol..........	7 50
THIERS	
DISCOURS PARLEMENTAIRES. T. I à IX.	67 50

Format gr. in-18 à 3 fr. 50 c. le volume.

	vol.
XAVIER AUBRYET	
LE TRIPTYQUE..........................	1
J. AUTRAN	
LETTRES ET NOTES DE VOYAGE..........	1
H. DE BALZAC	
CORRESPONDANCE......................	2
TH. BENTZON	
AMOUR PERDU.........................	1
HECTOR BERLIOZ	
CORRESPONDANCE INÉDITE..............	1
LOUIS BLANC	
DIX ANS DE L'HISTOIRE D'ANGLETERRE.	10
DUC DE BROGLIE	
LE SECRET DU ROI....................	2
RHODA BROUGHTON	
JOANNA...............................	1
Pesse O. CANTACUZÈNE ALTIERI	
LE MENSONGE DE SABINE...............	1
J. DE CARNÉ	
APRÈS LA FAUTE.......................	1
H. CAUVAIN	
LA MORT D'ÉVA........................	1
CHUT !!	
SHOCKING	1
X. DOUDAN	
LETTRES..............................	4
ABRAHAM DREYFUS	
SCÈNES DE LA VIE DE THÉATRE........	1
A. DUMAS FILS	
THÉATRE COMPLET. Tome VI...........	1
*******	
TIPHAINE.............................	1
DUPREZ	
SOUVENIRS D'UN CHANTEUR............	1
CHARLES EDMOND	
ZÉPHYRIN CAZAVAN EN ÉGYPTE.........	1
O. FEUILLET	
LE JOURNAL D'UNE FEMME.............	1
*******	
A COTÉ DU BONHEUR..................	1
*******	
L'ALSACE-LORRAINE..................	1
J. DE GLOUVET	
LE FORESTIER.........................	1
LUDOVIC HALÉVY	
LES PETITES CARDINAL................	1
A. KARR	
A L'ENCRE VERTE.....................	1
LE LIVRE DE BORD....................	4
EUGÈNE LABICHE	
THÉATRE COMPLET.....................	10
LÉOPOLD LACOUR	
TROIS THÉATRES......................	1
JULIETTE LAMBER	
GRECQUE..............................	1
R. LINDAU	
PEINES PERDUES......................	1
MELCHIOR DE VOGUÉ	
HISTOIRES ORIENTALES................	1
MICHELET	
INTRODUCTION A L'HISTOIRE UNIVERSELLE	1
A. DE PONTMARTIN	
NOUVEAUX SAMEDIS. Tome XX..........	1
LOUIS RÉGIS	
CONSTANTINE..........................	1
ERNEST RENAN	
CONFÉRENCES D'ANGLETERRE...........	1
VICOMTE RICHARD (O'MONROY)	
LA FOIRE AUX CAPRICES..............	1
HENRI RIVIÈRE	
SOUVENIRS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE.	1
C. A. SAINTE-BEUVE	
LE CLOU D'OR.........................	1
DANIEL STERN	
ESQUISSES MORALES...................	1
E. TEXIER ET LE SENNE	
MONSIEUR CANDAULE..................	1
LOUIS ULBACH	
LE TAPIS VERT	1
LE MARIAGE DE POUCKEKINE...........	1
*******	
LE MARIAGE DE LOTI..................	1

Paris. — Imprimerie Ph. Bosc, 3, rue Auber



